

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 34

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré à la brochure d'Engels parue en avril 1860 sous le titre **La Savoie, Nice et le Rhin**.

Il comprend les **quatre cahiers** suivants :

Introduction

1. Histoire du manuscrit, paginé HDM de 1 à 2.

2. Fr. Engels, *La Savoie, Nice et le Rhin*

- Chapitre 1, paginé Ch1, de 1 à 7.
- Chapitre 2, paginé Ch2, de 1 à 10.
- Chapitre 3, paginé Ch3, de 1 à 6.
- Chapitre 4, paginé Ch4, de 1 à 8.

3. Documents

- 3.1. L'annexion de la Savoie et de Nice : bref aperçu historique, paginé ASN de 1 à 5.
- 3.2. Fr. Engels, « La Savoie et Nice », paginé SEN, de 1 à 3.
- 3.3. Fr. Engels, « Aspirations à l'unité et chances d'unité jusque vers 1860 », paginé A, de 1 à 2.

4. Tranches de vie. Les années 1860-1861.

Table générale

Introduction

Fr. Engels entreprend dès février 1860 de rédiger son ouvrage qui paraîtra à Berlin, en avril 1860, sans autre mention que « par l'auteur de *Le Pô et le Rhin* ».

Une rédaction rapide, on le constate.

A vrai dire, les apports de cette brochure ne sont pas remarquables si l'on compare avec les contributions de presse d'Engels¹.

Le contexte politique de l'époque demeure marqué par les suites de la récente campagne d'Italie et par les éventuelles ambitions de Napoléon III sur la frontière du Rhin.

Or ces inquiétudes ne tarderont pas à s'apaiser après les rencontres organisées entre Napoléon III et le prince régent Guillaume de Prusse à Baden-Baden, du 15 au 18 juin 1860, puis à Compiègne, du 6 au 8 octobre 1861.

La nouvelle décennie s'ouvre en vérité sur d'autres perspectives. Ce sera la mésaventure mexicaine du Second Empire français. Ce seront surtout les manœuvres bismarckiennes en vue de l'unité allemande au détriment, cette fois, de l'Autriche d'abord, de la France ensuite.

*

Nous citons à partir de la traduction de Roger Dangeville, pp. 384-429 de son volume « *Marx Engels, Ecrits militaires* » paru en 1970 aux éditions de L'Herne (en ligne sur le site des *Classiques des Sciences sociales*).

Les notes sont pour la plupart extraites de l'édition allemande (*Marx Engels Werke*, vol. 13) et anglaise (*Marx Engels Collected Works*, vol. 16) vérifiées et complétées par nos soins en référence aux encyclopédies *Wikipédia* et *Universalis*.

*

On trouvera enfin les pages de nos **tranches de vie**, cette fois consacrées aux années **1860-1861**.

*

Pour rappel, nos principales abréviations :

- C, suivi du numéro de volume : *Marx Engels, Correspondance*, Editions sociales, 13 volumes parus.
- MECW, suivi du numéro de volume : *Marx Engels Collected Works*.
- MEW, suivi du numéro de volume : *Marx Engels Werke*.

¹ Comme en témoigne l'article paru, le 21 février 1860, dans le *New-York Daily Tribune* sous le titre « La Savoie et Nice ».

1. Histoire du manuscrit

- 31.01.60 Engels à Marx : « Depuis quelques jours, l'idée d'une sorte de continuation de *Pô und Rhein* me trotte dans la tête. *La Savoie, Nice et le Rhin*. J'ai la ferme intention de faire proposer ce machin à Duncker¹; cela ne dépassera pas 2 cahiers et ça nous fournirait un bon prétexte pour renouer le dialogue avec Ephraïm². En tout état de cause, je m'en vais écrire le truc dans la semaine qui vient et enverrai sur-le-champ le manuscrit à Berlin. Abstraction faite de quelques épisodes relatifs aux campagnes de la révolution française à Nice et en Savoie, il n'y a aucun travail préparatoire à faire. Ça ira donc vite³. ».
- 04.02.60 Engels à Marx : « Je commence mon truc aujourd'hui. Les démêlés avec Vogt m'en ont empêché jusqu'ici. ».
- Il ajoute : « Cette fois encore, je signe l'« auteur de *Pô und Rhein* » afin d'assurer solidement la réputation de cette personne en matière de littérature militaire - si je mettais mon nom, ce serait aussitôt la *conspiration du silence*. Mais en même temps, c'est-à-dire à peu près 15 jours après la parution, je ferai publier dans les journaux, par l'intermédiaire de Siebel⁴, la note en question⁵. ».
- 09.02.60 Engels à Marx : « Je pense terminer le manuscrit d'ici aujourd'hui ou demain, du moins dans ses grandes lignes⁶. ».
- 20.02.60 Engels adresse son manuscrit à l'éditeur Franz Duncker chez qui avait paru, en avril 1859, *Le Pô et le Rhin*⁷.
- 15.03.60 Engels remercie Ferdinand Lassalle pour ses interventions auprès de Duncker en faveur de son manuscrit⁸.
- Franz Duncker refusera, cette fois, de l'imprimer sans nom d'auteur.
- A vrai dire, Duncker, proche sous cet angle de Lassalle, ne partageait pas les analyses d'Engels sur la question d'Italie. Engels en est du reste conscient, lui écrivant : « Si toutefois vos objections de principe devaient se référer à la brochure de Lassalle sur l'Italie, dont d'ailleurs je ne partage pas le point de vue sur ce sujet, je reconnais dans ce cas que de tels scrupules de votre part vous honorent, mais je sais aussi que Lassalle est bien le dernier à souhaiter qu'on en tienne compte. C'est pourquoi je vais lui écrire; je suis persuadé qu'il se sentirait offensé qu'on puisse le croire capable de mettre la moindre entrave à la publication d'un écrit dont la conception diverge avec la sienne⁹. ».
- Avril La brochure d'Engels paraît anonymement chez l'éditeur G. Behrend de Berlin. Avec la mention « par l'auteur de *Le Pô et le Rhin* ».

¹ L'éditeur berlinois Franz Duncker.

² A savoir Ferdinand Lassalle.

³ C6, p. 17.

⁴ Carl Siebel, un parent éloigné d'Engels.

⁵ C6, pp. 31-32.

⁶ C6, p. 52.

⁷ C6, p. 63.

⁸ C6, p. 129.

⁹ C6, p. 64.

07.05.60

Engels à Marx : « Les journaux ne souffrent mot de ma brochure. C'est de nouveau *la conspiration du silence* totale¹. ».

Marx lui répond le 8 mai : « Au sujet de ta brochure, tu auras trouvé quelques informations dans la lettre de Fischel. A ta place d'ailleurs, je mettrais immédiatement à profit les quelques relations de notre ami Siebel (dès qu'il aura retrouvé son activité) a dans les milieux littéraires, pour déjouer *cette conspiration du silence*. Si tu avais tout bonnement fait figurer ton nom² sur la brochure, le public se l'arracherait ne serait-ce que par curiosité. Behrend paraît du reste pire que Duncker³. »

Une observation sur laquelle il reviendra dans sa lettre du 28 juin 60 : « Au reste, il faut maintenant que tu te manifestes partout sous ton nom. C'était, dès le départ, un inconvénient que la chose paraisse sans nom d'auteur⁴. ».

Il revient sur le sujet dans sa lettre du 25 septembre 60 : « je crois que *Le Pô et le Rhin* ainsi que *La Savoie* etc. auraient fait beaucoup plus de bruit s'ils avaient paru à Londres⁵. »

¹ C6, p. 154.

² Une invitation que Marx lui avait faite dans sa lettre du 11 janvier 1860 : « A la prochaine occasion, lui écrivait-il, tu publieras quelque chose sous ton nom et tu écriras au bas : auteur de *Po und Rhein*. » (C6, p. 5).

³ C6, p. 155.

⁴ C6, p. 188.

⁵ C6, p. 216.

Fr. Engels, *La Savoie, Nice et le Rhin*

Chapitre 1

A cette date, en début février 1860, où Engels entreprend de rédiger son fascicule, l'issue de la guerre d'Italie ne fait plus de doute. La signature du traité de Zurich, le 10 novembre 1859, n'engage certes pas explicitement le transfert du comté de Nice et de la Savoie à la France, ce qu'accomplira le prochain traité de Turin du 24 mars 1860, mais les accords de Plombières du 21 juillet 1858 ne sont un secret pour personne¹.

Demeure la perspective d'une offensive militaire française sur la rive gauche du Rhin.

Il y va « de notre peau », écrit Engels.

Cette affirmation patriotique est problématique.

Certes, Engels s'adresse à la classe ouvrière allemande, mais celle-ci est, à cette époque, politiquement inerte. Certes, Engels a en vue l'unité allemande², mais celle-ci demeure une perspective lointaine et le pouvoir réel en place, en Rhénanie du moins, est prussien.

*

Engels reviendra sur cette question de l'unité allemande, mais cette fois d'un point de vue *rétrospectif*, en 1887/1888, dans un manuscrit intitulé « Le rôle de la violence dans l'histoire ». Nous citons un bref extrait de ces pages au chapitre 3.3 du présent fascicule.

*

Voici un an déjà que le complot de Bonaparte, du Piémont et de la Russie s'étale au grand jour. Ce fut d'abord le discours du Nouvel An³ et le cri de douleur de l'Italie⁴, puis l'accouplement de l'« Iphigénie italienne⁵ », et enfin l'aveu de Gortchakoff reconnaissant qu'il avait pris des engagements par écrit avec Louis-Napoléon⁶, le tout accompagné de mobilisations, de mouvements

¹ Marx évoque l'entrevue de Plombières dès son article paru dans le *New-York Daily Tribune* du 18 février 1859 sous le titre « La position de Louis-Napoléon », laquelle entrevue se trouve explicitement mentionnée par le manifeste de Mazzini que Marx cite longuement dans son article du *New-York Daily Tribune* du 17.06.1859. (Cf. notre **fascicule 31**, Ch. 1.5, p. 4, et Ch. 31, p. 4).

² Dans le dernier paragraphe de sa brochure *Le Pô et le Rhin*, Engels évoque l'unité allemande, mais, nous l'avons vu, sans véritable analyse qui précise cet objectif. (Cf. notre précédent **fascicule 32**).

³ Lors de la réception du Nouvel An aux Tuileries, le 1er janvier 1859, Napoléon III avait traité avec une certaine distance l'ambassadeur autrichien Joseph Alexandre Hübner, lui déclarant « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé, mais je vous prie de dire à l'empereur que mes sentiments personnels pour lui n'ont pas changé. », une déclaration que la presse internationale avait commentée comme un signe des intentions belliqueuses de la France envers l'Autriche.

⁴ En référence au discours du trône, le 7 janvier 1859, de Victor-Emmanuel II au cours duquel il avait déclaré ne pas être insensible aux cris de douleur et d'angoisse qui lui étaient parvenus de nombreuses régions d'Italie.

⁵ En référence au mariage, le 30 janvier 1859, du cousin de Napoléon III, le prince Napoléon (Plon-Plon), avec la princesse Marie-Clotilde de Savoie qu'Engels appelle ironiquement Iphigénie, du nom de la fille du roi Agamemnon qui, selon la mythologie grecque, l'a sacrifiée aux dieux avant la campagne contre la ville de Troie.

⁶ En référence au traité secret conclu à Paris, le 3 mars 1859, entre la France et la Russie. La Russie s'est engagée à adopter une « position politique et militaire qui prouve le plus facilement sa neutralité favorable à l'égard de la France » (article I) et à ne pas s'opposer à l'élargissement du Royaume de Sardaigne en cas de guerre entre la France et la Sardaigne, d'une part, et l'Autriche d'autre part. (Cf.

de troupes, de menaces et de tentatives de médiation. Dès le début, l'Allemagne a senti instinctivement qu'il n'y allait pas du sort de l'Italie, mais de notre peau à nous. En effet, l'affaire commence sur le Tessin et finit sur le Rhin, le but final de toutes les guerres bonapartistes ne pouvant être que la reconquête de la « frontière naturelle » de la France : le Rhin.

Mais voilà : bien qu'elle ait poussé les hauts cris devant les prétentions voilées des Français sur la frontière naturelle du Rhin, la presse allemande, avec en tête la *Gazette Générale* d'Augsbourg, défend avec un fanatisme non moins violent la domination autrichienne en Italie du Nord, sous prétexte que le Mincio et le Pô inférieur constituent la frontière naturelle de l'Allemagne contre l'Italie.

Monsieur Orges¹ de la *Gazette Générale* d'Augsbourg a mis en branle tous les experts en stratégie de son journal pour démontrer que l'Allemagne était perdue sans le Pô et le Mincio, et que l'abandon de l'hégémonie autrichienne en Italie serait une trahison vis-à-vis de l'Allemagne elle-même.

C'est tronquer le problème. En effet, ces messieurs soutiennent que la menace sur le Rhin n'est pour nous qu'un simple prétexte, et que nous devons maintenir en Italie le régime de terreur autrichien. La menace sur le Rhin doit donc simplement inciter l'Allemagne à se solidariser avec l'Autriche en vue d'opprimer l'Italie du Nord. Au demeurant, cette thèse soutient une contradiction ridicule : elle défend sur le Pô ce qu'elle condamne sur le Rhin.

À ce propos, l'auteur de ces lignes a publié, il y a quelque temps, un opuscule intitulé *Le Pô et le Rhin*. Dans l'intérêt même du mouvement national, il s'en prenait à la théorie qui place la frontière allemande sur le Mincio, et il s'efforçait de démontrer, en se basant sur la science militaire, que, pour se défendre, l'Allemagne n'a besoin d'aucune parcelle de territoire italien, et que la France - ne serait-ce que pour des raisons strictement stratégiques - avait des prétentions autrement impérieuses sur le Rhin que l'Allemagne ne pouvait en avoir sur le Mincio. En un mot, il voulait donner aux Allemands la possibilité d'entrer les mains nettes dans le conflit qui va s'ouvrir.

Il ne nous appartient pas de décider dans quelle mesure notre brochure a atteint son but. À notre connaissance, nul n'a tenté de réfuter nos thèses avec des arguments scientifiques. Comme notre brochure était dirigée essentiellement contre la *Gazette Générale* d'Augsbourg, celle-ci avait promis de consacrer un article à nous réfuter. Or, elle se contenta de reproduire trois articles d'un autre journal - le *Courrier Est-Allemand*² - dont toute la critique se ramène à nous désigner comme partisan de la Petite Allemagne, parce nous proposons de renoncer à l'Italie. Quoi qu'il en soit, depuis lors, la *Gazette Générale* d'Augsbourg n'a plus, que nous sachions, défendu dans ses colonnes la théorie de la frontière sur le Mincio.

Entre-temps, la tentative de solidariser l'Allemagne avec la domination et la politique autrichiennes en Italie a fourni aux philistins de l'Allemagne du Nord, groupés dans le parti de Gotha³, un prétexte commode pour nuire au mouvement national. À l'origine, ce mouvement avait un caractère vraiment national, beaucoup plus même

l'étude de Victor-L. Tapié « Le traité secret de 1859 entre la France et la Russie », *Etudes d'histoire contemporaine*, V, 1953, pp. 116-146 (en ligne sur Gallica)).

¹ Hermann Orges, rédacteur en chef de l'*Allgemeine Zeitung*.

² « Ost-Deutsche-Post », un quotidien autrichien de tendance libérale modérée, publié à Vienne de 1848 à 1866.

³ Les 25 et 26 juin 1849, les députés libéraux de l'Assemblée nationale de Francfort, qui s'étaient retirés après le refus du roi de Prusse d'accepter la couronne impériale, s'étaient réunis, à l'initiative d'Henri de Gagern, à Gotha pour une conférence de trois jours qui avait abouti à la formation du parti de Gotha. Ce parti exprimait les intérêts de la bourgeoisie allemande pro-prussienne et soutenait la politique des milieux dirigeants prussiens visant à unir l'Allemagne sous l'hégémonie des Hohenzollern. Le parti de Gotha sera à l'initiative, en mars avril 1850, de l'union d'Erfurt qui devra se dissoudre, le 29.11.1850, lors de la conférence d'Olmütz, sous l'autorité de l'Autriche qui reprenait son hégémonie au sein de la Confédération germanique.

que toutes les cérémonies commémoratives célébrées en l'honneur de Schiller¹, d'Arkhangelsk² à San Francisco. Il avait surgi tout naturellement, par instinct et spontanément. Peu lui importait que l'Autriche eût tort ou raison en Italie, que l'Italie pût prétendre ou non à l'indépendance, ou que la ligne du Mincio fût nécessaire ou non. Pour que l'union se fasse entre nous, il suffisait que l'un des nôtres fût attaqué par quelqu'un qui, s'il n'a rien à chercher en Italie, éprouve en revanche un vif intérêt à conquérir la rive gauche du Rhin, et que ce quelqu'un fût Louis-Napoléon, c'est-à-dire l'héritier des traditions du Premier Empire français. L'instinct populaire le savait, et il avait raison.

Mais, depuis longtemps, les philistins libéraux de Gotha ne considéraient plus que l'Autriche allemande soit des « nôtres » : la guerre est pour eux la bienvenue si elle affaiblit l'Autriche et permet ainsi la création de la Petite Allemagne, ou plus exactement de la Grande Prusse. Ils ont trouvé des alliés dans la masse des démocrates vulgaires d'Allemagne septentrionale qui spéculent sur la ruine de l'Autriche grâce à Louis-Napoléon, ce qui leur permettrait d'unifier l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne. Ils ont trouvé d'autres alliés, peu nombreux, en France et en Suisse, chez des émigrés allemands qui n'ont pas honte de se lier ouvertement au bonapartisme.

Mais, à dire vrai, leur plus puissant allié, c'est la lâcheté du philistin allemand, qui n'ose jamais affronter ouvertement le danger et qui, pour mendier la grâce d'un an, abandonne ses plus fidèles alliés, quitte à être lui-même écrasé plus sûrement ensuite. Cette lâcheté va de pair avec la fameuse « super intelligence » du philistin allemand qui, s'il trouve toujours mille prétextes pour n'avoir pas à agir, n'en est que plus bavard; il est sceptique en tout, hormis pour ce qui touche à ses prétextes. Ce sont ces « super intelligents » qui saluèrent avec enthousiasme la paix de Bâle³; qui se frottèrent les mains en cachette, lorsque les Autrichiens furent battus à Ulm et à Austerlitz, mais qui ne voient jamais se lever leur Iéna. Ils ont leur quartier général à Berlin.

C'est cette alliance qui devait triompher. L'Allemagne lâcha l'Autriche. C'est à ce moment que l'armée autrichienne se battit dans la plaine lombarde avec un courage qui étonna ses adversaires et força l'admiration du monde, hormis, bien sûr, celle de ces messieurs de Gotha et leur suite.

En opposition à ces « messieurs de Gotha », Engels se livre à un rappel plutôt élogieux de la combativité des jeunes soldats allemands de l'armée autrichienne au cours de la campagne d'Italie : de leur « goût vigoureux du combat, propre à l'Allemand », écrit-il. Leur défaite ne résulte que de l'incapacité notoire de l'Etat-Major vieil-autrichien⁴.

Ni le dressage pour les parades, ni le culte de la caserne et du bouton de guêtre, ni le caporalisme n'avaient réussi à extirper le goût vigoureux du combat, propre à l'Allemand. En dépit de leurs uniformes étriqués et de leur lourd barda, ces jeunes soldats qui n'avaient pas encore reçu le baptême du feu, ont tenu tête, tels des

¹ Ces fêtes ont été organisées en 1859 à l'occasion du centenaire de la naissance de Friedrich von Schiller.

² Une ville portuaire russe en Mer blanche. Autrement dit, sous la plume d'Engels : d'un bout à l'autre du monde.

³ La paix de Bâle est conclue le 5 avril 1795 séparément entre la France et la Prusse, cette dernière étant membre de la première coalition anti-française. Le traité fut la conséquence des victoires françaises ainsi que des différends entre les membres de la coalition, notamment entre la Prusse et l'Autriche. Lors de la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806, les Prussiens sont mis en déroute par Napoléon Ier et cela conduit à la capitulation de la Prusse. La bataille d'Austerlitz du 2 décembre 1805 entre les forces russes et autrichiennes (la troisième coalition) et les Français se solde par une victoire de Napoléon Ier. A la bataille de Wagram, les 5 et 6 juillet 1809, Napoléon Ier remporte une victoire décisive sur les Autrichiens.

⁴ Pour le détail sur la campagne d'Italie de 1859 nous renvoyons au chapitre 4.1 de notre **fascicule 31**.

vétérans, à des Français pourvus d'équipements et d'uniformes légers.

Ce n'est qu'à force d'incapacité et de discordes que l'Etat-major autrichien a réussi le tour de force de laisser battre de telles troupes. Comment donc ? Pour ainsi dire sans laisser sur le terrain de trophées, de canons, ni de prisonniers; le seul drapeau conquis par l'adversaire fut trouvé sur le champ de bataille, sous un tas de morts; les prisonniers non blessés furent des déserteurs italiens ou hongrois. Du simple soldat au major, l'armée autrichienne s'est couverte de gloire, et cette gloire revient, en tout premier lieu, aux Autrichiens *allemands*. Les Italiens furent inutilisables, et la plupart d'entre eux furent écartés de la bataille; les Hongrois désertèrent en masse, ou ne furent que peu sûrs. Les Croates se battirent encore plus mal que d'habitude¹. Les Autrichiens allemands ont pleinement le droit de s'attribuer toute la gloire, d'autant qu'ils peuvent invoquer, plus que quiconque, le lamentable échec du commandement.

Celui-ci était de style Vieille-Autriche authentique. Il n'y a pas eu seulement l'incapacité de Gyulay², mais encore le manque d'unité dans le commandement, dû à la camarilla et à la présence de François-Joseph. Gyulay envahit la Lomellina et s'arrêta dès qu'il fut dans le périmètre de Casale-Alexandrie; toute l'offensive était manquée. Les Français n'eurent aucune peine à effectuer leur jonction avec les Sardes. Au comble de la confusion, Gyulay envoya une reconnaissance en direction de Montebello, comme s'il voulait montrer d'emblée que, dans la conduite de la guerre, l'esprit vieil-autrichien du tâtonnement aveugle et de l'hésitation perpétuelle était toujours aussi vivace que du temps de l'ancien Conseil de guerre impérial. Il laissa toute l'initiative à l'ennemi. Il dispersa son armée, de Plaisance à Vérone, afin de couvrir entièrement tout le terrain, selon la pratique chère aux Autrichiens.

À peine dix ans plus tard, les traditions de Radetzky étaient déjà tombées dans l'oubli. Lorsque l'ennemi attaqua à Palestro, les brigades autrichiennes livrèrent bataille l'une après l'autre, avec une lenteur telle que chacune était repoussée avant l'arrivée de l'autre. Lorsque l'ennemi entreprit sa véritable manœuvre, en exploitant à fond la position stratégique de la Lomellina — la marche de flanc de Vercelli à Boffalora — lorsque l'occasion se présenta enfin de parer cette manœuvre hardie en donnant l'assaut à Novare afin d'exploiter la manœuvre risquée de l'ennemi, voilà que Gyulay perd la tête et se retire en hâte au-delà du Tessin où, par un détour, il se place en travers du front de l'ennemi.

Au milieu de cette retraite, Hess arriva au Quartier général de Rosate le 3 Juin à 4 heures du matin. Le Conseil de guerre impérial, ressuscité à Vérone, semble, au moment décisif, douter des capacités de Gyulay. Dès lors, il y a eu deux commandements en chef. Sur la proposition de Hess, toutes les colonnes font halte jusqu'à ce que notre stratège se soit persuadé que le moment d'attaquer Novare est passé, et qu'il faut laisser les choses suivre leur cours. Près de cinq heures se passent ainsi, pendant lesquelles les troupes sont immobilisées³.

Dans la journée du 4, elles arrivent en ordre dispersé à Magenta, affamées, harassées, et néanmoins elles se battent remarquablement et avec succès jusqu'à ce que Mac-Mahon, en contradiction

¹ **Note d'Engels** : cf. le reportage effectué sur le champ de bataille de Solferino par le correspondant du *Times* dans le camp autrichien. A Cavriana, le vieux feld-maréchal Nugent, qui était présent en amateur, a vainement tenté de faire avancer plusieurs bataillons allogènes.

² Ferencz Gyulay, commandant en chef de l'armée autrichienne pendant la campagne d'Italie de 1859 jusque la défaite de Magenta, le 04.06.1859.

³ **Note d'Engels** : Ces faits sont rapportés par le capitaine Blakeley, premier envoyé spécial du *Times* dans le camp autrichien. La *Darmstädter Allgemeine Zeitung Militärzeitung* fait l'apologie de Gyulay : l'arrêt de 5 heures s'expliquerait par un événement indépendant de sa volonté et ne pouvant être divulgué pour des raisons de service. On sait que c'est la cause directe de la défaite. Blakeley nous a communiqué la nature de cet événement.

avec ses propres instructions, marche directement de Turbigo à Milan, retourne à Magenta et attaque le flanc autrichien. Entre-temps, les autres corps français arrivent, alors que les Autrichiens manquent à l'appel : la bataille est perdue.

La retraite des Autrichiens s'effectue avec une lenteur telle qu'une de leur division est attaquée à Malegnano par deux corps d'armée français tout entiers. Une seule brigade défend la place pendant plusieurs heures contre six brigades françaises, et recule seulement après avoir perdu plus de la moitié de ses effectifs. Enfin, Gyulai est révoqué.

De Magenta l'armée se retire sur Milan en décrivant un grand arc. Elle n'était même pas poursuivie par l'ennemi puisqu'elle trouva le temps d'atteindre les positions de Castiglione et de Lonate avant l'ennemi, qui s'y dirigeait en droite ligne. Cette position, préparée minutieusement par les Autrichiens depuis des années, aurait été choisie, nous dit-on, par François-Joseph lui-même. En fait, elle est depuis longtemps incluse dans le système de défense du quadrilatère fortifié qui se prête admirablement à une bataille défensive, suivie d'une contre-attaque offensive. L'armée y fit sa jonction avec les renforts arrivés entre-temps ou tenus jusqu'alors en réserve; mais, dès que l'ennemi atteignit l'autre rive de la Chiese, le signal de la retraite fut donné de nouveau, et l'armée franchit le Mincio. Or, à peine cette manœuvre réalisée, l'armée autrichienne retraversa le même Mincio pour arracher à l'ennemi la position qu'elle venait de lui céder volontairement. Ce chaos d'ordres, de contre-ordres et de désordres ayant fortement ébranlé la confiance de l'armée autrichienne en son haut commandement, voilà que s'engage la bataille de Solferino.

De part et d'autre, c'est un massacre aveugle¹. On ne saurait parler de direction tactique, ni chez les Français, ni chez les Autrichiens. Ce qui chasse finalement les Autrichiens du champ de bataille, c'est la peur des responsabilités, l'incapacité et la confusion plus grandes des généraux autrichiens, l'assurance plus grande des généraux de brigade et de division français et enfin la supériorité naturelle des Français, parfaite en Algérie, dans les batailles en ordre dispersé et les combats menés dans les villages.

La campagne s'achève ainsi, et nul n'est plus heureux que notre pauvre Monsieur Orges, chargé dans la *Gazette Générale d'Augsbourg* de glorifier contre vents et marées le haut commandement autrichien et de lui trouver des mobiles stratégiques rationnels.

En fait, Louis-Napoléon lui-même en avait assez. De toute façon, la maigre gloire de Magenta et de Solferino dépassait ce qu'il était en droit d'attendre, car entre les quatre forteresses fatales, il aurait bien pu arriver que les Autrichiens ne se laissent plus battre par leurs propres généraux. De surcroît, la Prusse mobilisait. Or, ni l'armée française du Rhin, ni les Russes n'étaient prêts à la guerre. Bref, on laissa tomber le mot d'ordre de l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique.

Louis-Napoléon proposa la paix, et l'on signa le traité de Villafranca². La France n'obtint pas le moindre pouce de territoire; magnanimement, elle fit don au Piémont de la Lombardie : elle avait fait la

¹ C'est après cette sanglante bataille de Solferino que Henri Dunant prendra la décision de créer la Croix-Rouge internationale.

² Le 8 juillet 1859, les empereurs de France et d'Autriche tiennent une réunion séparée, sans le roi du Piémont, à Villafranca, au cours de laquelle ils parviennent à un accord d'armistice. La réunion a été initiée par Napoléon III par crainte que la guerre prolongée ne donne une nouvelle impulsion aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale en Italie et dans d'autres Etats européens. Le 11 juillet, la France et l'Autriche signent une paix préliminaire en vertu de laquelle l'Autriche devait céder à la France ses droits sur la Lombardie et la France devait transférer ce territoire au Piémont. Venise devait rester sous le pouvoir suprême de l'Autriche et les dirigeants des Etats de l'Italie centrale devaient être restaurés sur leurs trônes. Il était prévu de créer une confédération d'Etats italiens sous la présidence d'honneur du pape. Les préliminaires de Villafranca formeront la base du traité de paix conclu à Zurich le 10 novembre 1859 entre la France, l'Autriche et le Piémont.

guerre pour une idée ! Comment eût-elle pu songer à la frontière du Rhin ?

Entre-temps, l'Italie centrale était rattachée provisoirement au Piémont, et le Royaume de la Haute-Italie devint une puissance respectable :

Les anciennes provinces de la péninsule et l'île de Sardaigne représentent une population de	4.730.500 habitants
La Lombardie sans Mantoue, environ	2.651.700 habitants
La Toscane	1.719.900 habitants
Parme et Modène	1.090.900 habitants
La Romagne (Bologne, Ferrare, Ravenne et Forli)	1.058.800 habitants
(D'après les chiffres de 1848). Au total	11.251.800 habitants

La superficie de l'Etat passait de 1.373 à 2.684 milles carrés allemands¹. S'il avait eu un caractère définitif, le royaume de la Haute-Italie eût donc constitué la première puissance italienne. En face de lui, il ne subsistait plus que :

Pour la Vénétie	2.452.900 habitants
Pour Naples	8.517.600 habitants
Pour le reste de l'Etat Pontifical	2.235.600 habitants
Au total	13.206.100 habitants

Ainsi, l'Italie du Nord aurait eu, à elle seule, presque autant d'habitants que tous les autres Etats italiens. En raison de sa puissance économique et militaire et de la civilisation de ses habitants, cet Etat aurait pu prétendre en Europe à un rang supérieur à celui de l'Espagne; il serait donc venu tout de suite après la Prusse. Étant assuré de la sympathie croissante du reste de l'Italie, il n'eût pas été douteux qu'il revendiquât ce rang.

Mais, la politique bonapartiste ne poursuivait pas ce but. Elle proclama ouvertement que la France ne pouvait, en aucun cas, tolérer une Italie unie. Par indépendance et liberté de l'Italie, elle entendait en effet une sorte de Confédération Rhénane², appliquée à l'Italie, sous la protection bonapartiste et la présidence d'honneur du Pape; en d'autres termes, la substitution de l'hégémonie de la France à celle de l'Autriche.

Au reste, Louis-Napoléon n'avait-il pas l'aimable intention de fonder en Italie centrale un Royaume étrusque, d'après le modèle westphalien, pour l'héritier de Jérôme Bonaparte³ ? La consolidation de la Haute-Italie mit fin à ces beaux projets. Lors de sa tournée dans les Duchés, Jérôme Bonaparte junior n'obtint aucun résultat, pas même une voix : l'Etrurie bonapartiste s'avéra aussi irréalisable que la Restauration. Il ne restait donc plus que la solution de son rattachement au Piémont⁴.

¹ Le mille allemand correspond à environ 7,2 kilomètres.

² La Confédération du Rhin (Rheinbund) : une association de seize Etats du sud et de l'ouest de l'Allemagne établie en juillet 1806 sous le protectorat de Napoléon Ier, après que ce dernier eut vaincu l'Autriche en 1805. Plus tard, vingt autres Etats de l'ouest, du centre et l'Allemagne du Nord ont rejoint la Confédération. Elle s'est effondrée en 1813, après la défaite de l'armée de Napoléon lors de la campagne de Russie.

³ Le royaume de Westphalie a été créé par Napoléon Ier sur le territoire de l'Allemagne centrale en 1807 et a existé jusqu'en 1813. Le trône de Westphalie a été donné au plus jeune frère de Napoléon Ier, Jérôme Bonaparte, le père du prince Napoléon (Plon-Plon).

⁴ Les traités de Villafranca (le 11.07.1859) et de Zurich (le 10.11.1859) prévoyaient la restauration des ducs de Modène, de Parme et de Toscane qui avaient été déposés à la suite des insurrections dans ces

À mesure que l'unification de l'Italie du Nord se révèle inévitable, l'« idée » pour laquelle la France a mené cette guerre apparaît au grand jour : il s'agit d'*annexer la Savoie et le Comté de Nice à la France*.

Pendant la guerre, certains avaient déjà laissé entendre que tel était le prix de l'intervention française en Italie. Mais, on ne les écouta pas ! D'ailleurs, le traité de Villafranca ne leur apportait-il pas un démenti¹ ? Quoi qu'il en fût, le monde apprit subitement que deux provinces gémissaient sous le joug étranger, celui du régime national et constitutionnel du *re galantuomo*². Ces deux provinces françaises se tournaient avec nostalgie et les larmes aux yeux vers la grande mère patrie, dont seule la force brutale les séparait. On apprit que Louis-Napoléon ne pouvait rester plus longtemps sourd à l'appel douloureux des Savoyards et des Niçois³.

Dès lors, la preuve était faite : Nice et la Savoie seraient le prix de Louis-Napoléon pour le rattachement de la Lombardie et de la Vénétie au Piémont : ne pouvant pour le moment mettre la main sur la Vénétie, il en faisait le prix de son consentement à l'annexion de l'Italie centrale. Les agents bonapartistes commencèrent aussitôt leur répugnante besogne en Savoie et à Nice⁴, et la presse stipendiée de Paris se mit en chœur à proclamer que, dans ces provinces, le gouvernement du Piémont brimait la volonté d'un peuple souhaitant ardemment son rattachement à la France. Enfin Paris déclara hautement : *les Alpes sont notre frontière naturelle; la France possède un droit sur les Alpes*⁵.

duchés en 1859. Cependant, le mouvement populaire grandissant pour l'incorporation au Piémont rendit impossible la restauration des anciens souverains et, en 1860, Modène, Parme et la Toscane furent annexées au Piémont.

¹ Le traité de Zurich du 10.11.59 ne fait pas mention de l'annexion de Nice et de la Savoie qui ne seront annexées à la France que par le traité de Turin du 24.03.60.

² Le roi gentilhomme, une appellation du roi Victor Emmanuel II qui était réputé pour ses conduites de séduction féminine.

³ Une référence ironique au discours du trône de Victor Emmanuel II le 10.01.59, lequel avait déclaré qu'il n'était pas insensible aux cris de douleur qui lui parvenaient de diverses régions d'Italie.

⁴ En janvier 1860, Armand Laity est envoyé par le pouvoir français en Savoie pour faire le point de la situation dans la région. Il s'y trouve bien accueilli.

⁵ En référence au discours du 01.03.1860 de Napoléon III devant le Corps législatif, déclarant son devoir « pour la sûreté de nos frontières de réclamer les versants français des montagnes ». (Auguste Lepage, *Les discours du trône depuis 1814 jusqu'à nos jours*, p. 114 (en ligne sur Google Livres))

Chapitre 2

Les chapitres de la brochure d'Engels vont se succéder dans l'ordre du titre.

D'abord, donc, **la Savoie**.

Engels envisage en premier la dimension **culturelle**, fondamentalement **française**, de la région.

La presse française affirme que la Savoie est française de par sa langue et ses mœurs. Mais, ne pourrait-on pas en dire autant de la Suisse romande, de la partie wallonne de la Belgique et des îles anglo-normandes de la Manche ? En fait, le peuple savoyard parle un dialecte provençal, tandis que la langue savante et écrite est partout le français. En ce sens, il n'est pas question d'un élément italien en Savoie, puisque la langue populaire française (c'est-à-dire méridionale ou provençale) s'étend bien au-delà des Alpes en direction du Piémont, jusqu'aux vallées supérieures de la Doire Ripaire et de la Doire Baltée.

Avant la guerre de 1859, on ne pouvait déceler en Savoie la moindre sympathie pour un rattachement à la France. Il y avait tout juste, çà et là, en Basse-Savoie, quelques éléments qui nourrissaient de tels sentiments en raison des relations commerciales de cette région avec la France. La grande masse de la population ne partageait aucunement ces sentiments : il en va ici comme dans les autres régions de langue française avoisinant la France.

De fait, il est caractéristique qu'aucun des pays incorporés à la France de 1792 à 1812¹ n'ait la moindre envie de se réfugier de nouveau sous les ailes de l'aigle. Si l'on s'est approprié les fruits de la première Révolution française, on est toutefois écœuré de la centralisation rigide de l'administration, de la gestion préfectorale et de l'infailibilité des apôtres de la civilisation envoyés de Paris. Le bonapartisme eut tôt fait d'étouffer les sympathies suscitées par les Révolutions de Juillet et de Février. On ne tient pas à importer chez soi Lambèse, Cayenne et la loi des suspects². Au reste, la France se trouve dans un isolement semblable à celui de la Chine vis-à-vis de presque toute espèce de commerce d'importation, et cela rejaillit gravement sur les régions situées à la frontière.

La Première République trouva, à toutes ses frontières, des provinces opprimées et pressurées, ainsi que des peuples divisés et privés de tous leurs intérêts communs naturels. Elle leur apporta l'émancipation de la paysannerie, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Le Second Empire, lui, trouva à toutes ses frontières des libertés plus grandes qu'il ne peut en offrir lui-même; en Allemagne et en Italie, il se heurte à un renouveau du sentiment national; dans les pays plus modestes, à des intérêts séparatifs bien consolidés, qui ont grandi en quarante-cinq ans de développement industriel très rapide et sont liés par mille ramifications au marché mondial. Le Second Empire ne leur offre qu'un despotisme rappelant celui de l'époque romaine des Césars, qu'un commerce et une industrie végétant derrière les barrières douanières, le seul accès libre étant celui qui conduit au pays où pousse le poivre.

Séparée du Piémont par la chaîne principale des Alpes, la Savoie reçoit du Nord - de Genève - les principales marchandises qui lui font défaut, et en fait venir d'autres, moins nombreuses, de Lyon. Quant

¹ De 1792 à 1814, comme Engels le précise quelques paragraphes plus loin.

² La référence est à la « Loi relative à des mesures de sûreté générale » adoptée par le Corps législatif le 19 février 1859. Elle donnait à l'Empereur et à son gouvernement un pouvoir illimité d'exil dans différentes parties de la France et en Algérie ou de bannir du territoire français toute personne soupçonnée d'hostilité au Second Empire.

au Tessin, situé au sud des cols alpins, il s'approvisionne à Gênes et à Venise. Si c'est là une raison pour séparer la Savoie du Piémont, ce n'en est certainement pas une pour la rattacher à la France. En fait, Genève est la métropole commerciale de la Savoie, du fait non seulement de la situation géographique, mais encore de la stupidité de la législation douanière de la France et des chicanes de ses gabelous.

Malgré la langue, l'affinité raciale et la chaîne des Alpes, les Savoyards n'ont pas, semble-t-il, la moindre envie d'être gratifiés des institutions impériales de la grande mère-patrie française. Leur sentiment traditionnel n'est pas que l'Italie a conquis la Savoie, mais que la Savoie a conquis le Piémont. À partir de la minuscule Basse-Savoie, le belliqueux petit peuple montagnard s'est concentré en un Etat englobant toute la province, puis est descendu dans la plaine italienne pour annexer successivement, tant par les moyens de la conquête que par ceux de la politique, le Piémont, Montferrat, Nice, la Lomelline, la Sardaigne et Gênes. En se fixant à Turin, la dynastie devint italienne, mais la Savoie resta le berceau de l'Etat. Au reste, aujourd'hui encore, la croix savoyarde demeure le blason de l'Italie du Nord, de Nice à Rimini, et de Sondrio à Sienne.

La Savoie fut conquise par la France au cours des campagnes de 1792 à 1794, et elle s'appela jusqu'en 1814 « département du Mont-Blanc ». Mais, en 1814, elle n'était nullement disposée à rester française. Le problème se posait pour elle en ces termes : rattachement à la Suisse, ou retour aux liens traditionnels avec le Piémont. Néanmoins, la Basse-Savoie resta française jusqu'aux Cent Jours¹, puis elle fut rendue au Piémont.

Avec le temps, les vieilles traditions historiques s'estompent naturellement. La Savoie demeura quelque peu à l'écart, tandis que les provinces italiennes acquièrent une nette prépondérance, car les intérêts de la politique du Piémont s'orientaient de plus en plus vers le Sud et l'Est. Il est remarquable que la vieille noblesse conservatrice et ultramontaine² manifeste les sentiments séparatistes les plus forts, alors qu'elle prétend représenter plus que toute autre classe la tradition historique. Elle aspire au rattachement à la Suisse, tant qu'y dominèrent les vieilles constitutions praticiennes et oligarchiques. Ce n'est que depuis l'instauration générale de la démocratie en Suisse qu'elle semble s'engager dans une autre direction : sous Louis Napoléon, la France est devenue assez réactionnaire et ultramontaine pour apparaître à l'aristocratie savoyarde comme un rempart devant la politique révolutionnaire du Piémont.

Voici comment la situation se présente aujourd'hui : en général, nul ne désire détacher la Savoie du Piémont. Dans le haut-pays, la Maurienne, la Tarentaise et la Haute-Savoie, la population est nettement pour le statu quo. Dans le Genevois, le Faucigny et le Chablais, on préférerait - s'il fallait changer - le rattachement à la Suisse. Le désir d'un rattachement à la France se manifeste uniquement en Basse-Savoie, çà et là, mais surtout dans la noblesse réactionnaire. Toutefois, ces voix sont si isolées qu'à Chambéry même, la très grande majorité de la population s'y opposant énergiquement, l'aristocratie réactionnaire (voir la déclaration de Costa de Beauregard³) n'ose y avouer ses sympathies.

Voilà pour ce qui est du problème de la nationalité et de la volonté populaire.

¹ Les Cent Jours correspondent à la période de la restauration, de courte durée, de l'empire de Napoléon Ier, depuis son retour à Paris de l'île d'Elbe, le 20 mars 1815, à sa deuxième déposition le 22 juin de la même année, après sa défaite à Waterloo.

² Les ultramontains désignent les partisans catholiques de la primauté spirituelle et juridictionnelle de l'Eglise sur le pouvoir politique et donc la subordination de l'autorité civile à l'autorité ecclésiastique.

³ En référence à l'*Allgemeine Zeitung* du 8 février 1860. Le marquis Louis Marie Pantaléon Costa de Beauregard, député de la Savoie au Parlement de Sardaigne en 1848-1849 a été le chef incontesté de la droite conservatrice savoyarde.

Le second point de vue envisage, bien sûr, **l'aspect militaire**.

Sous cet angle, la possession par la France des cols alpins lui donne assurément une position dominante sur la Confédération helvétique et sur l'Italie en cas de conflit guerrier. Une hypothèse, à vrai dire, toute théorique dans le contexte politique de l'époque. Engels ne l'envisage qu'en rapport avec la situation quelque peu comparable sur les bords du Rhin.

Qu'en est-il maintenant du problème militaire ? Quels sont les avantages stratégiques qu'offre au Piémont ou à la France la possession de la Savoie ? En quoi un changement de possession de la Savoie affecterait-il le troisième Etat frontière, la Suisse ?

De Bâle à Briançon, la frontière française décrit un grand arc fortement saillant : tout un morceau de la Suisse et la Savoie entière avancent en territoire français. Si nous tirons la corde de cet arc, nous trouvons que la surface ainsi délimitée correspond presque exactement à la Suisse romande et à la Savoie. Si la frontière française était déplacée jusqu'à cette corde, elle formerait en gros de Lauterbourg à Fréjus une ligne droite, comme c'est le cas de Lauterbourg à Dunkerque. Mais, cette nouvelle ligne des Alpes aurait pour la défense une tout autre importance que celle du Nord. Alors que la frontière du Nord est entièrement découverte, celle de l'Est aurait sa partie Nord protégée par le Rhin, et sa partie Sud par les Alpes. Certes, de Bâle au Mont Blanc, ce n'est pas la configuration du terrain qui délimiterait la ligne frontière; en effet, la frontière « naturelle » y serait constituée par le Jura jusqu'à Fort-de-l'Ecluse, puis le tronçon des Alpes délimité au Sud, près du Mont Blanc, par la vallée de l'Arve.

Or, si la frontière naturelle forme un arc concave saillant, elle ne remplit plus son rôle, et n'est donc plus une frontière naturelle. S'il se trouve, en outre, que cet arc saillant qui repousse notre frontière de manière si peu naturelle, est peuplé d'habitants français de par « la langue, les mœurs et la civilisation », l'erreur commise par la nature ne doit-elle pas être corrigée ? La convexité souhaitable en théorie, ou tout au moins la ligne droite, ne doit-elle pas être réalisée dans la pratique ? Les Français vivant au-delà de la frontière naturelle doivent-ils être sacrifiés à un *lusus naturae*¹ ?

Ces raisonnements bonapartistes ne sont pas gratuits, comme le démontre le Premier Empire, qui alla d'annexion en annexion jusqu'à ce qu'on mit fin à ses entreprises. Même la frontière la plus parfaite a ses points faibles qu'il convient de corriger et d'améliorer, et si l'on n'a pas à se gêner, on peut continuer sans fin le petit jeu de l'annexion. En tout cas, voici à quoi aboutissent ces raisonnements : du point de vue de la nationalité et des intérêts militaires de la France, tout ce que l'on avance pour justifier l'annexion de la Savoie *vaut aussi pour la Suisse romande*.

Les Alpes qui, depuis le col de Tende, s'orientent vers le Nord-Nord-Ouest, tournent à partir du mont Tabor - borne frontière entre le Piémont, la Savoie et la France - en direction générale Nord-Nord-Est pour accentuer encore plus leur courbe vers l'Est à partir du mont Géant, point frontalier entre le Piémont, la Savoie et la Suisse. Du mont Tabor au mont Géant, les Alpes ne pourraient donc constituer une frontière naturelle pour la France que si elles suivaient une ligne droite du mont Géant à Bâle. En d'autres termes : revendiquer le rattachement de la Savoie à la France *signifie revendiquer l'annexion de la Suisse romande*.

Toute la ligne de la crête principale des Alpes formant actuellement la frontière entre les deux Etats n'est traversée que d'une chaussée carrossable : le col du mont Genève. En dehors de lui, il y a le col de l'Argentière menant de Barcelonnette à la vallée de la Stura que

¹ Un caprice de la nature.

l'on peut franchir avec l'artillerie. Sans doute, pourrait-on, avec un peu de mal, rendre carrossables pour toutes les armes d'autres voies de moindre importance. Mais, comme la Savoie et Nice offrent chacune deux passages carrossables à travers la chaîne principale des Alpes, tout assaillant français, tant qu'il n'est pas en possession de ces provinces, aura d'abord à en conquérir au moins un avant de franchir les Alpes.

Or, il se trouve que, pour une attaque venant de France, le mont Genève permet seul une avance directe sur Turin, alors que le mont Cenis, et plus encore le Petit-Saint-Bernard, tous deux cols savoyards, donnent sur les flancs de l'ennemi.

En revanche, le mont Genève obligerait une offensive italienne à un grand détour pour atteindre le cœur de la France, puisque c'est le mont Cenis qui constitue la voie maîtresse de Turin à Paris. Nul général ne s'aviserait donc d'utiliser le mont Genève à d'autre fin que celle du passage de colonnes auxiliaires. Ainsi donc, la grande ligne opérationnelle passe forcément par la Savoie.

La possession de la Savoie procurerait donc à la France le terrain adéquat pour une guerre d'agression contre l'Italie, terrain qu'il lui faudrait autrement commencer par conquérir au début des hostilités. Une armée italienne sur la défensive n'engagera jamais une bataille décisive pour garder la Savoie, mais elle peut contenir dans une certaine mesure les assaillants dans les hautes vallées de l'Arc et de l'Isère, que traversent les routes du mont Cenis et du Saint-Bernard, elle peut s'appuyer sur les fortifications fermant les cols pour tenir quelque temps le versant septentrional de la chaîne principale des Alpes.

Comme dans toute guerre de montagne, il ne saurait, certes, être ici question de défense absolue : il n'est de bataille concluante que lorsque l'ennemi descend dans la plaine. Cependant, on peut gagner aisément un délai, décisif peut-être, pour concentrer les forces en vue de la bataille principale. Or, cela est particulièrement important pour un pays comme l'Italie qui est tout en longueur et est dépourvu d'un réseau ferroviaire développé, en face d'un pays dense et couvert d'un remarquable réseau stratégique de chemins de fer, comme la France. Ce délai est à coup sûr perdu, si la France possède de la Savoie dès avant les hostilités.

Mais, l'Italie ne mènera jamais à elle seule une guerre contre la France. Or, si elle a des alliés, il se peut que l'équilibre entre les deux armées s'établisse dès la Savoie. Il s'ensuivra que la lutte pour la conquête de la chaîne des Alpes sera longue; dans la pire hypothèse, les Italiens conserveront pendant quelque temps le versant septentrional de la crête et, après sa perte, en disputeront aux Français le versant méridional. Comme on ne domine une crête qu'en en possédant les deux versants et leurs passages, on peut se demander si l'assaillant disposera encore de forces et de décision suffisantes pour suivre les défenseurs dans la plaine.

Les campagnes de 1792 à 1795 en Savoie, bien que menées de part et d'autre de façon molle, incertaine et tâtonnante, nous fournissent l'exemple d'une guerre de montagne dont l'issue reste indécise.

Le 21 septembre 1792, le général Montesquiou envahit la Savoie. Selon la mode en faveur à l'époque, ses défenseurs — dix mille Sardes — étaient dispersés sur toute une chaîne de postes, de sorte qu'ils ne purent rassembler nulle part de forces suffisantes pour résister efficacement. Chambéry et Montmélian furent occupées, et les Français franchirent les vallées jusqu'au pied de la chaîne principale des Alpes. Quant à la crête, elle resta entièrement aux mains des Sardes. Après quelques escarmouches sous la direction du général Gordon, ils attaquèrent de nouveau, le 15 Août 1793, les Français affaiblis par l'envoi d'une partie de leurs troupes au siège de Lyon, et les refoulèrent de la vallée de l'Arc et de l'Isère, jusqu'à Montmélian. En ce lieu, les colonnes battues firent leur jonction

avec leurs réserves; revenu de Lyon, Kellermann passa immédiatement à l'attaque. Le 11 septembre, il rejeta sans peine les Sardes jusqu'aux cols alpins. Mais, déjà, il était à bout de forces, et il dut s'arrêter au pied de la chaîne.

En 1794, l'armée des Alpes fut portée à 75.000 hommes, auxquels les Piémontais ne purent opposer que leurs 40.000 soldats et 10.000 Autrichiens incertains. Néanmoins, les premières attaques des Français contre le Petit-Saint-Bernard, puis contre le mont Cenis, restèrent infructueuses. Le premier ne fut pris que le 23 avril, et le second le 14 mai. Cela suffit toutefois à leur assurer la domination sur toute la crête des Alpes.

En venant de ce côté, il fallut donc trois campagnes successives pour arracher l'accès de l'Italie aux Piémontais. Certes, de nos jours, une guerre aussi indécise ne pourrait se prolonger sur un terrain aussi exigü pendant plusieurs campagnes. Cependant, en cas d'équilibre relatif des forces, il sera difficile aux Français de forcer les cols des Alpes, et plus encore de conserver une puissance suffisante pour descendre sans plus dans la plaine. C'est tout ce que la Savoie peut offrir à l'Italie - et c'est beaucoup.

Supposons, à l'inverse, que la Savoie soit réunie à la France. Quelle est alors la position de l'Italie ? Le versant Nord de la chaîne des Alpes se trouvant entre les mains des Français, les Italiens ne peuvent plus défendre que le versant Sud, dont les verrous et les positions sont, ou bien dominés du haut des crêtes, ou bien repérés à vue et souvent contournés aisément. Dans ces conditions, la défense des hauteurs se réduit à des actions désespérées, les moins efficaces et cependant les plus coûteuses. Il devient impossible de réunir des renseignements, comme il le faut dans une guerre de montagne.

Ce n'est pas tout. Tant qu'il fallait tout d'abord conquérir la Savoie, la France pouvait, le cas échéant, s'en tenir là, contraignant de ce fait l'Italie à se défendre de manière passive. C'était déjà un premier résultat, d'autant plus précieux que la France pouvait avoir besoin d'utiliser plus efficacement ses troupes sur un autre terrain d'opérations. En effet, elle pouvait avoir intérêt à ne pas engager trop de forces sur ce seul théâtre de guerre.

En revanche, dès lors que la Savoie est définitivement une province française, il n'est pas sans intérêt de la défendre offensivement, à la manière française. L'attaque contre l'Italie peut coûter autant d'hommes que la défense passive du territoire français, et n'exiger guère plus de troupes, mais les résultats éventuels sont bien différents.

Au lendemain de l'annexion, on verra des officiers de l'état-major français sillonner les vallées de l'Arc et de l'Isère, explorer les vallées latérales, escalader les arêtes, questionner les meilleurs guides alpins, relever les distances et les dénivellations, et noter soigneusement le tout, non pas à la manière fantaisiste des touristes, mais selon un plan cohérent que l'on a, certes, déjà préparé. Ils seront bientôt suivis d'ingénieurs et d'entrepreneurs, et l'on ne tardera pas à construire des routes au plus profond des montagnes et à ériger des bâtisses dont ni l'habitant ni le voyageur ne pourront expliquer la signification. D'ailleurs, tout cela ne regarde pas les paysans, ni les touristes, puisque ces routes et ces bâtisses n'ont qu'un seul but : développer les avantages stratégiques naturels de la Savoie.

Le col du mont Cenis et celui du mont Genève conduisent l'un et l'autre à Suse. Si, à partir d'eux, les colonnes françaises attaquent le versant méridional, les détachements italiens qui les défendent seront inmanquablement pris au piège. En effet, ils ne peuvent savoir de quel côté viendra l'attaque principale, bien qu'ils sachent d'avance une chose : si l'un des cols est enlevé et Suse prise, les troupes qui défendent l'autre col seront coupées de leurs arrières.

Si le mont Cenis tombe le premier, les troupes pourront encore se dégager du mont Genève, mais elles devront abandonner leur artillerie, leurs équipages et leurs chevaux pour emprunter les sentiers conduisant à la vallée de Fenestrelle. Si l'assaillant avance par le mont Genève jusqu'à Suse, la retraite des troupes stationnées au mont Cenis se trouve coupée. Dans ces conditions, la défense de ces deux cols se réduit à une simple démonstration militaire.

Il se trouve que les lignes d'opération des deux armées françaises - la route de Grenoble à Briançon, et celle de Chambéry à Lanslebourg - sont à peu près parallèles, étant simplement séparées par une crête qui se dédouble à partir du mont Tabor et que traversent de nombreux chemins et sentiers. Il suffit que les Français construisent une voie longue de quatre milles allemands à peine pour traverser cette crête. Ils pourront dès lors passer massivement leurs troupes d'un col à l'autre : la souricière sera encore plus efficace, et la défense de la ligne des Alpes contre un assaut italien gagnera énormément en force du côté français.

Mais poursuivons. La Savoie possède un second col, le Petit-Saint-Bernard. De nombreux experts français prétendent que, pour passer les Alpes, il eût mieux valu que Napoléon l'emprunte, au lieu du Grand-Saint-Bernard. Etant moins élevé, et donc libéré plus tôt des neiges de printemps, il est plus facile à franchir. De Lyon à Besançon, les colonnes convergent aussi facilement vers Albertville que vers Lausanne, et les deux cols mènent à Aoste et à Ivry. La valeur stratégique du Petit-Saint-Bernard est démontrée par le seul fait qu'une polémique ait surgi à propos de l'importance relative de chacun d'eux pour les visées de Napoléon lors de sa campagne de 1800.

Certes, il faudrait des conditions toutes particulières pour pouvoir utiliser de nouveau le Petit-Saint-Bernard en vue d'une manœuvre stratégique consistant à tourner Marengo. En effet, de nos jours, les armées sont plus importantes, et elles ne pourraient jamais franchir la haute montagne en ne formant qu'une seule colonne; tourner l'ennemi avec quelque trente mille hommes seulement mènerait aujourd'hui, dans la plupart des cas, à un échec certain. Tout cela est parfaitement juste pour la première et la seconde campagnes. Mais, si, comme l'expérience le montre, toutes les guerres menées avec persévérance de part et d'autre acquièrent à notre époque un caractère différent, plus complexe, en raison du système des forteresses et des camps retranchés, et si une guerre ne peut plus être réellement menée à son terme, tant que les belligérants ne se sont pas lentement usés réciproquement au cours de plusieurs campagnes — alors finalement nous aurons tout de même des armées d'un effectif réduit.

Prenons le cas d'une guerre menée sans succès décisif pendant plusieurs années dans la plaine d'Italie du Nord. Les Français qui auraient pris à un moment Casale ou Alexandrie, ou les deux, seraient finalement rejetés au-delà des Alpes et, les forces étant de part et d'autre suffisamment ébranlées, le combat s'arrêterait là.

Mais, serait-il difficile, avec les chemins de fer actuels et l'artillerie qui, dès à présent, devient partout moins encombrante, de diriger rapidement sur Ivry, par le Petit-Saint-Bernard, trente à quarante mille hommes, sinon plus ? D'Ivry, ils pourraient rejoindre leur dépôt fortifié dans la plaine, où ils trouveraient l'approvisionnement nécessaire et renforceraient la garnison (même s'ils échouaient dans cette dernière opération, la route de Turin et celle de la retraite par les deux cols les plus proches ne pourraient leur être barrées efficacement, même avec des forces supérieures). Ces trente à quarante mille hommes joints aux garnisons constitueraient donc une force déjà appréciable, et dans la pire éventualité, après avoir bousculé les corps ennemis les plus proches, ils pourraient livrer bataille pour défendre leur camp retranché, avec toutes les chances de succès. Il suffit de rappeler combien les armées de 1814 avaient fondu et de combien peu de forces Napoléon disposait pour réaliser de grands exploits cette année-là.

La route du Grand-Saint-Bernard emprunte, comme nous l'avons vu, la vallée de l'Isère, et celle du mont Cenis la vallée de l'Arc. Ces deux cours d'eau prennent leur source au mont Iseran. Après Bourg-Saint-Maurice, la route du Saint-Bernard quitte la rivière et traverse directement la montagne, tandis que les gorges étroites (val de Tignes) s'orientent tout à droite vers le Sud. Au-delà de Lanslebourg, près de Termignon, une petite vallée latérale (val Saint-Barthélemy) débouche dans la vallée de l'Arc. Du val de Tignes, trois sentiers traversent la croupe de montagne entre l'Iseran et le mont Chaffequaré pour rejoindre le val Saint-Barthélemy. L'un au moins de ces trois passages peut être rendu carrossable. Si l'on construisait ici une route s'ajoutant à la route transversale mentionnée ci-dessus, le réseau stratégique de la Savoie — devenue province frontalière française — serait parfaitement aménagé.

Juste derrière la crête principale des Alpes, on aurait une route reliant entre eux les trois principaux cols et permettant de transporter, en deux jours, le gros des forces du Saint-Bernard et du mont Genève à proximité du mont Cenis, et, en quatre ou cinq jours, d'un flanc à l'autre. Si ce réseau était en outre complété par une route reliant Moutiers à Saint-Barthélemy et Lanslebourg, par le col de Pralognan, et s'ajoutant à la route de Moutiers à Saint-Jean-de-Maurienne, on se demande ce qui pourrait bien manquer à ce réseau stratégique. Il ne resterait qu'à installer les fortifications nécessaires pour servir d'appui — et non de barrage absolu — et à mettre à l'abri de toute attaque en force la ville de Moutiers, qui est un important carrefour routier et un dépôt central. Tout compte fait, il s'agirait de construire un réseau routier d'à peine 25 milles allemands.

Comment le versant méridional des Alpes sera-t-il défendu, si l'on exécute ces travaux ou d'autres semblables, pour lesquels au demeurant il ne fait aucun doute que l'état-major français ait déjà préparé un plan destiné à utiliser pleinement la Savoie du point de vue stratégique. Quels coups terribles, en cas de défense, un nouveau Lecourbe, soutenu par un solide dépôt central et un système de petits forts, ne pourrait-il porter à l'ennemi, si un tel réseau routier lui assurait une parfaite mobilité !

Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y aura plus de guerre de montagne à l'avenir, parce que nos armées sont trop vastes. Cela se soutient tant que les armées sont réellement grandes et que l'un des belligérants possède une supériorité décisive. Mais, en fait, les armées finiront par s'user contre les forteresses modernes et, bien souvent, la supériorité fera place à l'équilibre des forces. Bien sûr, on ne choisit la montagne qu'en cas de nécessité, mais le chemin de Paris vers l'Italie, et de l'Italie vers Paris, passera toujours par la Savoie ou le Valais.

En résumé, par sa situation géographique et notamment par ses cols alpins, la Savoie — devenue province française — permettrait à une armée française, qui n'aurait pas à être de beaucoup supérieure à celle de l'ennemi, de s'emparer du versant italien des Alpes, de faire des incursions dans les vallées et d'avoir un poids bien plus grand que celui de ses seules forces. Avec une préparation même minimale du théâtre de guerre, l'armée française se trouverait dans une position si favorable qu'à forces égales, elle dominerait d'emblée son adversaire. En outre, si le Petit-Saint-Bernard contraint les Italiens à détacher des forces au loin, il fournit aux Français la possibilité d'attaques bien plus décisives.

Et en conclusion de cette longue démonstration :

La Savoie est, aux mains de la France, *un instrument exclusivement offensif* face à l'Italie.

Engels aborde à présent **le point de vue de la Suisse**.

Voyons quels sont les intérêts de la Suisse dans cette affaire.

Tant qu'elle n'a comme adversaire qu'un seul de ses voisins, la Suisse peut uniquement être attaquée de front, du moins dans la situation actuelle. Nous considérons ici, d'une part, l'Allemagne du Sud, et, d'autre part, l'Autriche, puisque nous venons de voir récemment encore que ces deux États ne font pas toujours nécessairement cause commune.

L'Allemagne du Sud peut attaquer uniquement sur la ligne Bâle-Constance, et l'Autriche sur la ligne Rheineck-Münster, l'Italie sur la ligne Poschiavo-Genève, et la France sur la ligne Genève-Bâle.

Partout, l'armée suisse dispose donc d'une ligne de retraite perpendiculaire au front, et ses flancs sont à chaque fois couverts par un pays limitrophe, non engagé dans la guerre. Tant qu'un seul de ses voisins l'attaque, la Suisse ne peut être contournée avant que ne commence la bataille. L'Autriche seule a une bonne position de flanc sur le canton des Grisons; mais les Suisses ne livreront jamais aux Grisons la bataille décisive contre les envahisseurs autrichiens; ils les attendront au Nord-Ouest, sur les premiers contreforts des Alpes. Au demeurant, la cession de la Lombardie par l'Autriche a été très avantageuse pour la Suisse.

Certes, il y a un an, l'Autriche pouvait encore facilement lancer contre le Sud-Ouest de la Suisse une attaque concentrique, qui en haute montagne est souvent efficace si on a la supériorité des forces. Néanmoins, l'effet de cette attaque eût été limité aux Grisons, au Tessin, aux cantons d'Uri et de Glaris, c'est-à-dire à la partie la moins peuplée et la plus pauvre du pays. En outre, elle eût entraîné une forte dispersion des forces adverses si, à partir de l'Italie, elles avaient dépassé le Saint-Gothard. Cette favorable répartition de ses voisins a pour la Suisse plus de valeur que les garanties de neutralité européennes. En cas d'attaque d'un seul de ses voisins, elle lui permet d'étirer au maximum sa ligne de défense, et c'est en fin de compte, le seul atout sérieux d'un pays aussi minuscule.

Du moment que la Savoie est française, ou simplement occupée par les troupes françaises, il ne peut plus être question de défendre toute la Suisse romande, du Jura bernois au Bas Valais. Genève pourrait, dès à présent, être transformée, en moins de vingt-quatre heures en un dépôt militaire français. Le Jura serait contourné, de même que la ligne de la Thièle et des lacs de Neuchâtel et de Bienné; au lieu de se battre dans les défilés pour forcer ensuite l'étroit passage entre ces deux lacs par les grands marais, les Français marcheraient tranquillement à travers le riche territoire vallonné du Vaud. Dès lors, la première position permettant une défense sérieuse serait directement celle où se livrerait la première bataille décisive : devant Berne et derrière la Saane et la Sensé. En effet, une colonne, venant de Savoie et contournant les positions suisses par Villeneuve et Vevey, rendrait vaine toute espèce de résistance dans le Vaud.

Jusqu'ici, la première ligne de défense de la Suisse contre la France a été le Jura, terrain excellent pour des milices peu exercées qui connaissent le pays et ont l'appui de la population. Mais, déjà, elle ne pouvait être sérieusement défendue à cause de la frontière en zig-zag coupant souvent transversalement les crêtes qui lui sont parallèles.

La seconde ligne de défense importante est celle de la Thièle, qui relie les lacs de Neuchâtel et de Bienné pour se jeter dans l'Aar après sa sortie du lac de Bienné. Cette ligne se poursuit à droite par le cours inférieur de l'Aar, et à gauche par l'Orbe, qui se jette dans la partie supérieure du lac de Neuchâtel, près d'Yverdon. La Thièle n'est longue que d'un demi-mille entre les deux lacs, et d'un mille du lac de Bienné à l'Aar.

Le front proprement dit de cette position se situe entre les lacs, et il est renforcé par le grand marais qui occupe la dénivellation entre le lac de Neuchâtel et la région d'Aarberg et ne peut être franchi qu'en utilisant la route principale. Si l'ennemi tente de contourner ce front par le flanc droit en passant par Büren, les Suisses peuvent l'arrêter au moyen de forces tenues en réserve près d'Aarberg. Une tentative plus ample de contournement supposerait que l'ennemi jette un pont sur l'Aar et découvre largement ses arrières. Opérée par le flanc gauche, elle n'est possible qu'à travers le Vaud, et les Suisses peuvent l'arrêter, soit sur l'Orbe, soit sur la Mentue, soit sur le Broyé. Leur résistance ne peut y être gênée, même si l'assaillant contourne le lac de Genève en direction de Fribourg, car les Suisses, se retirant le long du lac de Neuchâtel, y disposeraient toujours du chemin le plus court. Ainsi, la position de la Thièle n'est bonne pour une bataille décisive que dans un cas déterminé, celui où l'ennemi commet de graves erreurs. Néanmoins, elle offre tout ce que la Suisse peut en attendre : l'occasion d'arrêter l'ennemi, et surtout de mobiliser ses contingents des régions du Sud-Ouest.

Mais, dès lors que la Savoie est entre les mains de l'ennemi, une colonne avançant de Saint-Gingolph sur Villeneuve et Châtel-Saint-Denis rend vaine toute résistance dans le Vaud, puisque Vevey n'est séparée de Fribourg que par deux milles de plus que la position des Suisses sur l'Orbe : elle peut donc leur barrer la retraite.

De Saint-Gingolph à Fribourg, la distance est d'environ douze milles; Fribourg se trouve à une journée de marche, derrière le flanc gauche de la ligne de la Thièle entre les lacs, et à trois milles de Payerne, où les colonnes françaises traversant le Vaud peuvent faire leur jonction avec la colonne venue de Savoie. En étant maître de la Savoie, l'assaillant peut en trois ou quatre jours couper la liaison du Valais par la vallée du Rhône, conquérir Genève, le Vaud et Fribourg jusqu'à la Saane, et prendre à revers la position de la Thièle avec le gros de ses forces, ce qui lui livre Bâle, Soleure, le Jura bernois et Neuchâtel. Il ne s'agit pas ici de régions inhospitalières de haute montagne, mais bien des cantons les plus riches et les plus industrialisés de la Suisse.

La Suisse a si fortement conscience de la pression stratégique exercée sur elle par la Savoie, qu'elle acquit, comme on le sait, en 1814 la neutralisation de sa partie septentrionale, et qu'en 1816 elle obtint, au moyen d'un contrat avec la Sardaigne, l'assurance que celle-ci ne céderait le Chablais, le Faucigny et le Genevois à aucune autre puissance qu'à la Suisse. D'ailleurs, Louis Napoléon ne fait-il pas circuler le bruit qu'il demande seulement la partie méridionale de la Savoie — le Chablais, le Faucigny et la portion du Genevois jusqu'à la rivière des Usses devant revenir à la Suisse. Puisqu'un cadeau en vaut un autre, l'Empereur se sert — à en croire le *Times* — de M. Vogt pour tâter le Conseil des États suisses afin de savoir s'il pourrait obtenir en échange le libre usage de la route du Simplon. Il laisse ainsi entendre que le Simplon est, lui aussi, une borne frontière naturelle de la France - ce qu'il devint d'ailleurs effectivement sous le Premier Empire.

Supposons que la Suisse s'enrichisse d'un nouveau canton, la Savoie septentrionale. La frontière serait formée par la croupe montagneuse qui, après s'être séparée de la chaîne principale entre le Petit-Saint-Bernard, et le mont Blanc, descend vers le pas de la Cluse (Fort de l'Ecluse). En apparence, elle serait donc tout à fait « naturelle ».

Cependant, à partir de la vallée de l'Isère et du Rhône, les routes suivantes traversent cette croupe montagneuse : 1. Seyssel-Genève ; 2. Annecy-Genève ; 3. Annecy-Bonneville ; 4. Albertville-Sallanches. De Bonneville, comme de Sallanches, plusieurs routes traversent la croupe de montagne au Nord de la vallée de l'Arve en direction de Thonon. Cette région demeure donc entièrement ouverte à une offensive dirigée contre Thonon, située sur la rive méridionale du lac de Genève. Comme il n'y a guère que quinze milles

entre Seyssel ou Albertville et Thonon, la possession de la Savoie septentrionale ne ferait gagner à la défense suisse qu'un délai de cinq jours au maximum. Mais, comme on ne peut songer à défendre ce nouveau canton par d'autres troupes que la milice locale, une colonne française pourrait tout aussi bien attaquer directement Thonon à partir de Genève, ce qui fait une distance de cinq milles, après quoi quatre milles à peine la séparent de Saint-Gingolph. Dans ce cas, la Savoie septentrionale ne procurerait plus à la Suisse que trois jours de répit. Au demeurant, elle ne peut servir qu'à fractionner les forces défensives suisses.

La ligne de retraite d'une armée suisse, attaquée par la France passe par Berne à travers la plaine ; si possible le long de l'Aar vers Zurich, sinon vers Lucerne, et, de ces deux villes, vers la haute vallée du Rhin. Par conséquent, l'armée ne doit pas prendre position trop au Sud, car elle risquerait d'être repoussée de ces lignes vers la haute montagne.

Ainsi que nous l'avons vu, le Vaud peut opportunément être englobé dans le système de défense suisse, contrairement à la Savoie septentrionale et au Valais, qui sont à découvert dès que la Savoie cesse d'être neutre.

Mais, il est notoire que, dans un Etat fédéral, exposé à une menace et défendu par une milice, chacun veut que son clocher soit défendu d'abord. On sait que les troupes murmureront et que les Conseils nationaux pousseront les hauts cris, si l'on abandonne sans résistance des villes et des cantons entiers, et à plus forte raison un canton nouveau que la Suisse a eu précisément pour assurer sa défense. À l'état-major même, chacun cherchera à ce que son canton soit particulièrement protégé. Il se trouve en outre que, dans une armée de milice, la discipline, dans le meilleur des cas, est assez relâchée par les joyeuses beuveries du temps de paix. C'est pourquoi, eu égard à toutes ces pressions, il sera déjà difficile au commandant en chef de tenir simplement ses troupes en mains. Dans neuf cas sur dix, il est à parier que le commandant finira par se montrer faible ou devra plier. Ainsi donc, la Savoie septentrionale sera occupée par des troupes, qui ne seront d'aucune utilité pour la défense, mais qui dans tous les cas auront une retraite pénible à effectuer et seront rejetées en partie dans le Valais, d'où elles auront du mal à rejoindre le gros de l'armée, par le Gemmi ou la Fourche.

La seule sécurité pour la Suisse, c'est que la Savoie septentrionale n'appartienne ni à la France ni à elle-même. Alors, en cas de guerre entre ces deux Etats, la Savoie sera effectivement neutre et protégera réellement la Suisse. Si elle appartient à la Suisse, celle-ci n'y gagne pas plus que si elle appartient à la France. Elle vaut tout au plus un gain de trois à cinq jours, dont la majeure partie cependant sera de nouveau perdue ensuite dans la défense du Vaud. Mais, que vaut tout cela à côté de la garantie à la Suisse qu'en tout état de cause, elle ne peut être attaquée qu'entre Bâle et le lac de Genève ?

La Savoie septentrionale n'est pour la Suisse qu'un cadeau de Grec¹; qui plus est, ce cadeau est une menace. Dans cette hypothèse, la France domine en effet militairement toute la Suisse romande, et rend toute espèce de défense impossible. Le rattachement de la Savoie méridionale à la France *entraîne immédiatement cette autre revendication : l'annexion de la Suisse romande.*

¹ En référence à l'*Enéide* de Virgile, II, 49 « Timeo Danaos et dona ferentes » (« Je crains les Grecs même lorsqu'ils apportent des cadeaux »). Cet aphorisme « un cadeau de Grec » sera souvent cité en politique pour dénoncer les promesses électorales.

Chapitre 3

Après l'examen de la Savoie, ce chapitre concerne le comté de **Nice**. Engels insiste d'abord sur **la variété linguistique et culturelle du pays**.

Le comté de Nice se trouve, comme on le sait, aux pieds des Alpes maritimes; du côté de Gênes, sa frontière touche la mer à un mille à l'Est d'Oneglia, près de Cervo. Dans sa moitié occidentale, on parle un dialecte provençal, et dans sa moitié orientale, au-delà de la Roya, un dialecte italien. À l'exception de quelques villages sur le Var, c'est l'italien qui est partout la langue écrite. Dans la ville de Nice seulement, le français lui fait équilibre, en raison de la forte affluence d'étrangers.

Pour traiter correctement de la question de la nationalité, nous devons considérer un instant le problème linguistique dans les Alpes occidentales.

Partout, dans les Alpes, lorsque l'italien se heurte à d'autres langues, il se révèle comme l'élément le plus faible. Nulle part, il ne va au-delà de la chaîne des Alpes : les dialectes romans des Grisons et du Tyrol sont en fait absolument indépendants de l'italien. En revanche, toutes les langues avoisinantes ont gagné du terrain à ses dépens dans le Sud des Alpes.

Dans les districts de montagne, dans la partie Ouest de la province vénitienne d'Udine, on parle le carniolo-slovène. Au Tyrol, l'élément allemand domine sur tout le versant méridional et toute la haute vallée de l'Adige; plus au Sud, en plein territoire italien, on trouve des îlots de langue allemande des « sette comuni » et des « tredici comuni¹ » ; on parle l'allemand au pied du versant Sud du Gries, tant dans le val di Caverna tessinois que dans le val Formazza, et dans la partie supérieure du val di Vedro, au pied du Simplon; enfin, sur tout le versant Sud-Ouest du monte Rosa, dans le val de Lys, la partie supérieure du val de Sésia et dans le val Anzasca.

Le pays de langue française commence au val de Lys, et comprend tout le val d'Aoste et le versant oriental des Alpes cottiennes depuis le mont Cenis. On admet communément qu'il englobe la région des sources de toutes les rivières du bassin supérieur du Pô, et qu'il est limité par Demonte (sur la Stura), un peu à l'Ouest du col de Tende, et par le cours de la Roya jusqu'à la mer.

Si l'on peut aisément délimiter les zones linguistiques de l'allemand, du slave et de l'italien, il n'en va pas de même lorsqu'interfèrent deux langues romanes qui, de surcroît, ne sont ni la langue écrite italienne — « il vero toscano » — ni le français élaboré du Nord, mais le dialecte piémontais pour ce qui est de l'italien, et de l'un des mille patois dégénérés dans lesquels s'est dissoute la langue des troubadours du Midi de la France, que nous désignerons pour plus de brièveté, du terme imprécis, mais connu de « provençal ».

Quiconque s'est occupé, ne serait-ce que superficiellement, de grammaire comparée des langues romanes ou de littérature provençale ne peut manquer d'avoir noté au premier coup d'œil qu'il existe en Lombardie et au Piémont une grande analogie entre le parler populaire et le provençal. Cette analogie se limite en Lombardie à l'habitus du langage, à l'élimination des voyelles finales du

1 Sette comuni (sept communes) et Tredici comuni (treize communes) - les noms de petites zones de montagne avec une population allemande dans les contreforts sud des Alpes dans le nord de l'Italie. Des établissements allemands y sont apparus dans la seconde moitié du XIIIe siècle. Leurs dialectes n'ont été conservés que dans quelques villages.

masculin, celles du féminin étant maintenues au singulier. L'élision de la plupart des voyelles finales dans la conjugaison lui donne une tonalité provençale, tandis que la nasale *n* et la prononciation des *u* et des *oeu* évoquent le français parlé dans le Nord. En revanche, la morphologie et la phonétique sont pour l'essentiel italiennes, les dérivés évoquant souvent de façon bizarre le portugais² comme dans le rhéto-roman³.

Le dialecte piémontais s'apparente pour l'essentiel au lombard, mais se rapproche plus encore du provençal, au point qu'il est difficile dans les Alpes cottiennes et maritimes, de l'en délimiter de façon précise⁴.

Quoi qu'il en soit, la plupart des patois du Midi de la France ne sont pas plus proches de la langue écrite de la France du Nord que du piémontais. Le parler populaire ne peut donc guère décider ici de la nationalité; le paysan alpin qui parle provençal, apprend aussi facilement l'italien que le français, mais il n'a besoin que rarement de l'un et de l'autre. Il comprend très bien le piémontais, et cela lui suffit amplement. Si on tient néanmoins à s'appuyer sur une base linguistique pour décider de la nationalité, la langue écrite est la seule à la fournir, et dans tout le Piémont et Nice celle-ci est indubitablement l'italien. La seule exception est, en gros, le val d'Aoste et les vallées vaudoises, où domine par endroit la langue écrite française.

C'est pourquoi il est absurde de vouloir revendiquer d'emblée pour Nice la nationalité française, en se fondant sur le patois provençal, qui, au demeurant, n'est parlé que dans la moitié de la province. Cette prétention est tout bonnement insensée, lorsqu'on sait que la langue provençale s'étend même au-delà des Pyrénées, en Aragon, Catalogne et Valence, et que, dans ces provinces espagnoles, malgré certaines réminiscences castillanes, elle s'est en gros maintenue d'une manière bien plus pure que partout ailleurs en France. Qui plus est, elle s'est conservée comme langue écrite dans la littérature populaire. Que deviendra l'Espagne, si Louis Bonaparte se met à revendiquer encore ces provinces comme étant de nationalité française ?

Il aborde ensuite **le point de vue politique**.

Il semble qu'il soit encore plus difficile de déceler des sympathies françaises dans le comté de Nice qu'en Savoie. On n'en trouve nulle trace à la campagne; en ville, toutes les tentatives ont échoué plus lamentablement encore qu'à Chambéry, bien qu'il soit relativement plus facile de concentrer quelques bonapartistes dans cette ville balnéaire. Faire du Niçois Garibaldi un Français, c'est en vérité une belle trouvaille.

² **Note d'Engels** : *Clé* se dit *clavis* en latin, *chiave* en italien, *chave* en portugais et *ciàu* (prononcez : *tchàu*) en lombard. Le correspondant de la *Gazette Générale d'Augsbourg* à *Vérone* rapportait l'été dernier (cf. les comptes rendus du Quartier Général autrichien) que les gens s'y saluaient dans la rue par « tchau, tchau ». Cette feuille éclairée qui adore les solécismes se donna le plus grand mal pour relier le mot *clé* à ces « tchau, tchau ». En fait le mot « tchau » est dérivé de « s-ciau » (*stchau*) qui est la forme lombarde de « *schiaivo* » (esclave, serviteur). Chez nous on salue de même par « votre serviteur », « votre dévoué serviteur », etc. Nous ne nous souvenons que de deux formes véritablement provençales dans le lombard : le participe passé féminin en « -da » (*amà, amada*) et la première personne du présent en *i* (*ami, j'aime; saludi, je salue*).

³ La langue rhéto-romane appartient au groupe des langues romanes parlées dans les régions de haute montagne du sud-est de la Suisse et du nord-est de l'Italie.

⁴ **Note d'Engels** : Voici ce qui distingue en gros les dialectes italiens des parlers provençaux : 1. la vocalisation italienne des *i* après les consonnes (*fiore, più, bianco*) est étrangère au provençal; 2. la formation du pluriel des substantifs à partir du nominatif latin (*donne, capelli*). Il est vrai que le provençal et le vieux français formaient de même leur nominatif au moyen âge, alors que tous les autres cas étaient dérivés de l'accusatif latin (désinences -s). Tous les dialectes provençaux modernes ne connaissent que cette dernière forme, pour autant que nous sachions. Toutefois, dans les régions frontalières, on ne saurait affirmer avec certitude si la forme du nominatif provient de l'italien ou du provençal.

Puis **le point de vue militaire**. La perspective demeure toujours les éventuelles revendications françaises sur la rive gauche du Rhin.

Si la Savoie est de la plus haute importance pour la défense du Piémont, Nice l'est encore davantage. Trois routes relient Nice à l'Italie : la route de la Corniche, le long de la côte en direction de Gênes ; celle qui, par le col di Nava, conduit d'Oneglia au Val du Tanaro vers Ceva ; celle qui mène à Cuneo par le col de Tende. Certes, la première est finalement barrée par Gênes, mais elle fournit à une colonne l'occasion de traverser les Apennins sur de bonnes routes, d'abord près d'Albenga, ensuite près de Savone. En outre, elle offre quantité de chemins de traverse et sentiers de montagne. Napoléon a fourni en 1796 la recette pour les utiliser militairement.

La troisième route, par le col de Tende, est à Nice ce que la route du mont Cenis est à la Savoie. Elle mène directement à Turin, mais ne favorise guère les manœuvres de flanc. En revanche, la route moyenne, par le col di Nava, mène tout droit à Alexandrie et joue le même rôle au Sud que le Petit-Saint-Bernard au Nord, mais d'une manière beaucoup plus directe et avec des difficultés moindres. Elle possède en outre l'avantage de se trouver assez près de la route côtière pour en recevoir un appui considérable en cas d'attaque. Une colonne progressant sur la route de Nava peut opérer sa jonction, dès Garessio, avec la colonne qui suit la route côtière jusqu'à Albenga, puisqu'une route transversale relie Albenga à Garessio. Après Ceva, son chemin la conduit à Alexandrie par Carcare (située à mi-chemin entre Ceva et Savone), où elle débouche sur la route de Savone. Mais, entre Ceva, Savone, et Oneglia, s'étend la haute montagne, où les défenseurs ne peuvent se maintenir. Qui plus est, le versant Nord du col di Nava est situé, comme les sources du Tanaro, en territoire niçois, de sorte que le col appartient d'emblée à celui qui possède Nice avant les hostilités.

Une armée française, qui disposerait de Nice avant le déclenchement de la guerre, menacerait le flanc, l'arrière et les communications de toute division italienne se trouvant à l'Ouest d'Alexandrie. Céder Nice à la France, signifie donc, en cas de guerre, reculer le point de concentration des forces militaires italiennes jusqu'à Alexandrie. En fait, c'est renoncer à la défense du Piémont proprement dit, puisque celle-ci ne peut être assurée qu'à Nice et en Savoie.

Ici encore, l'histoire des guerres de la Révolution nous fournit la meilleure illustration.

Le 1er octobre 1792, le général Anselme franchit le Var avec une division forte de 9.000 hommes, tandis que la flotte française (12 navires de ligne et frégates) jetait l'ancre à mille pas de Nice. Les habitants, favorables à la Révolution, s'insurgèrent, et la faible garnison piémontaise (2.000 hommes) se retira en toute hâte au-delà du col de Tende pour prendre position près de Saorge. La ville de Nice accueillit les Français à bras ouverts, mais ceux-ci pillèrent tout le pays, incendièrent les maisons de paysans, violentèrent les femmes et ne purent être mis au pas, ni par les ordres du jour d'Anselme, ni par les proclamations des commissaires de la Convention. C'était le noyau de la future armée d'Italie, avec laquelle le général Bonaparte récolta ses premiers lauriers. Ainsi, le bonapartisme semble toujours s'appuyer, à ses débuts, sur la racaille : sans une société du Dix-Décembre⁵, il ne réussirait jamais à s'affirmer.

Les belligérants restèrent longtemps inactifs sur leurs positions respectives ; les Français occupaient la ville et ses alentours, les Piémontais, renforcés par une division autrichienne, restaient maîtres

⁵ Pour rappel, il s'agit de la société bonapartiste fondée en 1849 et composée principalement d'éléments déclassés. Cf. l'ouvrage de Marx, *Le Dix-huit Brumaire de Louis Napoléon* dans notre **fascicule 21**.

de la montagne et occupaient une position fortement retranchée, qui avait Saorge pour centre.

En juin 1793, les Français procédèrent à quelques attaques généralement infructueuses. En juillet, ils prirent le col d'Argentera qui menait sur les arrières de l'ennemi. Après la prise de Toulon (décembre 1793), l'armée d'Italie reçut d'importants renforts, et on lui attacha le général Bonaparte. Au printemps suivant, celui-ci prépara l'attaque du camp de Saorge, qui fut menée à terme, avec un plein succès, le 28 Avril. Bonaparte proposa alors de réunir l'armée des Alpes à celle de l'Italie, au val de la Stura, et de conquérir le Piémont. Mais son plan fut rejeté.

Peu de temps après, le 9 Thermidor⁶, Bonaparte perdit son protecteur le plus puissant, Robespierre, et, par-là, son influence au Conseil de Guerre : il n'était plus que simple général de division. L'armée passa à la défensive. Ce n'est qu'au moment où le général autrichien Colloredo avança, avec la lenteur habituelle, sur Savone pour couper aux Français la très importante jonction avec Gênes demeurée neutre, que Bonaparte trouva l'occasion de se jeter sur lui et de lui infliger une sévère défaite. Néanmoins, la route de Gênes restait menacée, et lorsque la campagne de 1795 s'ouvrit, les Français furent chassés de toute la riviéra génoise.

Dans l'intervalle, l'armée des Pyrénées orientales devint disponible, grâce à la signature de la paix avec l'Espagne⁷; elle fut dirigée sur Nice, où son regroupement s'acheva en novembre. Scherer, qui venait de prendre le commandement dans les Alpes maritimes, passa aussitôt à l'attaque en s'aidant d'un plan élaboré par Masséna. Tandis que Serrurier tenait en haleine les Piémontais au col de Tende, Masséna avança en haute montagne pour encercler Loano, qui fut attaqué de front par Augereau (23 novembre). Le plan réussit parfaitement ; les Autrichiens eurent 2.000 tués, 5.000 prisonniers et 40 canons enlevés, et leur armée fut totalement coupée de celle des Piémontais. La jonction avec Gênes était de nouveau assurée, et la montagne resta incontestablement aux Français pendant l'hiver.

Au printemps de 1796, Bonaparte obtint enfin le commandement suprême de l'armée d'Italie, et l'affaire prit dès lors une autre tournure. S'appuyant sur Nice et la Riviéra du Ponente, qu'il avait déjà en mains, il se dirigea de Savone vers la montagne, battit les Autrichiens à Montenotte, Millesimo et Dego⁸, et les coupa ainsi des Piémontais, qui étaient dès lors contournés et isolés par une force française bien supérieure.

La paix fut signée, après quelques batailles d'arrière-garde. Ainsi, il suffit de quatre engagements heureux dans les hautes vallées de la Bormida et du Tanaro pour que tout le Piémont tombât militairement entre les mains des Français. Ceux-ci n'eurent pas à lancer directement une attaque sur Turin. La guerre se porta aussitôt en Lombardie, le Piémont étant devenu base opérationnelle des Français.

Durant les trois premières années de guerre, l'Italie avait donc été parfaitement protégée par Nice. C'est à la troisième campagne que les cols des Alpes maritimes furent perdus, et c'est à la quatrième seulement qu'ils devinrent efficaces, mais *alors d'une efficacité directe et décisive*.

⁶ Le 9 Thermidor (27-28 juillet 1794) - coup d'Etat contre-révolutionnaire qui renverse le gouvernement jacobin et établit le règne de la grande bourgeoisie.

⁷ Ce traité fut conclu à Bâle le 22 juillet 1795 entre la France et l'Espagne, membre de la première coalition anti-française.

⁸ Ce sont des batailles dans la phase initiale de la campagne d'Italie de Bonaparte de 1796-97 contre la première coalition anti-française. Les Autrichiens perdent les batailles de Montenotta (12 avril 1796), Millesimo (13-14 avril), Dego (14-15 avril) et Mondovi (22 avril).

Après les engagements menés en montagne dans la première semaine, il suffit en effet d'une simple démonstration de force contre les Piémontais pour qu'ils soient placés dans une situation désespérée et contraints à capituler. L'offensive proprement dite pouvait continuer presque sans interruption jusqu'à Milan; tout le terrain situé entre le Bormida, le Tessin et les Alpes tomba tout seul entre les mains des Français.

Si Nice est province française, l'Italie est d'emblée vis-à-vis de la France dans la situation où elle se trouvait à la fin de la campagne de 1794. Ce n'est pas seulement la vallée de la Stura qui est ouverte aux Français par le col de Tende, mais encore la vallée du Tanaro, par le col de Nava. Qui plus est, la route vers Albenga et Savone ne peut être disputée à une année française attaquant avec des forces légèrement supérieures. Comme on le voit, trois ou quatre jours après le déclenchement de la campagne, les Français se trouvent déjà au point où aboutit la campagne de 1796.

On peut se demander, dans ces conditions, où le gros de l'armée italienne trouvera à se déployer en face des Français ? Elle n'a pas de place pour évoluer sur la Riviera italienne; elle compromet ses communications avec Alexandrie, la Lombardie et la péninsule, si elle prend position à l'Ouest du Belbo et du Tanaro. Il ne lui reste donc qu'à avancer au Sud d'Alexandrie et à attaquer en force les différentes colonnes qui débouchent de la montagne. Or, cela suppose qu'elle abandonne d'emblée la défense sur la frontière des Alpes, faute de quoi, tous les détachements postés au col de Tende ou plus à l'Ouest et au Nord-Ouest seraient isolés. En d'autres termes, la possession de Nice donne à la France la possession des Alpes, qui cessent d'être un rempart pour l'Italie; elle assure aux Français la domination militaire du Piémont.

Au Sud, Nice donne à la France les mêmes avantages pour des manœuvres de flanc que la Savoie au Nord, mais d'une manière encore plus complète et directe. S'il suffit de posséder l'une des deux provinces, Nice ou la Savoie, pour découvrir complètement le Piémont, face à l'assaillant français, de quelle puissance offensive la France ne disposera-t-elle pas quand elle possédera les deux !

Le Piémont sera comme enserré dans un étau. Sur toute la ligne du Petit-Saint-Bernard au col de Nava, et par les sentiers de montagne surplombant Savone, le jeu du chat et de la souris peut se poursuivre en mille feintes jusqu'au moment de la véritable attaque à un point quelconque du flanc. Tous les détachements italiens qui se seront trop fortement accrochés aux montagnes, seront isolés.

Il ne restera plus à l'armée italienne qu'à se concentrer près d'Alexandrie et de Casale, où elle sera réduite à surveiller les Alpes pour se jeter de toutes ses forces sur l'ennemi, dès que se dessinera la direction générale de l'attaque. Cela étant admis, on peut dire, en d'autres termes, que non seulement la chaîne des Alpes, mais encore tout le bassin piémontais du Pô sont livrés d'avance à l'ennemi, et que la première position de défense d'une armée italienne contre la France se trouve derrière les remparts d'Alexandrie.

Avec la Savoie et Nice comme avant-postes, le Piémont serait la première base d'opération de l'armée italienne; sans ces deux provinces, le Piémont, du point de vue militaire, entre dans le champ direct de l'offensive française et doit lui être arraché d'abord par une victoire sur le sol piémontais, puis par la conquête des cols savoyards et niçois.

L'annexion de la Savoie et de Nice équivaut à l'annexion, sinon politique, *du moins militaire*, du Piémont à la France. Lorsqu'à l'avenir Victor-Emmanuel contempera de sa villa della Regina, près de Turin, la magnifique chaîne des Alpes dont aucune cime ne lui apparaîtra plus, il se rendra parfaitement compte de tout cela.

Mais, dit-on, dès qu'un fort Etat militaire s'est constitué en Italie du Nord, la France a besoin de Nice et de la Savoie pour sa défense.

Nous avons vu que la Savoie renforcerait considérablement le système de défense français. Nice lui apporterait un renforcement supplémentaire, ne serait-ce que parce que cette province devrait être conquise grâce à une victoire des Italiens avant l'attaque des actuels départements français des Alpes. La question est donc avant tout la suivante : un vigoureux État militaire italien peut-il menacer la France au point qu'elle ait besoin d'une protection particulière contre lui ?

Même si elle était totalement unifiée, l'Italie avec ses 26 millions d'habitants ne pourrait mener de guerre offensive contre la France qu'en alliance avec l'Allemagne. Dans une telle guerre, l'Allemagne fournirait toujours l'essentiel des forces militaires et l'Italie jouerait un rôle subordonné. Cela seul suffirait à déplacer l'axe principal de l'attaque des Alpes sur le Rhin et la Meuse. Au surplus, on sait que le centre décisif de l'attaque est Paris, dans le Nord de la France. L'offensive la plus dangereuse pour la France proviendra toujours de la Belgique, et si celle-ci est neutre, de la rive gauche allemande du Rhin et du Haut-Rhin badois. Toute autre offensive ferait un détour, serait excentrique et non directement dirigée sur Paris. Déjà Clausewitz (*De la Guerre*, livre VI, chap. 23) a raillé l'armée forte de 200.000 hommes qui, en 1814, au lieu de marcher directement sur Paris, se laissa égarer par une folle théorie qui la conduisit au Plateau de Langres après un détour par la Suisse. Que dirait-il de plans de campagne dirigeant l'attaque principale contre Paris à travers l'Italie du Nord, la Savoie et même Nice ?

Toute attaque par la Savoie a un net désavantage vis-à-vis de celle menée par le Rhin, parce que les liaisons y sont bien plus longues et, en outre, passent par les Alpes, parce que le trajet en direction de Paris s'en trouve allongé, et enfin parce que le camp retranché de Lyon risque d'exercer une force d'attraction susceptible d'immobiliser l'offensive. C'est ce qui explique que, dans la campagne de 1814, les troupes qui avaient pénétré en France par l'Italie, n'aient joué pour ainsi dire aucun rôle.

En fait, avec de tels moyens et à une frontière qui est déjà la mieux protégée, la France n'a besoin d'aucun agrandissement de territoire contre l'un des plus faibles de ses voisins. La France serait inexpugnable, si ses frontières actuelles étaient partout aussi éloignées de Paris et bénéficiaient des mêmes avantages que sa frontière avec l'Italie grâce à la nature, à l'art et aux difficultés de communications qu'éprouve l'adversaire. Or, si le bonapartisme exhibe précisément l'argument des nécessités de la défense française pour revendiquer de prétendues frontières naturelles dans les Alpes, il lui sera plus facile encore de motiver ses prétentions sur le Rhin.

Le comté de Nice restera toujours italien, même s'il passe momentanément à la France. Il est vraisemblable, en revanche, que la Savoie souhaite elle-même plus tard son incorporation à la France, lorsque les grandes nationalités européennes se seront mieux consolidées. Que la Savoie devienne volontairement française, lorsque l'Allemagne et l'Italie auront réalisé leur unité nationale au point de vue politique aussi bien que militaire et profité, de ce fait, d'un accroissement considérable de leur puissance en Europe — c'est une chose. Mais, c'en est une autre qu'un chef d'Etat de l'espèce de Louis-Napoléon, ne vivant que de conquêtes, marchande la Savoie à une Italie non encore unifiée, afin de perpétuer sa suprématie en Italie, et de créer un précédent à sa théorie des frontières naturelles sur le Rhin.

Chapitre 4

Engels engage ses conclusions par un développement **centré sur la catégorie de frontières naturelles**.

Ce point de vue, insiste-t-il, « nous intéresse, nous autres Allemands ».

Les tractations relatives à la Savoie et à Nice nous intéressent, nous autres Allemands, pour trois raisons.

Premièrement, l'interprétation donnée en fait par Louis-Napoléon à l'indépendance italienne, à savoir : l'Italie est divisée en trois et, si possible, en quatre Etats : la Vénétie reste à l'Autriche, et la France, grâce à la possession de la Savoie et de Nice, met la main sur le Piémont; les Etats pontificaux, diminués de la Romagne, sépareront complètement Naples de l'Etat de la Haute-Italie pour empêcher tout agrandissement de ce dernier vers le Sud; on « garantira » au Pape la possession de ce qui lui reste de territoire.

Si, en même temps, on tient la Vénétie en réserve comme futur appât pour l'Etat de la Haute-Italie, le mouvement national italien continuera de voir en l'Autriche son ennemi principal et direct : et, afin que le nouveau Royaume se mette en mouvement, selon le bon plaisir de Louis-Napoléon, contre l'Autriche, les Français s'empareront de toutes les positions dominant l'Ouest alpin et déplaceront leurs avant-postes jusqu'à neuf milles de Turin.

Telle est la position que le bonapartisme s'est acquise en Italie; dans une guerre pour la frontière du Rhin, elle équivaut à une armée entière. Elle donne à l'Autriche le meilleur des prétextes pour ne fournir au reste de l'Allemagne qu'un contingent fédéral, et moins encore, en cas de conflit¹. A cela il n'y a qu'un remède : le renversement complet de la politique allemande vis-à-vis de l'Italie².

Nous pensons avoir démontré ailleurs³ que l'Allemagne n'a pas besoin de la Vénétie jusqu'au Mincio et au Pô. De même, nous n'avons aucun intérêt au maintien de la souveraineté du Pape et de Naples. Nous aurions au contraire intérêt à ce que l'Italie se constitue en une puissance unique, capable d'avoir sa propre politique. Dans ces conditions, nous pouvons offrir davantage à l'Italie que le bonapartisme; le moment est peut-être proche où il serait bon de s'en souvenir.

Deuxièmement, la proclamation sans équivoque par la France de la théorie des frontières naturelles. Il ne fait aucun doute que la presse française arbore cette théorie, non seulement avec le consentement, mais sur l'ordre exprès du gouvernement. Pour le moment, on n'applique cette théorie qu'aux Alpes. Elle apparaît alors assez anodine : la Savoie et Nice sont de petits territoires n'ayant respectivement que 575.000 et 236.000 habitants et n'accroîtront la population française que de 810.000 âmes. Leur importance politique et militaire n'apparaît donc pas au premier coup d'œil.

Mais ce qui, dans la revendication de ces deux provinces, nous vise particulièrement, nous autres Allemands, c'est que le principe des frontières naturelles est à nouveau proclamé et rappelé au peuple français, afin que toute l'Europe s'habitue une nouvelle fois à ce

¹ Entendons bien : en cas de conflit entre la France et la Prusse sur les bords du Rhin. Cette hypothèse persiste dans le raisonnement d'Engels.

² « la politique allemande vis-à-vis de l'Italie » : le propos est abrupt et plutôt obscur.

³ Dans son précédent fascicule *Le Pô et le Rhin*.

mot d'ordre, comme ce fut le cas ces dernières dix années pour tant de mots d'ordre bonapartistes, tour à tour proclamés et mis en veilleuse.

Dans le français du Premier Empire, repris ensuite avec tant de zèle par les républicains du *National*¹, c'est, par excellence, le Rhin qu'on entend par frontière naturelle de la France. Aujourd'hui encore, s'il est question de frontière naturelle, le Français ne pense pas à la Savoie ou à Nice, mais seulement au Rhin. Quel gouvernement, surtout s'il s'appuie dans la nation sur les traditions et les appétits de conquête, oserait évoquer de nouveau les frontières naturelles, et prétendre ensuite satisfaire la France avec Nice et la Savoie ?

Cette proclamation nouvelle de la théorie des frontières naturelles de la France constitue une menace directe pour l'Allemagne. C'est un fait que l'on ne peut méconnaître : il donne raison au sentiment national qui s'est manifesté il y a un an en Allemagne. Certes, ce n'est pas Louis-Napoléon, mais c'est sa presse qui déclare à tout venant qu'il ne s'agit de rien moins que le Rhin.

Soulignons ici toute l'importance (« c'est le point capital », écrit-il) qu'Engels va accorder à **l'alliance objective entre la France bonapartiste et la Russie tsariste**, une thèse qu'il partage avec Marx.

Troisièmement, et c'est le point capital : la position de la Russie dans toute cette intrigue. Lorsque la guerre éclata l'an dernier et que Gortchakov² lui-même avoua que la Russie avait pris des « engagements par écrit » avec Louis Napoléon³, il y eut des rumeurs sur leur contenu. Les sources en étaient diverses, mais il ressort en fin de compte que la Russie s'engageait à mobiliser quatre corps d'armée et à les déployer le long des frontières de la Prusse et de l'Autriche.

Pour le déroulement de la guerre, trois cas étaient, dit-on, prévus.

L'Autriche fait la paix sur le Mincio : dans ce cas, elle perd la Lombardie et, isolée de la Prusse et de l'Angleterre, elle sera facilement amenée à entrer dans l'alliance franco-russe, dont les buts (partage de la Turquie, cession à la France de la rive gauche du Rhin) seront ensuite atteints par d'autres voies.

Ou bien, elle continue de se battre pour conserver la Vénétie; elle sera alors chassée entièrement de l'Italie; on fera s'insurger la Hongrie qui sera confiée éventuellement à l'archiduc russe Constantin; la Lombardie et la Vénétie reviendront au Piémont; la Savoie et Nice, à la France.

Ou enfin, l'Autriche poursuit le combat et la Confédération allemande lui vient en aide; la Russie entre alors dans la lutte d'une manière directe : la France obtient la rive gauche du Rhin, et la Russie a le champ libre en Turquie.

Ces données sur l'essentiel de ce que contient l'alliance franco-russe étaient, répétons-le, déjà connues et publiées avant que la guerre n'éclate, et les événements en ont confirmé une bonne partie. Il faut donc faire le point.

Étant donné la nature des faits, il est impossible à l'heure actuelle d'en fournir la preuve à l'aide de documents décisifs. Ceux-ci n'apparaissent au jour que si les faits en question sont déjà entrés dans

¹ *Le National* - quotidien français publié à Paris de 1830 à 1851. Il a été dans les années 1840 l'organe des républicains bourgeois modérés.

² Alexandre Gortchakov : chancelier de l'Empire sous Alexandre II de 1859 à 1882, il a été un diplomate des plus influents, partisan d'un rapprochement avec la France.

³ Le 3 mars 1859, le Russie tsariste a effectivement signé à Paris un traité secret qui assurait à la France sa neutralité en cas de conflit avec l'Autriche. (Cf. sur le sujet l'article de Victor-Lucien Tapié « Le traité secret de 1859 entre la France et la Russie » *Études d'histoire moderne et contemporaine*, V, 1953, pp. 116-146.)

l'histoire. La politique de la Russie, telle qu'elle ressort des faits et documents relatifs aux périodes antérieures (par exemple, les archives russes trouvées à Varsovie en 1830)¹, ne vaut certes qu'à titre d'indication dans ce faisceau d'intrigues; mais cela suffit amplement.

Faute d'éléments contemporains probants, Engels recourt aux données de l'histoire pour appuyer sa thèse.

À deux reprises, la Russie s'est alliée avec la France au cours de ce siècle; et chaque fois l'alliance avait pour but, ou pour base, la division de l'Allemagne.

La première fois, ce fut sur le radeau de Tilsit². La Russie abandonna complètement l'Allemagne à l'Empereur français; elle s'empara, comme gage de l'accord, d'une partie de la Prusse et eut le champ libre en Turquie; elle se hâta de conquérir la Bessarabie et la Moldavie. L'une des causes principales de la guerre de 1812 fut, pour la Russie, que Napoléon « étudia la question turque » et modifia bientôt considérablement son point de vue sur ce problème.

La seconde fois, ce fut en 1829. La Russie conclut un accord avec la France : celle-ci recevait la rive gauche du Rhin et, en contrepartie, laissait les mains libres à la Russie en Turquie. Talleyrand mit la main sur le dossier quand on prépara la mise en accusation du gouvernement de Polignac; il le jeta au feu pour épargner à la diplomatie française et russe un scandale retentissant. Vis-à-vis du public non initié, les diplomates de tous les pays forment une association secrète; ils ne se compromettent jamais les uns les autres au grand jour.

Lors de la guerre de 1853³, la Russie invoqua la Sainte-Alliance qu'elle crut restaurée, grâce à l'intervention en Hongrie et à l'humiliation de Varsovie⁴, et même renforcée par l'animosité de l'Autriche et de la Prusse à l'égard de Louis-Napoléon. Mais, elle se trompait. L'Autriche étonna le monde par l'ampleur de son ingratitude⁵ (en fait, elle avait payé entre-temps sa dette envers la Russie avec des intérêts usuraires, au Schleswig-Holstein et à Varsovie). Qui plus est, elle reprit de manière conséquente sa traditionnelle politique antirusse sur le Danube. Le calcul des Russes fut ruiné de ce côté; mais, une fois encore, ils furent sauvés par une trahison dans le camp adverse.

Il devenait clair que l'idée fixe de la conquête de Constantinople ne pouvait se réaliser qu'avec l'accord des Français. Or, jamais il n'avait existé en France de gouvernement qui eût tant besoin de conquérir la rive gauche du Rhin que celui de Louis-Napoléon. La si-

¹ Lors du soulèvement polonais de 1830-1831, les rebelles s'étaient emparés à Varsovie des archives de l'archiduc Constantin qui contenaient divers documents secrets de la diplomatie tsariste. Une partie en fut publiée en 1835-1836 par David Urquhart dans la série de documents diplomatiques « The Portfolio ; or a Collection of State Papers, vol. III », et, en 1854, à Paris, dans le « Recueil de documents relatifs à la Russie pour la plupart secrets et inédits utiles à consulter dans la crise actuelle ».

² Il s'agit du traité de Tilsit de 1807. Le 25 juin 1807, Napoléon Ier et le tsar Alexandre Ier se rencontrent pour la première fois sur un radeau couvert sur le Niémen. Cette rencontre, qui se déroule sans témoins, ouvre les négociations de paix (la Russie fait partie de la coalition anti Napoléon depuis 1806) et aboutit à la conclusion d'une alliance entre la France et la Russie. Dans le traité de Tilsit, le tsar a rejoint le système continental et, avec son consentement, Napoléon a reçu de grandes parties de la monarchie prussienne; d'autres régions prussiennes de 186.000 habitants ont été cédées à la Russie.

³ La guerre de Crimée de 1853 à 1856 entre la Russie et la Turquie, soutenue par l'Angleterre, la France et la Sardaigne.

⁴ Engels se réfère ici aux conférences de Varsovie en mai et octobre 1850 auxquelles participèrent la Russie, l'Autriche et la Prusse.

⁵ Engels fait référence à la politique de l'Autriche à l'égard de la Russie tsariste qui l'avait aidée à vaincre la révolution hongroise de 1848-49. Avec l'intensification de la question orientale au début des années 1850, la politique étrangère autrichienne avait pris une tournure anti-russe qui s'était traduite par la déclaration très citée du Premier ministre autrichien et ministre des Affaires étrangères Schwarzenberg : « Le monde sera étonné de voir combien nous pouvons être ingrats. ».

tuation était plus favorable encore qu'en 1829. La Russie avait tous les atouts en mains : Louis-Napoléon ne pouvait pas ne pas tirer les marrons du feu.

Il fallait avant tout réduire l'Autriche. Avec la même ténacité que dans la guerre contre les Français de 1792 à 1809, l'Autriche s'était opposée depuis 1814 sur le plan diplomatique aux visées de conquêtes des Russes sur la Vistule et le Danube : c'est là son seul, mais inégalable mérite. En 1848-1849, lorsque la révolution en Allemagne, en Italie et en Hongrie eut mis l'Autriche au bord de la ruine, elle fut sauvée par la Russie : il ne fallait pas qu'elle fût détruite par une révolution qui eût arraché à la politique russe la direction de territoires devenus vacants. Etant devenu une force autonome à partir de 1848, le mouvement des diverses nationalités a rendu l'Autriche incapable de s'opposer à l'avenir aux Russes. Ainsi disparût l'ultime raison historique de conserver l'Autriche.

Par son caractère anti-autrichien, ce même mouvement national pouvait alors devenir l'instrument pour démanteler l'Autriche. En Italie d'abord, puis, s'il le fallait, en Hongrie. La Russie n'opère pas à la façon du premier Napoléon : en Occident notamment, où elle se heurte à une population dense, dont la civilisation est supérieure à la sienne propre, elle n'avance que lentement. L'assujettissement de la Pologne a commencé sous Pierre-le-Grand et n'est aujourd'hui qu'en partie réalisé. La Russie apprécie autant les succès obtenus lentement mais sûrement, que les coups rapides et décisifs, suivis de résultats considérables. On voit clairement la main russe dans l'utilisation qui a été faite de l'insurrection hongroise, au cours de la guerre de 1859, et dans son retrait en position de réserve pour le second acte.

Si la Russie était satisfaite de l'affaiblissement de l'Autriche par la brève campagne de 1859, n'avait-elle pas cependant prévu d'autres éventualités ? N'avait-elle mobilisé ses quatre corps d'armée que pour obtenir cette satisfaction ? Et si l'Autriche n'avait pas cédé ? Si la combinaison militaire et politique avait contraint la Prusse et le reste de l'Allemagne à intervenir en faveur de l'Autriche — et cela eût été inévitable si la guerre s'était prolongée — que se serait-il passé ? En ce cas, quels étaient les engagements que la Russie pouvait avoir souscrits avec la France ?

Le traité de Tilsit et celui de 1829 nous fournissent la réponse. La France ne doit-elle pas recevoir sa part du butin, si la Russie s'étend le long du Danube et domine directement ou indirectement Constantinople ? La seule contrepartie que la Russie puisse offrir à la France, c'est la rive gauche du Rhin — et c'est encore l'Allemagne qui doit en faire les frais.

La politique, naturelle et traditionnelle, de la Russie est de promettre à la France la rive gauche du Rhin; le cas échéant, elle lui donne son appui en échange d'une approbation et d'un soutien pour les conquêtes russes sur la Vistule et le Danube. De même, elle appuiera l'Allemagne dans la reconquête de territoires perdus au profit de la France : en remerciement, l'Allemagne reconnaîtra les conquêtes russes. Evidemment, ce programme ne peut se réaliser qu'à l'occasion de graves crises historiques. On ne voit pas pourquoi ces éventualités n'auraient pas été envisagées en 1859 comme elles l'avaient été en 1829.

Aujourd'hui, il serait ridicule de démontrer, une fois de plus, que la conquête de Constantinople est le but immuable de la politique extérieure russe, et que pour l'atteindre tout lui est bon. Nous ne rappellerons ici qu'un seul fait. Jamais la Russie ne parviendra à démembrement la Turquie sans une alliance avec la France ou l'Angleterre. Lorsqu'en 1844, le moment était propice pour faire des offres directes à l'Angleterre, le tsar Nicolas se rendit à Londres et y présenta lui-même le Mémoire russe relatif au démembrement de la Turquie, dans lequel il promettait, entre autres, l'Égypte à l'Angleterre. Ces offres furent repoussées, mais lord Aberdeen rangea le Mémoire cacheté dans une cassette qu'il remit à son successeur aux Affai-

res extérieures; depuis, chacun des ministres des Affaires extérieures a pris connaissance du document et l'a conservé pour son successeur, jusqu'à ce qu'enfin l'affaire devînt publique en 1853, lors des débats de la Chambre des Lords. C'est au même moment que fut publié le fameux entretien du tsar Nicolas avec Sir Hamilton Seymour sur le « malade », au cours duquel l'Angleterre se vit proposer l'Égypte et Candie, tandis que la Russie semblait se satisfaire d'avantages mineurs¹. En 1853, les promesses de la Russie à l'Angleterre étaient donc les mêmes que celles de 1844. Pourquoi les promesses faites à la France en 1859 seraient-elle moins généreuses que celles de 1829 ?

De par sa personnalité et sa position, Louis-Napoléon est obligé de servir les desseins de la Russie. Héritier prétendu d'une grande tradition militaire, il a recueilli aussi l'héritage des défaites de 1813-1815. L'armée est son principal soutien; il doit la satisfaire par de nombreux succès militaires, en châtiant les puissances qui, en ces années-là, ont jeté bas la France, et en rétablissant le pays dans ses frontières naturelles. Il faudra que le drapeau tricolore flotte sur toute la rive gauche du Rhin pour que soit lavée la honte de la double occupation de Paris².

Pour obtenir tout cela, il faut à Louis-Napoléon un puissant allié, et il n'a de choix qu'entre l'Angleterre et la Russie. Même si tel ministre anglais entre dans ses vues, demeurera-t-il longtemps en place ? L'Angleterre, où le pouvoir est instable, n'est donc pas sûre. Mais la Russie ? En échange d'une compensation modeste, elle a déjà démontré à deux reprises ses bonnes dispositions pour une alliance conclue sur de telles bases.

Jamais il n'y eut d'homme plus enclin à servir la politique russe, jamais situation ne lui fut plus propice. Sur le trône de France, il y a un souverain qui doit faire la guerre, qui doit faire des conquêtes, ne serait-ce que pour se maintenir, qui a besoin d'une alliance et qui, pour cette alliance, ne peut compter que sur la Russie. Jamais semblable occasion ne s'était offerte auparavant.

Depuis la rencontre de Stuttgart³, les ultimes mobiles de la politique française ne doivent plus être recherchés à Paris, chez Louis-Napoléon, mais à Pétersbourg, dans le cabinet du comte de Gortchakov. L'homme « mystérieux » qui inspire une crainte révérencielle au petit-bourgeois allemand, n'est qu'un instrument dans le jeu de la diplomatie russe. Celle-ci lui permet de s'attribuer toutes les apparences de la grandeur, tandis qu'elle s'accorde les avantages réels.

La Russie, qui sans nécessité absolue ne sacrifie jamais le moindre kopek ni un seul soldat et laisse autant que possible les autres puissances européennes s'entre-déchirer et s'affaiblir mutuellement, la Russie dut d'abord, par le traité de Gortchakov, permettre à Louis-Napoléon de se poser en libérateur de l'Italie⁴.

Bientôt, les rapports sur l'état d'esprit en Pologne russe devinrent si sombres qu'il devint périlleux de tenter la moindre révolte dans le pays voisin, la Hongrie ; la tentative de mobilisation des quatre

¹ En référence aux négociations qui ont eu lieu au début de 1853 entre l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg Lord Seymour et l'empereur russe Nicolas Ier sur la question turque.

² Paris a été prise deux fois par les forces de la coalition antinapoléonienne : les 30-31 mars 1814 et les 6-8 juillet 1815.

³ La réunion de Stuttgart des empereurs Alexandre II et Napoléon III eut lieu le 25 septembre 1857. C'était un signe de rapprochement entre la France et la Russie après la guerre de Crimée.

⁴ Il s'agit du traité secret de Paris du 3 mars 1859 conclu entre la France et la Russie. La Russie s'est engagée à adopter une « position politique et militaire qui prouve le plus facilement sa neutralité favorable à l'égard de la France » (article I) et à ne pas s'opposer à l'élargissement du Royaume de Sardaigne en cas de guerre entre la France et la Sardaigne, d'une part, et l'Autriche, d'autre part. Des informations sur ce traité secret ont fuité dans la presse mais le ministre russe des Affaires étrangères Gortchakov a officiellement nié l'existence d'obligations écrites envers la France. Comme cela a été prouvé plus tard, le Danemark n'a pas participé aux négociations.

premiers corps d'armée révéla que la Russie était encore dans un état de grand épuisement; l'agitation paysanne ainsi que l'opposition de la noblesse prirent de telles proportions qu'elles menaçaient d'être dangereuses en cas de guerre extérieure : un lieutenant-général du tsar russe se présenta alors au Quartier Général français, et la paix de Villafranca fut aussitôt conclue.

Pour le moment, la Russie avait eu des résultats suffisants. L'Autriche était durement châtiée pour son « ingratitude » de 1854, bien plus durement même que la Russie n'avait pu l'espérer. Ses finances qui, avant la guerre, étaient en voie de se rétablir, furent ruinées pour des décennies; son système de gouvernement fut irrémédiablement détruit à l'intérieur; sa domination en Italie ébranlée, son territoire amputé, son armée démoralisée et frustrée de toute confiance en ses chefs. Les Hongrois, les Slaves et les Vénitiens avaient fait de si grands progrès dans leur mouvement d'indépendance qu'ils proclamaient ouvertement leur but : la séparation d'avec l'Autriche. Dès lors, la Russie pouvait négliger totalement l'opposition de l'Autriche et compter en faire à l'avenir l'un de ses instruments. Tels furent les succès de la Russie; Louis-Napoléon n'en tira qu'une gloire assez maigre pour son armée, très douteuse pour lui-même, et d'assez vagues promesses d'annexion de la Savoie et de Nice — deux provinces qui, dans le meilleur des cas, sont des cadeaux de Grecs et l'enchaînent encore plus fortement à la Russie.

Ces derniers projets sont certes ajournés, mais non pas abandonnés. Pour combien de temps ? Cela dépendra de la situation internationale en Europe, du temps pendant lequel Louis-Napoléon saura tenir en laisse son armée de prétoriens, et de l'intérêt que la Russie trouvera à une nouvelle guerre.

La fameuse circulaire que le comte Gortchakov a adressée l'an dernier aux petits Etats allemands¹ nous indique assez clairement le rôle que la Russie entend jouer vis-à-vis de nous autres Allemands. Jamais pareil langage n'avait été tenu à l'Allemagne. Espérons que les Allemands n'oublient jamais que la Russie a eu l'audace de leur interdire de venir en aide à un Etat allemand attaqué.

Ce n'est pas tout. Les Russes resteront dans notre mémoire (espérons-le du moins) pour bien d'autres raisons.

En 1807, par la paix de Tilsit, la Russie se fit céder une partie du territoire de son allié prussien, le district de Bialystock et abandonna l'Allemagne à Napoléon.

En 1814, lorsque l'Autriche elle-même (cf. les Mémoires de Castlereagh²) affirma la nécessité d'une Pologne indépendante, la Russie s'incorpora la presque totalité du Grand-Duché de Varsovie (c'est-à-dire de provinces naguère autrichiennes et prussiennes³) et prit ainsi une position offensive contre l'Allemagne : cette menace pèsera sur nous jusqu'à ce que nous ayons réussi à l'en chasser. Le russo-philie Haxthausen lui-même reconnaît que le cordon de forteresses de Modlin, Varsovie et Ivangorod, édifié en 1831, constitue une menace directe pour l'Allemagne.

De 1814 à 1815, la Russie a tout fait pour que soit signé, dans sa forme actuelle, le Traité confédéral allemand⁴, dont le but est d'entretenir l'impuissance de l'Allemagne vis-à-vis de l'extérieur.

¹ *L'Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg avait publié le 16 juin 1859 cette circulaire datée du 27 mai 1859.

² *Mémoires et Correspondance* du vicomte Castlereagh, publiés à Londres en 1848.

³ Le Grand-Duché de Varsovie, Etat vassal formé par Napoléon Ier en 1807, en vertu du traité de Tilsit, sur un petit territoire polonais autrefois annexé à la Prusse. Après la défaite de l'Autriche en 1809, certaines des terres polonaises appartenant à l'Autriche ont été ajoutées au duché. Par décision du Congrès de Vienne en 1814-15, le territoire du Duché de Varsovie fut partagé entre la Prusse, l'Autriche et la Russie.

⁴ Traité confédéral allemand est le terme de la Constitution de la Confédération allemande adoptée par le Congrès de Vienne le 8 juin 1815.

De 1815 à 1848, l'Allemagne se trouvait placée sous l'hégémonie directe de la Russie. Certes, l'Autriche s'opposait à la Russie sur le Danube, mais exécuta toutes les volontés tsaristes en Europe occidentale, lors des congrès de Laibach, Troppau et de Vérone¹. Cette hégémonie de la Russie était une conséquence directe du Traité confédéral allemand. Lorsque la Prusse tenta de s'y soustraire en 1841 et 1842, elle fut bientôt contrainte de plier et de rentrer dans le rang. Quand éclata la révolution de 1848, la Russie envoya une circulaire dans laquelle le mouvement d'Allemagne était traité à la façon d'une révolte dans un jardin d'enfants².

En 1829, la Russie conclut avec le ministre Polignac le traité préparé dès 1823 par Chateaubriand (et reconnu publiquement par celui-ci), dans lequel la rive gauche du Rhin faisait l'objet d'un maquignonnage au profit de la France.

En 1849, la Russie ne soutint l'Autriche en Hongrie qu'à condition que celle-ci instituât la Cour Fédérale et brisât la résistance du Schleswig-Holstein ; le protocole de Londres³ assura à la Russie la succession dans la monarchie danoise à la première occasion, et lui ouvrit donc la perspective recherchée depuis Pierre-le-Grand : entrer dans la Confédération Germanique (ex-Empire).

En 1850, la Prusse et l'Autriche furent citées à comparaître par le tsar, en son tribunal de Varsovie⁴, pour qu'il leur signifiât son verdict. L'humiliation ne fut pas moins grande pour l'Autriche que pour la Prusse, bien qu'aux yeux des politiciens de cabaret la Prusse fût seule à la subir.

En 1853, lors de son entretien avec Sir H. Seymour, le tsar disposa de l'Allemagne comme si elle lui appartenait de droit héréditaire. Il pouvait, dit-il, être sûr de l'Autriche. Quant à la Prusse, il ne lui fit même pas l'honneur d'une mention.

En 1859, la Sainte-Alliance parut dissoute, lors du traité avec Louis-Napoléon; la France attaqua l'Autriche, avec l'approbation et l'appui de la Russie, et Gortchakov lança sa circulaire interdisant à l'Allemagne, sur le ton le plus insolent, de porter un secours quelconque à l'Autriche.

¹ Lors des congrès de Troppau et de Laibach, d'octobre à décembre 1820, la Russie, l'Autriche et la Prusse ont signé un protocole proclamant le droit d'ingérence armée dans les affaires intérieures des autres Etats. En particulier, l'Autriche a été autorisée à envoyer des troupes dans le royaume de Naples. Le Congrès de Vérone - dernier congrès de la Sainte-Alliance - se tint d'octobre à décembre 1822. Il adopta une décision sur l'intervention française en Espagne, prolongea l'occupation autrichienne de l'Italie et condamna les insurgés grecs. Les efforts de tous ces congrès visaient à réprimer les révolutions bourgeoises et les mouvements de libération nationale en Europe.

² Il s'agit de la lettre circulaire que le ministre russe des Affaires étrangères K. V. Nesselrode adressa aux représentants diplomatiques de la Russie dans les Etats allemands le 6 juillet 1848. Il rappelait les conventions de 1815 autorisant les interventions contre les mouvements révolutionnaires en Europe centrale.

³ Le 8 mai 1852, des représentants de la Russie, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Prusse et de la Suède, conjointement avec des représentants du Danemark, ont signé le protocole de Londres sur l'intégrité de la monarchie danoise. Il reposait sur un protocole établissant le principe de l'indivisibilité des domaines du roi de Danemark, y compris les duchés de Schleswig et de Holstein et qui fut adopté le 4 juillet 1850 et finalement signé le 2 août 1850 par les participants à la Conférence de Londres (à l'exception de la Prusse). Dans le protocole de Londres, le tsar de Russie, étant un descendant du duc Karl Peter Ulrich de Holstein-Gottorp qui régnait en Russie sous le nom de Pierre III, était désigné comme l'un des prétendants légitimes au trône de Danemark, qui avait renoncé à leur droit en faveur du duc Christian de Glücksburg, proclamé successeur du roi Frédéric VII. Cela a créé un précédent pour les revendications ultérieures du tsar russe sur le trône danois en cas d'extinction de la dynastie Glücksburg.

⁴ En mai et octobre 1850, des conférences ont eu lieu à Varsovie avec la participation de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Elles avaient été suggérées par l'empereur russe parce que la lutte entre l'Autriche et la Prusse pour la suprématie en Allemagne s'était intensifiée. Au cours des conférences, l'empereur russe avait agi comme un arbitre entre l'Autriche et la Prusse et, par son influence, avait forcé la Prusse à renoncer à toute tentative d'unir politiquement les Etats allemands sous sa suprématie.

Et la conclusion d'Engels ne manque pas **d'accents bellicistes...**

Voilà ce dont les Russes nous ont gratifié depuis le début du siècle et ce dont il faut espérer que les Allemands sauront se souvenir.

Aujourd'hui encore, l'alliance franco-russe nous menace. A elle seule, la France ne peut être dangereuse qu'à certains moments ou à condition d'être alliée à la Russie. Mais, la Russie nous menace et nous insulte constamment, et dès que l'Allemagne se rebelle, elle met en branle le gendarme français avec ses visées sur la rive gauche du Rhin.

Devons-nous — nous qui sommes quarante-cinq millions d'hommes — supporter plus longtemps que l'une de nos provinces, la plus belle, la plus riche et la plus industrielle serve tout le temps d'appât entre les mains de la Russie au gouvernement prétorien de la France ? La Rhénanie n'aurait-elle d'autre vocation que d'être perpétuellement ravagée par la guerre, afin que la Russie ait le champ libre sur le Danube et la Vistule ?

Telle est la question. Nous espérons que l'Allemagne y répondra bientôt, l'épée à la main. Unissons-nous, et nous saurons alors répondre aux prétoriens français et aux kapoutchiks (mangeurs de choux) russes.

Dans l'intervalle, nous avons trouvé un allié dans le serf russe. La lutte qui vient de s'ouvrir en Russie entre les classes dominantes et les classes opprimées de la campagne mine, d'ores et déjà, tout l'échafaudage de la politique extérieure russe, qui, du reste, n'est concevable qu'aussi longtemps qu'il n'y a aucun développement politique à l'intérieur de la Russie. Or, ces temps sont révolus.

Le développement de l'agriculture et de l'industrie, stimulé de toutes les façons possibles par le gouvernement et la noblesse, s'est accru au point qu'il est incompatible plus longtemps avec les conditions sociales existantes. Leur élimination est inéluctable ; qui plus est, cette élimination ne peut se réaliser sans changement violent. En même temps que s'écroulera la Russie telle qu'elle exista de Pierre-le-Grand à Nicolas, s'écroulera aussi sa politique extérieure.

Selon toute vraisemblance, il appartiendra à l'Allemagne d'expliquer ces choses-là aux Russes : la plume n'y suffira pas ; il y faudra l'épée. Si les choses vont jusque-là, l'Allemagne sera lavée des ignominies politiques qu'elle a commises pendant des siècles.

3.1. L'annexion de la Savoie et de Nice : bref aperçu historique

Etudes consultées :

- F. Christin & F. Vermale, *Abrégé d'histoire de la Savoie en 10 leçons*, Librairie Perrin, Chambéry, 1913 (en ligne sur le site de Gallica).
- Henri Courrière, « L'annexion et l'intégration du comté de Nice à la France (1859-1861) », SERRE édition, en ligne sur le site de hal.science.
- Paul Guichonnet, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France, Les dossiers secrets de l'annexion*, Éditions Les Savoisiennes. La Fontaine de Siloé, 1998.
- (sous la direction de) Paul Guichonnet, *Histoire de la Savoie*, Edouard Privat, Editeur, Toulouse, 1973.
- Notice de Wikipédia : *Histoire de la Savoie de 1815 à 1860*.
- Gilles Pécout, « Cavour, Napoléon III et le rattachement de Nice à la France » (en ligne sur le site de Persée).
- Franco Valsecchi, « La paix de Zurich (1859) », Revue d'histoire Moderne & Contemporaine, 1960, 7-2, en ligne sur le site de Persée.

*

1. La Savoie : quelques dates remarquables.

1559	Après les guerres d'Italie de 1536-1559, la Savoie revient, par le traité de Cateau-Cambrésis du 3 avril 1559, au duc Emmanuel-Philibert qui consolide l'Etat savoyard, gardien des passages des Alpes.	Dès 1562, la capitale est transférée de Chambéry à Turin, une décision qui inscrit désormais la Savoie dans l'histoire de la péninsule italienne.
1713	Les traités d'Utrecht du 11 avril 1713 attribuent au duc de Savoie Victor-Amédée II une partie du Milanais ainsi que le royaume de Sicile, lequel sera échangé, en 1720, contre le royaume de Sardaigne.	
1792-1814	De 1792 à 1814, la Savoie se trouve annexée par la France révolutionnaire et bonapartiste.	Le 21 septembre 1792, les troupes du général Montesquiou investissent la Savoie qui, dès le 27 novembre 1792, se trouve, par décret de la Convention, réunie à la France sous le nom de département du Mont-Blanc.
1814	Le 30 mai 1814, les Autrichiens occupent la Savoie pour le compte du roi de Piémont Sardaigne.	
1815	Traité de Paris du 20 novembre 1815 : la Savoie est restituée, avec Nice, au royaume de Piémont Sardaigne sous le règne de Victor-Emmanuel I ^{er} qui rétablit un régime de royauté absolue.	Une politique autoritaire que les Savoyards vont nommer par dérision « Le Buon Governo ».
1821	Règne de Charles-Félix du 12 mars 1821 au 27 avril 1831.	
1831	Règne de Charles-Albert de 1831 à 1849.	
1849	23 mars 1849 : Charles-Albert abdique en faveur de son fils Victor-Emmanuel II.	A partir de 1849, le Piémont devient de plus en plus italien. De 1850 à 1859, il n'y aura plus de ministre d'origine savoyarde. Un écart se creuse

donc graduellement entre les peuples de la Savoie et de la Sardaigne.

Dès octobre 1850, Cavour entre en scène avec pour objectif de réaliser l'indépendance italienne.

Les savoyards ont le sentiment de ne pas participer à l'essor économique piémontais.

Un autre mécontentement va voir le jour : il est lié à la politique de laïcisation du gouvernement de Turin qui irrite le clergé catholique de la Savoie.

2. Nice : quelques dates remarquables

1388	Le 28 septembre 1388 est signée la dédition ¹ de Nice et de son pays au comté de Savoie qui obtient ainsi l'opportunité d'un débouché maritime ² .	On est sous le règne d'Amédée VII, dit « le Comte Rouge », qui règne depuis 1383. Le contexte est celui d'un long conflit entre les partisans du duc Louis Ier d'Anjou et ceux du roi Charles III de Duras. La requête des Niçois auprès de la Savoie concernait la défense militaire de cette dernière dans le cadre de ce conflit.
1793	Le 31 janvier, la Convention annexe le comté de Nice et la principauté de Monaco pour former le département des Alpes-Maritimes.	
1838	Le pays niçois repasse sous la domination de la Savoie.	
Années 1850/60	La langue maternelle de la population est le <i>nissart</i> , une langue apparentée au provençal : dès 1848, le français et l'italien sont enseignés à égalité à l'école primaire.	La classe dirigeante pratique donc un bilinguisme français/italien sur un fond de dialecte provençal. Les journaux paraissent dans les deux langues.

*

- 21.07.58 Entrevue de **Plombières** entre Napoléon III et le comte de Cavour, premier ministre de Victor-Emmanuel II. La cession de la Savoie et du comté de Nice est la contrepartie de l'aide apportée au royaume de Piémont Sardaigne contre l'Autriche.
- 10.01.59 Dans son discours du trône devant le parlement de Turin, Victor-Emmanuel II déclare sous les applaudissements que si la Sardaigne est respectueuse des traités, il n'est pas insensible aux cris de douleur qui lui sont parvenus de nombreuses régions

¹ Terme juridique qui, en droit féodal, signifie reddition, soumission volontaire d'un peuple ou d'une commune à un souverain.

² Pour le détail sur ces événements complexes, nous renvoyons à l'étude « 1388 La Dédition de Nice à la Savoie », publiée sous la direction de Rosine Cleyet-Michaud, Geneviève Etienne, Mireille Massot, et al., aux Editions de la Sorbonne (en ligne sur le site de *OpenEdition Books*). En ligne également, l'étude de Laurent Ripart, « La « Dédition » de Nice à la Maison de Savoie : analyse d'un concept historiographique », paru en 2001 dans le n° 61 des *Cahiers de la Méditerranée*.

d'Italie.

- 26.01.59 Est signé à Turin, en secret, un traité d'alliance entre la France et le Piémont en vue de chasser les Autrichiens d'Italie. Ce traité confirme les engagements de Plombières. L'alliance entre la France et le Piémont est scellée par le prochain mariage du prince Jérôme-Napoléon (Plon-Plon) avec la princesse Clotilde de Savoie, fille de Victor-Emmanuel II¹.
- 11.07.59 Signature des préliminaires de la paix de **Villafranca** après les défaites autrichiennes de Magenta, le 4 juin et de Solferino, le 24 juin 59. Elle entraîne la démission, dès le 19 juillet, de Cavour qui est irrité par cet accord pour lequel il n'a pas été consulté.
- En Savoie, c'est l'incertitude qui règne parmi la classe politique et dans la presse. La France ne revendique plus l'annexion du duché de Savoie et de Nice.
- Diverses tendances s'expriment, favorables, les unes, en particulier dans le nord, dans les communes du Chablais et du Faucigny, à un rattachement à la Confédération helvétique et favorables, d'autres, à la France impériale. Les unes et les autres ont leurs opposants.
- Il convient de souligner le rôle du clergé catholique² en faveur de l'Empire français « protecteur de l'Eglise et du Pape ».
- 10.11.59 Signature, entre l'Autriche et la France, du **traité de Zurich** qui met fin à la guerre d'Italie. L'Autriche cède la Lombardie³ à la France qui la remet au Piémont⁴. La Vénétie reste sous domination autrichienne. Les princes d'Italie centrale sont rétablis et le pape retrouve ses droits.
- Le traité ne fait toujours mention ni de Nice, ni de la Savoie.
- *
- 21.01.60 Retour de Cavour au pouvoir. Il est resté six mois en retrait. En France, c'est Édouard Thouvenel qui a reçu, le 4 janvier 1860, le ministère des Affaires étrangères. Il sera, face à Cavour, l'un des principaux protagonistes de l'annexion de la Savoie et de Nice : une juste compensation du renforcement du Piémont Sardaigne. La France souhaite la garantie de ses frontières naturelles.
- Janvier 60 Armand Laity est envoyé par le pouvoir français en Savoie pour faire le point de la situation dans la région. Il s'y trouve bien accueilli. Une mission qu'il accomplira de nouveau en avril prochain au moment des plébiscites.
- Février 60 Des pétitions circulent en faveur d'une réunion à la Confédération helvétique, en particulier des régions du nord de la Savoie, le Chablais et le Faucigny.
- 01.03.60 Napoléon III annonce au Corps législatif son intention de « réclamer les versants français des montagnes ». L'argument est clairement celui des frontières naturelles. « En présence de cette transformation de l'Italie du Nord, qui donne à un Etat puissant tous les passages des Alpes, il était de mon devoir, pour la sûreté de nos frontières, de réclamer les versants français des montagnes. Cette revendication de territoire de peu

¹ Un mariage qui sera célébré le 30 janvier 1859 à Turin.

² Ce clergé qui était irrité par la politique antireligieuse de Cavour.

³ A l'exception des forteresses de Peschiera et de Mantoue.

⁴ Cf. les « Actes de la Conférence de Zurich. 1859 » en ligne sur le site de bibliothèque-numerique.diplomatie.gouv.fr.

d'étendue n'a rien qui doive alarmer l'Europe et donner un démenti à la politique de désintéressement que j'ai proclamée plus d'une fois car la France ne veut procéder à cet agrandissement, quelque faible qu'il soit, ni par une occupation militaire, ni par une insurrection provoquée, ni par de sourdes manœuvres, mais en exposant franchement la question aux grandes puissances. (...) L'important remaniement territorial qui va avoir lieu nous donne droit à une garantie indiquée par la nature elle-même¹. ».

12.03.60 Une convention préliminaire secrète est signée à Turin en vue de la cession de la Savoie et de Nice à la France.

15.03.60

La Suisse adresse au gouvernement français une protestation contre l'annexion des régions du Chablais et de Faucigny, une zone neutralisée depuis 1815 ainsi qu'une zone franche en matière douanière.

Cette protestation sera sans effet.

20.03.60 Une délégation de quarante et un notables savoyards est reçue aux Tuileries par Napoléon III. Ils plaident contre un démembrement de la Savoie et pour le rattachement à la France.

24.03.60 Par le **traité de Turin**, Nice et la Savoie sont annexées² à la France, à la condition d'une adhésion de la population selon le principe d'un plébiscite.

Article premier – « Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) à la France et renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs en faveur de S. M. l'Empereur des Français, à ses droits et titres sur lesdits territoires. Il est entendu entre Leurs Majestés que cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations et que les gouvernements de l'Empereur des Français et du Roi de Sardaigne se concerteront le plus tôt possible sur les meilleurs moyens d'apprécier et de constater la manifestation de ces volontés. ».

01.04.60 Le roi Victor Emmanuel s'adresse aux habitants de la Savoie et de Nice et leur annonce la prochaine annexion au territoire français.

Ce même jour, les troupes françaises entrent en Savoie et dans le pays de Nice.

« Quelque pénible qu'il me soit de me séparer des provinces qui ont fait si longtemps partie des Etats de mes ancêtres, et auxquelles tant de souvenirs me rattachent, j'ai dû considérer que les changements territoriaux, amenés par la guerre en Italie, justifiaient la demande que mon auguste allié l'empereur Napoléon m'a adressée pour obtenir cette réunion. J'ai dû en outre tenir compte des services immenses que la France a rendus à l'Italie, des sacrifices qu'elle a faits dans l'intérêt de son indépendance, des liens que les traités ont formés entre les deux pays. ».

15.04.60 Plébiscite à Nice les 15 et 16 avril 1860.

Les résultats dépassent les espérances mêmes du pouvoir français : sur 25.933 votants, on enregistre une participation de 84,4 % avec 25.743 oui (95,2 %) et 160 non (0,6 %) et 30 bulletins nuls. 15,8 % des électeurs se sont

¹ Source : Auguste Lepage, *Les discours du trône depuis 1814 jusqu'à nos jours*, p. 114 (en ligne sur Google Livres).

² Sont « réunies » selon le terme inscrit dans le traité à la demande de Cavour.

abstenus.

- 22.04.60 Plébiscite en Savoie les 22 et 23 avril : une écrasante majorité¹ se déclare pour le rattachement à la France. Les conditions du vote feront évidemment l'objet de la critique des observateurs et des historiens. Le résultat est néanmoins acquis. Les deux provinces formeront trois départements. Le comté de Nice devient le département des Alpes maritimes tandis que la Savoie est divisée entre les départements de Savoie et de Haute-Savoie².
- 12.06.60 Après la ratification par la Chambre des députés, le 29 mai, le Sénat français confirme l'incorporation des deux provinces à l'Empire. Les 16 et 17 juin 1860, des fêtes populaires se déroulent à Chambéry, à Annecy et sur tout le territoire savoyard. Le 23 juin, un décret impérial crée les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes maritimes.
- 27.08.60 Du 27 août au 5 septembre 1860, l'empereur Napoléon III et son épouse Eugénie accomplissent un voyage triomphal à travers la nouvelle province française.

¹ Sur un total de 135.449 inscrits et de 130.839 votants, 130.553 voix (soit 99,8 %) se prononcent pour l'annexion et 235 voix contre (soit 0,17 %).

² Avec la constitution, dans le nord, d'une zone franche aux frontières de la Suisse pour sauvegarder les liens économiques privilégiés de cette région avec la Confédération helvétique.

3.2. Fr. Engels, La Savoie et Nice.

Cet article d'Engels a paru le **21 février 1860** comme éditorial du *New-York Daily Tribune*.

Il répondait à une sollicitation de Marx du 28 janvier 1860 : « Si possible, rédige pour mardi (ça n'a pas besoin d'être long) quelque chose sur l'importance militaire de la Savoie (et de Nice) pour la France¹. ».

La rédaction de l'article est proche de celle du chapitre 2 de l'ouvrage d'Engels.

Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible aux pages 557-560 de MECW, vol. 16.

Alors que le gouverneur de Chambéry a clairement affirmé que le roi de Sardaigne n'a jamais envisagé la cession de la Savoie à la France², nous avons de la part du ministre des Affaires étrangères d'Angleterre l'assurance, donnée à la Chambre des Communes le 2 courant³, que le projet a été désavoué l'été dernier par le comte Walewski au nom de l'empereur des Français. Ces déclarations de Lord John Russell se réfèrent cependant à une période d'il y a plusieurs mois et ce qui a été alors nié peut maintenant être très près d'être accompli. Il est certes difficile, ou plutôt impossible, de croire que le mouvement pour l'annexion à la France, qui s'est récemment développé parmi le peuple de Savoie, soit purement d'origine autochtone. Il doit avoir été fomenté par des agents français, et doit être sanctionné, ou du moins toléré, par le gouvernement du roi Victor-Emmanuel.

La Savoie est une province de nationalité française authentique et incontestable, tout comme les cantons occidentaux de la Suisse. Les habitants parlent un dialecte français méridional (provençal ou limousin); mais la langue écrite et officielle est partout le français. Cela ne prouve cependant en rien que les Savoyards souhaitent être annexés à la France, et en particulier à la France bonapartiste. D'après les notes d'un officier allemand qui a fait une tournée militaire dans le pays en janvier 1859, le parti français n'a d'importance nulle part, sauf à Chambéry et dans les autres villes de la Basse-Savoie, tandis que la Haute-Savoie, la Maurienne et la Tarentaise préféreraient rester ce qu'elles sont, et que le Chablais, le Faucigny et le Genevois, les trois districts du nord, préféreraient former un nouveau canton de la Confédération helvétique. Mais la Savoie, étant tout à fait française, gravitera sans aucun doute de plus en plus vers le grand centre de la nationalité française, et finira par s'unir à lui, de sorte que ce n'est qu'une question de temps.

Pour Nice, le cas est différent. Les habitants du comté de Nice parlent aussi un dialecte provençal, mais ici la langue écrite, l'éducation, l'esprit national, tout est italien. La relation entre l'italien du nord et le patois du sud est si étroite qu'il est presque impossible de dire où finit l'un et où commence l'autre. Même le patois du Piémont et de la Lombardie est, dans ses inflexions, tout à fait provençal, tandis que la façon dont les mots sont formés à partir du latin est essentiellement italienne. Revendiquer Nice sur la base de ce patois ne suffirait jamais; par conséquent, on la revendique maintenant sur la base de prétendues sympathies pour la France, dont l'existence est cependant

¹ C6, p. 13.

² En référence à l'article du Times « L'Annexion de la Savoie », du 31 janvier 1860.

³ En référence au discours de John Russell devant la Chambre des Communes le 2 février 1860.

plus que problématique. Que Nice, en dépit de ces sympathies et de son patois, est tout à fait italienne, il n'y a pas de meilleure preuve que d'avoir produit le soldat par excellence de l'Italie, Giuseppe Garibaldi. L'idée que Garibaldi devienne français est assez ridicule.

La cession de ces deux provinces n'affaiblirait pas beaucoup le Piémont d'un point de vue purement financier. La Savoie est un pays pauvre, qui, bien qu'il produise les meilleurs soldats de l'armée sarde, ne paie jamais les frais de sa propre administration. Nice n'est pas beaucoup mieux lotie et, en plus, n'est qu'une petite bande de terre. Apparemment, la perte ne serait pas grande. Nice, bien qu'italienne, pourrait être sacrifiée à la consolidation de l'Italie du Nord et du Centre; et la perte d'une province étrangère comme la Savoie pourrait même être considérée comme un avantage, pour autant que les chances d'unité de l'Italie soient ainsi favorisées. Mais les choses prennent un aspect bien différent lorsqu'on les examine d'un point de vue militaire.

De Genève à Nice, la frontière actuelle entre la France et la Sardaigne forme presque une ligne droite. Au sud, la mer, au nord, la Suisse neutre coupent toute communication. Jusque-là, la position des parties dans une guerre entre l'Italie et la France semblerait égale. Mais la Savoie et Nice sont toutes deux situées au-delà de la crête principale des Alpes, qui entourent le Piémont proprement dit dans un vaste arc, et toutes deux sont ouvertes vers la France. Par conséquent, alors que, sur la frontière du Piémont et de la France, chaque partie tient un côté de la chaîne des Alpes, l'Italie tient, sur les parties nord et sud de la frontière, les deux côtés, et commande ainsi complètement les cols.

En outre, alors que, faute de trafic, toutes les routes à travers les Alpes menant du Piémont à la France sont fortement détériorées, la route sur le Mont Cenis du Piémont à la Savoie, et celle sur le Col di Tenda du Piémont à Nice, sont des grandes routes du trafic européen, et en bon état. La conséquence est que dans toutes les guerres entre la France et l'Italie, Nice et la Savoie, lorsque l'attaque venait du côté italien, ont formé des bases d'opération naturelles pour une invasion de la France; et lorsque la France a attaqué, elle a dû conquérir ces deux provinces avant de pouvoir attaquer l'Italie transalpine. Et bien que ni Nice ni la Savoie n'aient pu être tenues par les Italiens contre une armée supérieure, elles leur ont tout de même donné le temps de concentrer leurs troupes dans les plaines du Piémont et ainsi servi de sauvegarde contre la surprise.

Si les avantages militaires résultant pour l'Italie de la possession de la Savoie et de Nice se limitaient à ces avantages positifs, ils pourraient encore être sacrifiés sans inconvénient grave. Mais les avantages négatifs sont de loin les plus importants. Imaginons que le Mont-Blanc, le Mont Iseran, le Mont Cenis et le Col di Tenda soient de gigantesques piliers de pierre marquant la frontière de la France. La frontière, au lieu d'être une ligne droite comme aujourd'hui, encerclerait le Piémont en un arc immense. Chambéry, Albertville, Moutiers, les points où convergent les principales routes, seraient convertis en dépôts français. Le versant nord du Mont Cenis serait gardé et fortifié par les Français; les avant-postes des deux nations se rencontreraient sur son sommet, à deux marches de Turin. Au sud, Nice serait le centre des dépôts français, et leurs avant-postes se tiendraient à Oneglia, à quatre marches de Gênes. Ainsi, les Français seraient, même en temps de paix, aux portes mêmes des deux plus grandes villes du nord-ouest de l'Italie, et comme leur territoire entourerait presque le Piémont sur trois côtés, ils pourraient rendre impossible la concentration d'une armée italienne dans la plaine du Pô supérieur. Toute tentative de concentration des forces italiennes à l'ouest d'Alessandria serait exposée à une attaque avant que la concentration ne soit complète - en d'autres termes, à une série de défaites en détail. Ainsi, le centre de défense du Piémont serait immédiatement déplacé de Turin à Alessandria; en d'autres termes, le Piémont lui-même deviendrait incapable de se défendre sérieusement et serait à la merci des Français. C'est ce que Louis Napoléon appelle : « une

Italie libre et reconnaissante, qui, à la France seule, devra son indépendance ».

Si nous nous tournons vers le Nord, ce qui est une menace permanente pour l'Italie serait un coup fatal pour la Suisse. La Savoie devenant française, toute la Suisse occidentale, de Bâle au Grand-Saint-Bernard, serait encerclée par le territoire français, et intenable pour un jour en cas de guerre. Cette situation est si évidente que le Congrès de Vienne a résolu de neutraliser la Savoie septentrionale autant que la Suisse, et en cas de guerre, de donner aux Suisses le droit d'occuper et de défendre ce district⁴. La Sardaigne, Etat dérisoire de quatre millions d'habitants, ne pouvait s'opposer à un tel règlement; mais la France pouvait-elle ou voulait-elle permettre qu'une partie de son territoire soit ainsi placée en sujétion militaire d'un autre Etat, plus petit ? La Suisse pourrait-elle tenter, en cas de guerre, d'occuper et de prendre sous son contrôle militaire une province française ? Certainement pas. Et alors, quand cela conviendrait à la France, toute la Suisse française, le Jura bernois, Neuchâtel, Vaud, Genève, avec autant de Fribourg et de Valais qu'on le jugerait utile, pourrait être annexée aussi facilement et commodément que la Savoie et Nice; et jusqu'à ce moment, la Suisse serait autant sous le contrôle et l'influence de la France que si elle était un simple satellite. Quant à la neutralité suisse en cas de guerre, elle aura cessé au même moment. Il ne peut y avoir de neutralité quand une grande puissance guerrière est capable à tout moment d'écraser son voisin neutre.

Ce plan d'annexion de la Savoie et de Nice, d'apparence innocente, n'a d'autre sens que d'établir la domination française en Italie et en Suisse, de rendre la France prépondérante sur les Alpes. Ce petit pas une fois accompli, combien de temps faudra-t-il attendre avant de voir la tentative de rendre la France souveraine sur le Rhin également ?

⁴ En référence à la « Déclaration des puissances rassemblées au Congrès de Vienne au sujet de la Suisse. Annexe n° 11 de l'acte du Congrès de Vienne ».

3.3. Fr. Engels, *Aspirations à l'unité et chances d'unité jusque vers 1860.*

Nous reproduisons ici un **bref extrait** d'un texte de Fr. Engels connu sous le titre « **Le rôle de la violence dans l'histoire** ».

Ce document est un extrait de l'*Anti-Dürhing* paru en février-mars 1896 à l'initiative d'Edouard Bernstein.

Nous citons à partir de l'édition de la brochure parue en 1946 aux Editions sociales, section 2 : « Violence et économie dans l'établissement du nouvel empire allemand ».

Cependant, la perte de la rive gauche du Rhin, c'était l'affaiblissement non seulement de la Prusse, mais aussi de l'Allemagne. Et l'Allemagne était plus divisée que jamais. L'Autriche et la Prusse plus étrangères l'une à l'autre que jamais à cause de la neutralité prussienne dans la guerre d'Italie, la petite engeance des princes partagés entre le désir et la crainte, louchant vers Louis-Napoléon, en qui ils voyaient le protecteur d'une nouvelle Confédération du Rhin, — telle était alors la situation de l'Allemagne officielle. Et cela à un moment où seules les forces conjuguées de la nation tout entière étaient en mesure de prévenir le démembrement du pays.

Mais comment unir les forces de toute la nation ? Trois voies restaient ouvertes, après l'échec des tentatives presque toutes nébuleuses de 1848, échec qui avait néanmoins dissipé beaucoup de nuages.

La première de ces voies était l'unification réelle du pays, par élimination de tous les Etats particuliers, la voie ouvertement révolutionnaire par conséquent. En Italie, cette voie venait de conduire au but; la dynastie de Savoie s'était rangée du côté de la révolution, et ainsi elle avait empoché la couronne d'Italie. Mais nos princes de Savoie allemands, les Hohenzollern, et même leurs Cavours à la Bismarck les plus audacieux étaient absolument incapables d'un acte de cette hardiesse. Le peuple aurait tout eu à faire lui-même, et dans une guerre pour la rive gauche du Rhin, il eût sans doute été en mesure de faire le nécessaire. L'inévitable retraite des Prussiens sur le Rhin, le siège des places fortes rhénanes, la trahison, alors certaine, des princes de l'Allemagne du Sud, pouvaient réussir à déclencher un mouvement national devant lequel tout le pouvoir des dynastes se fût évanoui. Et alors Louis-Napoléon eût été le premier à rengainer l'épée. Le Second Empire ne pouvait avoir pour adversaires que des Etats réactionnaires, en face desquels il apparut en continuateur de la Révolution française, en libérateur des peuples. Contre un peuple lui-même en révolution, il était impuissant; la révolution allemande victorieuse pouvait même provoquer un choc qui entrainerait la chute de l'Empire français tout entier. C'était là le cas le plus favorable; dans le cas le plus défavorable, si les dynastes se rendaient maîtres du mouvement, on cédait temporairement la rive gauche du Rhin à la France, on montrait à tout le monde la trahison active ou passive des dynastes et on créait une crise dans laquelle il ne resterait d'autre issue à l'Allemagne que de faire la révolution, de chasser tous les princes, d'instituer la République allemande unifiée.

Vu la situation, cette voie vers l'unification de l'Allemagne ne pouvait être suivie que si Louis-Napoléon engageait la guerre pour la frontière du Rhin. Cependant, cette guerre n'eut pas lieu, pour des raisons que nous exposerons bientôt. Mais ainsi la question de l'unification nationale cessa d'être une question urgente et vitale, qui devait être résolue sur-le-champ, sous peine d'anéantissement. Provisoirement, la nation pouvait attendre.

La deuxième voie était l'unification sous l'hégémonie de l'Autriche. En 1815, l'Autriche avait gardé en bloc la configuration que lui avaient imposée les guerres napoléoniennes, celle d'un territoire compact et arrondi. Elle ne prétendait plus à ses anciennes possessions de l'Allemagne du Sud, détachées d'elle; elle se contenta de l'adjonction de territoires anciens et nouveaux qui se laissaient ajuster géographiquement et stratégiquement au noyau restant de la monarchie. La séparation de l'Autriche du reste de l'Allemagne, commencée par les barrières douanières de Joseph II, aggravée par l'administration policière italienne de François Ier et poussée à l'extrême par la dissolution du Saint Empire et l'institution de la Confédération du Rhin, demeura même après 1815 effectivement en vigueur. Metternich entoura son Etat du côté allemand d'une véritable muraille de Chine. Les douanes barraient la route aux produits matériels, la censure aux productions culturelles en provenance de l'Allemagne. D'in vraisemblables chicanes de passeport réduisaient au strict minimum la circulation des personnes. À l'intérieur, le moindre mouvement politique était prévenu par un arbitraire et un absolutisme sans exemple même en Allemagne. Ainsi, l'Autriche était restée absolument étrangère à tout le mouvement bourgeois libéral allemand. Avec 1848, la barrière, au moins morale, tomba en grande partie; mais les événements de cette année-là et leurs conséquences étaient peu propres à rapprocher l'Autriche du reste de l'Allemagne; au contraire, l'Autriche se prévalait de plus en plus de sa position indépendante de grande puissance. Ainsi il arriva que, bien que les soldats autrichiens fussent aimés dans les forteresses fédérales alors que les Prussiens y étaient haïs et tournés en ridicule, bien que l'Autriche jouît de prestige et de popularité dans le Sud et l'Ouest à prédominance catholique, personne ne pensait sérieusement à une unification de l'Allemagne sous la domination de l'Autriche, en dehors de quelques princes allemands petits et moyens.

Comment aurait-il pu en être autrement ? L'Autriche elle-même avait tout fait pour ça, bien qu'elle nourrît secrètement des rêves impériaux romantiques. La frontière douanière autrichienne était, avec le temps, demeurée la seule séparation à l'intérieur de l'Allemagne et en était d'autant plus sensible. Sa politique indépendante de grande puissance n'avait aucun sens si elle ne signifiait pas l'abandon des intérêts allemand en faveur des intérêts spécifiquement autrichiens, c'est-à-dire italiens, hongrois, etc. Après la révolution comme avant, l'Autriche demeurait l'Etat le plus réactionnaire de l'Allemagne, le plus réfractaire au courant moderne et, en même temps..., la dernière grande puissance spécifiquement catholique. Plus le régime d'après les journées de Mars tentait de restaurer l'ancien pouvoir des curés et des jésuites, plus son hégémonie sur un pays aux deux tiers protestant devenait impossible. Et, finalement, une unification de l'Allemagne sous la domination autrichienne ne pouvait se faire qu'en démembrant la Prusse. Chose qui, en elle-même, ne serait pas un malheur pour l'Allemagne; mais le démembrement de la Prusse par l'Autriche eût été tout aussi funeste que le serait le démembrement de l'Autriche par la Prusse avant le triomphe imminent de la révolution en Russie (après lequel il est superflu de démembrer l'Autriche : devenue inutile, elle s'écroulera d'elle-même).

En bref, l'unité allemande sous l'aile de l'Autriche était un rêve romantique et elle se révéla comme telle lorsque les princes allemands petits et moyens se réunirent à Francfort en 1863 pour proclamer l'empereur Joseph d'Autriche, empereur d'Allemagne. Le roi de Prusse se borna à ne pas venir et la comédie impériale tomba misérablement à l'eau.

Restait la troisième voie : l'unification sous la direction de la Prusse. Et celle-ci, puisqu'on l'a suivie en fait, nous fait redescendre du domaine de la spéculation sur le terrain plus solide, bien qu'assez sordide, de la politique pratique, de la « politique réaliste »

4. Karl Marx et Friedrich Engels : tranches de vie

10. Les années 1860-1861 : l'affaire Vogt – maladie et détresse financière – la Hollande et Berlin – reprise des travaux de son *Economie*

En 1860, Marx a 42 ans. Engels en a 40.

Ces deux années vont être consacrés à l'affaire Vogt¹.

11.01.60 Marx communique à Engels un courrier qu'il a reçu de Ferdinand Freiligrath à propos de Wilhelm Reiff, l'un des condamnés du procès de Cologne d'octobre/novembre 1852 avec lequel son interlocuteur vient de rompre brutalement en raison d'un mandat d'arrêt « pour attentat à la pudeur ».

Le propos soulève l'ironie de Marx à l'adresse de Freiligrath, le « rimailleux à la grosse bedaine », écrit-il².

Marx commente surtout le double mouvement contre l'esclavage aux Etats-Unis et le servage en Russie : « A mon sens, ce qui se passe actuellement de plus important dans le monde c'est, d'une part, le mouvement des esclaves d'Amérique³ (...) et, d'autre part, le mouvement des serfs en Russie. (...) Voilà donc enclenché le mouvement « social » à l'Ouest et à l'Est. Ajouté à l'effondrement imminent en Europe centrale, tout cela va être grandiose. ».

Par ailleurs, il se trouve toujours sous la pression de ses créanciers : « Si cela continue, j'avoue ne plus savoir comment tenir le coup. Ces dérangements continuels sont dramatiques, car je n'avance pas d'un pouce dans mon travail⁴. »

25.01.60 Marx a pris connaissance de la parution de la brochure de Karl Vogt⁵.

A Engels : « As-tu déjà eu vent de la brochure de Vogt qui contient les plus infâmes saloperies contre moi ? Et dire que le bourgeois teuton accueille le bouquin avec allégresse ! La première édition est déjà épuisée. Hier la *National-Zeitung* en a publié un long extrait ordurier dans un éditorial. (Peux-tu par hasard m'expédier rapidement ce numéro de la *National-Zeitung* ? Je n'ai pu, pour ma part, me le procurer ici⁶). Que dois-je faire maintenant ?⁷ ».

Et de solliciter son ami pour un nouvel article en vue du *New-York Daily Tribune*.

¹ Nous renvoyons aux pages de **notre fascicule 33**, en particulier au chapitre 1 qui recense la chronologie des événements et l'histoire du manuscrit.

² C6, p. 4. Une tension sensible dans cette autre confidence à Engels : « Il faut que j'évite actuellement de rencontrer cette grosse bedaine. Car vu la fureur dans laquelle me met l'ordure de Vogt, et Freiligrath y est pour beaucoup - ça pourrait facilement donner lieu à de violentes explosions. » (C6, p. 13). Les relations entre Marx et Freiligrath seront tendues tout au long de l'affaire Vogt en raison des réserves que Freiligrath ne cessera de manifester au cours de événements. En vérité, Freiligrath était embarrassé par les jugements tenus par Marx dans son *Herr Vogt* à l'égard de James Fazy dont il était dépendant au titre de gérant de la succursale londonienne de la Banque générale suisse dont Fazy était le directeur.

³ En référence avec une tentative insurrectionnelle dirigée par l'abolitionniste américain John Brown en octobre 1859 en Virginie. Son échec lui vaudra d'être condamné à mort et pendu le 02.12.1859. Les soulèvements se multiplient aux Etats-Unis qui se trouvent peu à peu au bord de la guerre civile.

⁴ Marx évoque ici la rédaction du second cahier de la *Contribution à la critique de l'économie politique* (C6, p. 5).

⁵ La brochure de C. Vogt avait paru en décembre 1859, à Genève, sous le titre *Mon procès contre l'Allgemeine Zeitung*.

⁶ Les 22 et 25 janvier, ont paru, dans le journal berlinois *Die National-Zeitung*, sous la plume de Friedrich Zabel, son rédacteur en chef, deux éditoriaux qui reproduisent l'essentiel des accusations de Carl Vogt contre Marx.

⁷ C6, p. 7.

26.01.60 Engels approuve l'importance des événements aux Etats-Unis : « Ton point de vue sur l'importance du mouvement des esclaves en Amérique et en Russie se voit dès maintenant confirmé. L'histoire de Harpers-Ferry¹ avec son épilogue au Missouri porte ses fruits; partout les *Nigger* libres du Sud sont chassés des Etats et (...) je viens de lire que les planteurs auraient apporté leur coton au plus vite dans les ports pour se prémunir contre les conséquences possibles de l'affaire de Harpers-Ferry². ».

28.01.60 Marx a commandé la brochure de Vogt. A Engels : « Dès que nous aurons ce truc en main, il faudra voir que faire. (...) Vogt me traite tout à fait *en canaille* et avec un *dis-tingué* mépris. Ce gremlin essaie de faire croire au philistin allemand que je vis ici comme une espèce de Dr Kuhlmann³ aux crochets des travailleurs, etc. (Je ne dis naturellement pas un mot à ma femme de toutes ces crasses.)⁴. ».

Il suggère à Engels de prendre lui-même contact avec Ferdinand Lassalle au prétexte de la parution à Berlin d'un nouvel hebdomadaire militaire. « Il nous faut maintenant à tout prix une liaison avec Berlin », estime-t-il, ajoutant : « Selon la réponse que te fera Lassalle, nous verrons si nous devons continuer à marcher avec lui ou non. (...) Je pense qu'un peu de diplomatie maintenant s'impose – au moins pour savoir avec certitude où nous en sommes. Comparé à d'autres, Lassalle est quand même encore un cheval-vapeur⁵. ».

Il ajoute : « Dans les lettres qu'il m'a adressées, Lassalle s'est trop enfoncé pour faire complètement volte-face. En tout cas, il faut essayer d'obliger notre type à prendre une position nette – ou bien ou bien. ».

Il annonce par ailleurs à Engels qu'il a été invité ce prochain 6 février à la fête anniversaire de l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands : « Dans les circonstances actuelles, j'accepte naturellement l'invitation; ainsi sera effacée la dernière trace de nos vieilles histoires avec la canaille ouvrière⁶. »

Fin janvier C'est Ferdinand Lassalle qui prend l'initiative de renouer avec Marx. Il s'excuse du retard de sa réponse à la dernière lettre de Marx qui date du 22 novembre dernier. En cause, la délicate question italienne. Mais l'actualité consiste bien sûr dans l'affaire Vogt, qui, écrit-il, « a manifestement beaucoup d'effet sur l'opinion publique. Ce tableau infligera un grave préjudice à toi-même, voire à l'ensemble de notre parti car il est assez habilement recouvert de demi-vérités pour qu'à des yeux mal exercés son ensemble paraisse représenter toute la vérité. En bref, il faut faire paraître une réfutation quelconque. ».

Lassalle n'est pas moins critique à l'égard de Marx.

« Pour ce qui est du motif immédiat du différend, écrit-il, il ne faut pas se dissimuler que l'affaire est assez à ton désavantage ». Il reproche ainsi à Marx d'avoir accordé trop de crédit aux affirmations de Karl Blind : « Il y a donc bien *culpa* de ton côté. ». Vogt ne fait en somme que répondre à une grave atteinte à son honneur : « Si tu n'avoues pas toi-même ton tort, si tu cherches à maintenir une suspicion à l'égard de Vogt, sans preuve effective, le public ici ne verra que la démonstration d'une animosité intolérable et d'une mauvaise foi, et de ce fait, ne croira pas un mot de ce que tu écriras. ».

Lassalle s'étonne au passage de la lenteur de Marx à faire parvenir la suite de son manuscrit à l'éditeur Duncker. Il note : « J'ai personnellement intérêt à ce qu'elle paraisse aussi vite que possible. Car, une fois que ta publication a commencé,

¹ L'arsenal de Harpers-Ferry que John Brown et ses partisans avaient tenté d'occuper.

² C6, pp. 8-9.

³ Lequel Georg Kuhlmann, qui se révélera être un agent provocateur stipendié par le gouvernement autrichien, avait prêché en 1845-1846 dans les communautés suisses des adeptes de Weitling, annonçant la proche venue d'un nouveau Royaume de Dieu sur terre. La critique de ses divagations mystiques fait l'objet d'une sévère démonstration de Moses Hess intégrée au dernier chapitre de *l'Idéologie allemande* sous le titre « Le Dr Georg Kuhlmann de Holstein ou la prophétie du socialisme vrai ». (Éditions sociales, Paris 1968, pp. 587-597).

⁴ C6, pp. 10-11.

⁵ Engels n'écrira pas cette lettre (*Correspondance Marx Lassalle*, PUF 1977, p. 280, note 1).

⁶ C6, p. 11.

je suis à peu près obligé d'attendre qu'elle se poursuive, avant de commencer la rédaction de mon propre ouvrage¹. ».

Il termine par des propos très sévères à l'égard de W. Liebknecht qu'il accuse de faute politique grave pour avoir écrit dans *l'Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg, un « feuille gouvernementale foncièrement réactionnaire ». Le parti, réclame-t-il, doit cesser toutes relations « avec de tels individus². ».

30.01.60 Marx ne tarde pas à répondre (brièvement) à Ferdinand Lassalle : « Je ne comprends pas bien ton argumentation concernant Vogt. Je vais écrire une brochure, dès que j'aurai son ordure. Mais je déclarerai en même temps dans l'avant-propos que je me fiche éperdument du jugement de *ton public allemand*. ».

A propos de son *Economie* : « Mon ouvrage d'économie politique – quand le deuxième fascicule sera paru, ne contiendra que la fin de la section I du livre I, et il y aura 6 livres³. Tu ne peux donc pas attendre *qu'il soit achevé*. Cependant, il est dans *ton propre intérêt* d'attendre le fascicule suivant qui contient la *quintessence*. S'il n'est pas encore à Berlin, c'est la faute de circonstances effroyables⁴. »

Quant à Liebknecht : « Il est un homme honorable. *L'Allgemeine Zeitung* vaut bien à mes yeux la *National-Zeitung* et la *Volks-Zeitung*. ».

31.01.60 Engels presse Marx de ne pas se laisser distraire par sa polémique avec Vogt et de poursuivre la rédaction de son *Economie* : « La prochaine parution de ton deuxième fascicule est la chose la plus importante et j'espère que tu ne vas pas te laisser entraver dans ton travail par l'histoire de Vogt. Sois donc, pour une fois, un peu moins consciencieux dans ce que tu écris; c'est toujours beaucoup trop bien pour ce public de minables. L'essentiel c'est que le truc soit rédigé et paraisse; ces ânes ne remarquent sûrement pas les faiblesses qui te sautent aux yeux; et s'il survient une période agitée, quel bénéfice tireras-tu que tout ton travail soit interrompu avant que tu aies fini « Le capital en général » ? Je sais très bien tous les autres dérangements qui peuvent venir à la traversee; mais je sais aussi que la principale cause de retard réside toujours dans tes propres scrupules. En fin de compte, il vaut tout de même mieux que ça paraisse plutôt que ça ne paraisse pas du tout à cause d'hésitations de ce genre⁵. ».

Ce même jour, Marx adresse à Engels la lettre qu'il a reçue de Ferdinand Lassalle. « Nous ne nous en sortons pas sans un pamphlet qu'il *nous* faut écrire *ensemble*. (...) La jubilation de la presse bourgeoise ne connaît plus de bornes et le ton de la lettre de Lassalle (...) montre bien l'effet produit sur le public⁶. ».

Il a, par ailleurs, très brièvement et très froidement, rencontré Freiligrath pour lui demander une copie du pamphlet de Carl Vogt. En vain, car Freiligrath⁷ n'en a pas été le destinataire.

¹ L'étude de Lassalle paraîtra à Berlin en 1864 sous le titre « Monsieur Bastiat-Schulze von Delitzsch, le Julien économique, ou capital et travail ».

² *Correspondance Marx Lassalle*, PUF 1977, pp. 275-279.

³ Une claire évocation, la première dans sa correspondance, du *Capital* à venir.

⁴ C6, pp. 14-15.

⁵ C6, p. 19. Son argumentation est claire : nous ne disposons pas d'appuis suffisants dans la presse de l'émigration; il est donc indispensable d'assurer d'abord notre renom intellectuel qui nous assure une certaine autorité lorsqu'il s'agira de multiplier les déclarations.

⁶ C6, p. 21.

⁷ Lequel lui a répondu, sur un ton « on ne peut plus mélodramatique » que « Vogt n'est pas mon ami » (C6, p. 21).

- Début février Ferdinand Lassalle rassure Marx sur le contenu polémique de leurs derniers échanges : « Hoho, mon ami ! De quoi aurais-je dû prendre ombrage, dans ta dernière lettre ? Ou alors j'aurais dû être un monstre de subjectivisme pathologique. Car elle ne contenait rien qui fût blessant. »
- Il ne lui déclare pas moins qu'il est « assurément contre la procédure » engagée contre la *National-Zeitung* : « Elle ne donnera aucun résultat favorable (...) Une réfutation est bien plus nécessaire qu'un procès. En outre, le procès donnerait encore plus de publicité à l'affaire, et il ferait jaser à l'entour (...) Ce n'est que quand ta brochure sera écrite et imprimée que tu seras prêt à entrer en lice. ».
- Il termine sa lettre par ce post-scriptum amical : « Je parcours cette lettre, et juge tout à fait impossible que tu puisses de ton côté en éprouver une impression blessante ou, de manière générale, y voir quoi que ce soit qui ne soit pas la marque de *l'amitié la plus sincère et la plus cordiale*¹. ».
- 01.02.60 Engels à propos de F. Lassalle : « Ce type-là est lui-même déjà à moitié bonapartiste; d'ailleurs il semble que flirter avec le bonapartisme soit à l'ordre du jour à Berlin, ce qui fait que Monsieur Vogt trouve certainement là-bas un terrain favorable. (...) Impossible de discuter avec des gens comme ça. Lassalle semble débiter ces longs et fades laïus aussi naturellement qu'il chie et peut-être le fait-il plus facilement encore. Que répondre à de telles fadaïses et à cette sagesse de bazar ? Les merveilleux conseils que ce type-là nous donne !². ».
- 02.02.60 Engels à propos de la lettre de F. Lassalle qu'il a lue à Lupus : « Je me suis vraiment rendu compte du philistinisme et de l'arrogance de ce type. (...) Jusque dans la plus infime saloperie, ce type-là incarne l'esprit absolu dans la vieille tradition hégélienne; tout comme en économie il prétend se situer en tant qu'unité supérieure entre les deux termes d'une contradiction finie, entre toi et les économistes, il se situe maintenant, en tant qu'unité supérieure, entre toi et Vogt³. ».
- 03.02.60 Marx annonce à Engels son intention de porter plainte contre la *National Zeitung* et de lui intenter un procès en diffamation⁴ : « L'attaque (de Vogt) contre moi – il cherche manifestement à me faire passer pour un salopard de bourgeois sans importance – (c'est ce qui ressort de tout ce que je sais jusqu'à présent par oui-dire) veut être le *grand coup* de la démocratie bourgeoise vulgaire et en même temps de la racaille russo-bonapartiste contre notre parti tout entier. Il faut également répondre par un *grand coup*⁵. ».
- A Engels, dans la même lettre : « Pour le reste (...) je rédige mon « Capital ». Si je m'y mets résolument, il sera terminé dans 6 semaines et, après le procès, *ça marchera fort*⁶. ».
- Il lui annonce sa prochaine arrivée à Manchester : « Dès que la camelote de Vogt arrive, je vais passer, dans la semaine *qui suit*, quelques jours chez toi pour tout mettre au point. ».
- Marx s'adresse à Joachim Lelewel dans le cadre de l'affaire Vogt, lequel, lui écrit-il, « falsifie tout mon passé » et sollicite de sa part une lettre privée « dans laquelle vous m'assurez de votre amitié et me donnez

¹ *Correspondance Marx Lassalle*, PUF 1977, pp. 281-285.

² C6, p. 23.

³ C6, p. 24.

⁴ Le journal avait reproduit un large extrait du pamphlet de Vogt.

⁵ C6, p. 26.

⁶ Sic. Marx ne prend pas encore la mesure de l'énergie qu'il va devoir déployer dans l'affaire Vogt.

votre témoignage quant à la nature des relations honorables que j'ai entretenues à Bruxelles avec l'émigration polonaise¹. ».

04.02.60 Parution sous forme de tract d'une déclaration de Marx sur Vogt destinée au départ au rédacteur de la *Free Press*² : Marx y accuse Karl Blind d'infâmes mensonges³ et de complicité avec Vogt.

Le texte sera suivi d'une lettre ouverte que Marx adressera le 6 février à la rédaction de la *Volks-Zeitung*. Il y annonce son procès en diffamation contre la *National-Zeitung* de Berlin⁴.

Ce même jour, Marx écrit au rédacteur de la *Free Press* où avait paru, le 27 mai 1859, un article intitulé *The Grand-Duke Constantine to be King of Hungary*⁵. L'article dénonçait, mais sans le nommer, Carl Vogt comme un agent bonapartiste. « J'affirme, écrit-il, que l'auteur de cet article était Monsieur Karl Blind ». Il affirme par ailleurs que le tract qui a ensuite paru sous le titre *Zur Warnung* a bien été imprimé dans les locaux de l'imprimerie Hollinger et que les dénégations de Karl Blind sont des mensonges. Il s'appuie sur le témoignage du typographe August Vögele. Il termine en affirmant : « Je dis et je répète que le susnommé Karl Blind est un *infâme menteur*. Dans l'hypothèse où j'aurais tort, il est aisé de me confondre en portant l'affaire devant un tribunal anglais⁶. ».

Engels annonce à Marx qu'il a commencé la rédaction de sa brochure *La Savoie, Nice et le Rhin*. « Cette fois, je signe « l'auteur de *Po and Rhein* » afin d'assurer solidement la réputation de cette personne en matière de littérature militaire. ». Il ajoute : « Si je mettais mon nom, ce serait aussitôt *la conspiration du silence*⁷. ».

Elle fait suite à *Le Pô et le Rhin*.

06.02.60 Marx participe au banquet du 20^e anniversaire de l'*Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands* fondée à Londres en 1840⁸ : il y fait voter une motion unanime contre Vogt.

Marx adresse à Franz Duncker sa déclaration « *Offener Brief in Sachen Vogt und Berliner National-Zeitung* » afin qu'il la diffuse dans plusieurs journaux allemands⁹.

Lettre ouverte de Marx à la rédaction de la *Volks-Zeitung*. Il récusé avec insistance la déclaration de Vogt selon laquelle il serait,

¹ C6, pp. 29-30.

² Le texte, paru en anglais, s'intitule « Le Procès contre l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg ». Cf. MEW, vol. 14, pp. 694-695. La lettre de Marx au rédacteur de la *Free Press* se trouve aux pages 33-35 de C6.

³ Lequel Karl Blind, rappelons-le, avait nié être l'auteur du tract « *Zur Warnung* » qui est à l'origine de toute l'affaire Vogt.

⁴ La lettre paraîtra dans l'édition du 10 février de la *Volks-Zeitung* sous le titre « *Offener Brief in Sachen Vogt und Berliner National-Zeitung* ». Elle se trouve reproduite aux pages 36-37 de C6. Marx adresse ce même 6 février une lettre de protestation au rédacteur du *Daily Telegraph* qui avait publié l'article d'un certain Karl Abel reprenant les propos calomnieux de Vogt. Le *Daily Telegraph* refusera toutefois de publier la déclaration de Marx. (C6, p. 37).

⁵ *Le Grand Duc Constantin, futur roi de Hongrie*.

⁶ C6, pp. 33-35.

⁷ C6, p. 31. La brochure d'Engels paraîtra en avril 60 à Berlin, sans nom d'auteur.

⁸ L'association culturelle de la Great Windmill Street. Marx, Engels et leurs amis proches en avaient démissionné le 17 septembre 1850.

⁹ La *Kölnische Zeitung*, le *Frankfurter Journal*, la *Reform* de Hambourg et l'*Allgemeine Zeitung* de Augsbourg. Le texte parut dans la *Volks-Zeitung* du 10 février 1860.

lui, Marx, l'auteur du tract « Zur Warnung¹ ».

Lettre ouverte de Marx à la rédaction du *Daily Telegraph*. Il la somme de se rétracter, « à moins que vous ne souhaitiez être poursuivi pour diffamation² ».

Un article du journal paru le 6 février 1860³ a en fait reproduit les données parues dans *La National Zeitung* de Berlin des 22 et 25 janvier 1860. Marx s'y trouvait dénoncé comme « un allié de la police secrète » et l'article reproduisait les médisances sur des extorsions de fonds au détriment des réfugiés.

- 08.02.60 Marx s'adresse à Ferdinand Freiligrath au nom, écrit-il, « de notre vieille camaraderie de parti et de notre vieille amitié personnelle⁴ ». Il lui communique la déclaration faite sous serment devant la justice anglaise par le typographe Johann Friedrich Wiehe à propos de la publication du tract « Zur Warnung » qu'il attribue officiellement à Karl Blind⁵.
- 09.02.60 Marx à Engels : il lui adresse de durs propos à l'égard de Ferdinand Lassalle, rappelant le refus qu'avait prononcé, en juin 1850, la section de Cologne de la *Ligue des Communistes* d'accorder à Lassalle son inscription au parti. Freiligrath, « ce gros ventru », n'est pas moins maltraité en raison de « sa conduite la plus misérable⁶ » : « cet animal croit-il que je ne suis pas capable, si je le veux, de l'enfoncer jusqu'au raz des cheveux dans la poix et le soufre ? ». Il ajoute : « Freiligrath excepté, presque tout le monde se comporte dans cette crise de manière correcte avec moi, même des personnes éloignées⁷. ».
- 10.02.60 Parution dans la *Volks-Zeitung* de la déclaration de Marx datée du 6 février et intitulée *Offener Brief in Sachen Vogt und Berliner National-Zeitung*.
- 11.02.60 Ernest Jones adresse à Marx une lettre de solidarité : « J'estime, écrit-il, qu'il est du devoir de quiconque s'est trouvé en relations avec vous de rendre hommage à la valeur, à l'honnêteté et au désintéressement de votre caractère. (...) Permettez-moi d'espérer que vous châtierez sévèrement votre indigne et lâche diffamateur⁸. ».
- 13.02.60 Marx confie à un avocat berlinois, le Conseiller de justice Weber, sa défense dans le procès en diffamation qu'il intente à la *National-Zeitung*⁹. Les articles incriminés sont deux éditoriaux des 22 et 25 janvier 1860 (respectivement les numéros 37 (« Karl Vogt und die *Allgemeine Zeitung* ») et 41 (« Wie man radikale Flugblätter mach¹⁰ »).
- Marx détaille à l'adresse de Weber les éléments de ces articles qui relèvent de la diffamation, et notamment le fait que dans l'éditorial du 25 janvier, Marx et « le petit groupe de ses partisans » sont

¹ C6, pp. 36-37.

² C6, p. 37. Cette lettre ne fut pas publiée par le *Daily Telegraph*.

³ Un article de Karl Abel intitulé « Les auxiliaires journalistiques de l'Autriche ».

⁴ Une précision pertinente compte tenu de la progressive dégradation de leur relation personnelle au fil de l'affaire Vogt.

⁵ C6, pp. 41-42. « Je te prie, pour le moment, précise-t-il, de ne communiquer à personne cette copie de l'affidavit. Tu n'ignores pas les conséquences judiciaires de ce texte ici, en Angleterre ». Le typographe August Vögele signera pour sa part, le 12 février, un affidavit par lequel il reconnaissait que Karl Blind était bien l'auteur du tract « Zur Warnung » paru le 18 juin. (On nomme un affidavit « une déclaration écrite, signée, affirmée sous serment devant un fonctionnaire qualifié pour la recevoir » - Cf. le TLFi)

⁶ En raison, comprenons, de son silence à propos de l'affaire Vogt.

⁷ C6, p. 47.

⁸ La lettre se trouve reproduite parmi les annexes de *Herr Vogt*, op.cit., tome 3, pp. 125-126.

⁹ Sa lettre (C6, pp. 53-59) détaille longuement les pièces du dossier dont il dispose. On devine que toutes ces démarches (ne fût-ce que la correspondance qu'elles exigent) sont coûteuses. Engels ne manquera pas de pourvoir aux besoins.

¹⁰ « Comment on fabrique des tracts extrémistes ».

accusés d'avoir eux-mêmes rédigé le pamphlet « Zur Warnung » pour l'attribuer ensuite frauduleusement à Blind¹.

Ce même jour, Marx reçoit enfin le pamphlet de Vogt. A Engels : « de la merde, rien que de la merde² ».

Et financièrement : « Je suis à sec. ».

15.02.60 Karl Heinrich Schaible, l'ami de Karl Blind, publie dans le *Daily Telegraph* une déclaration dans laquelle il affirme être l'auteur du tract *Zur Warnung*.

Marx commentera l'événement dans sa lettre du 7 mars prochain à Charles Dobson Collet, le rédacteur en chef de *Free Press* : « Que Blind soit ou non responsable de la « rédaction » du tract, *lui écrit-il*, c'est une question dont je n'ai pas à me préoccuper. Il en est effectivement l'auteur au sens *juridique* du terme³. ».

Du 16 février au 27 mars, Marx séjourne à Manchester⁴ pour mettre au point avec Engels et Wilhelm Wolff (Lupus) la riposte contre Vogt.

20.02.60 Engels adresse à l'éditeur Franz Duncker le manuscrit de sa brochure *La Savoie, Nice et le Rhin*.

Duncker refusera d'éditer l'ouvrage sans mention du nom de l'auteur, comme le souhaitait Engels. A vrai dire, Duncker, proche sous cet angle de Lassalle, ne partageait pas les analyses d'Engels sur la question d'Italie. Engels en est du reste conscient, écrivant : « Si toutefois vos objections de principe devaient se référer à la brochure de Lassalle sur l'Italie⁵, dont d'ailleurs je ne partage pas le point de vue sur ce sujet, je reconnais dans ce cas que de tels scrupules de votre part vous honorent, mais je sais aussi que Lassalle est bien le dernier à souhaiter qu'on en tienne compte. C'est pourquoi je vais lui écrire; je suis persuadé qu'il se sentirait offensé qu'on puisse le croire capable de mettre la moindre entrave à la publication d'un écrit dont la conception diverge avec la sienne⁶. ».

Le même jour, Engels écrit, en effet, à Ferdinand Lassalle pour l'informer des réticences de Duncker : « Connaissant votre objectivité, je suis certain que vous ressentiriez comme une offense qu'on vous croie tant soit peu susceptible de souhaiter mettre sous le boisseau un écrit, sous le prétexte qu'il adopte un point de vue divergent du vôtre sur cette question⁷. ».

21.02.60 Marx adresse à la direction de *Allgemeine Zeitung* un « courrier confidentiel » qui lui fournit l'occasion de souligner le peu d'attention que le journal a réservé à ses déclarations publiques en comparaison avec les propos de ses adversaires⁸.

23.02.60 Marx s'adresse longuement à F. Freiligrath pour se plaindre des silences de ce dernier. Il écrit de Manchester : la démarche est donc concertée avec Engels. Il n'hésite pas à pratiquer un peu de chantage : « Tu sais que je détiens 200 lettres de toi, c'est dire que j'ai, le cas échéant, suffisamment de preuves de tes rapports avec moi et avec le parti. ».

¹ C6, pp. 53-59.

² C6, p. 60.

³ C6, p. 126.

⁴ Le voyage sera financé par Engels lui-même, qui ajoutera une certaine somme pour les besoins de la famille à Londres. (C6, p. 52)

⁵ La brochure de Lassalle « La Guerre d'Italie et la mission de la Prusse. Une voix venue de la démocratie », parue chez Franz Duncker en 1859. Nous en proposons la traduction au chapitre 3 de notre **fascicule 32**.

⁶ C6, p. 64. La brochure paraîtra finalement chez un autre éditeur berlinois G. Behrend en avril 1860.

⁷ C6, p. 65.

⁸ C6, pp. 68-69.

Sur l'attitude critique de Freiligrath envers Liebknecht¹ : « il m'a semblé mesquin qu'un homme de ta notoriété et de ta position sociale prenne aussi peu de gants avec un membre obscur du parti, qui niche dans une mansarde, et avec lequel tu as entretenu jusque-là des relations cordiales. ».

Marx reproche surtout à Freiligrath sa déclaration du 15 novembre 59 dans l'*Allgemeine Zeitung* qui donne l'impression d'une rupture avec lui et avec le parti. « Au procès de Londres, je peux te faire citer comme témoin sans ta permission (...) D'autre part, et je te le dis sans détour, je ne peux me résoudre à perdre, à cause de malentendus ridicules, l'un des rares hommes que j'aie aimés comme *un ami* au sens le plus noble du mot. ».

Reconnaissant ses torts éventuels, Marx prie Freiligrath de ne plus rester en retrait. « (...) Vogt, écrit-il, exploite ton nom à des fins politiques et fait semblant d'être assuré de ton assentiment pour salir le parti entier qui s'honore de te compter parmi les siens. (...) Alors que nous avons tous deux conscience d'avoir, chacun à notre manière et faisant fi de nos intérêts personnels, brandi des années durant pour les motifs les plus nobles la bannière de la « *classe la plus laborieuse et la plus misérable* » bien haut au-dessus de la tête des philistins, ce serait à mon sens pécher contre l'histoire que de nous brouiller pour des vétilles – qui se ramènent toutes à des malentendus². »

Marx à Ferdinand Lassalle, ce même 23 février : « La « grande quantité de vérité » que tu as découverte dans le roman de Vogt me surprend, je dois le dire, depuis la lecture de ce livre; de même les *timides* conseils que tu m'as donnés³. ».

24.02.60 Marx envoie à son avocat berlinois, le Conseiller de justice Weber, de longues mises au point sur l'origine et le déroulement de l'affaire Vogt⁴.

27.02.60 Marx renoue avec Karl Schapper et obtient de ce dernier qu'il rende publique et officielle⁵ une déclaration selon laquelle Marx n'a jamais été en relation avec l'agent français Cherval, alias Joseph Crämer, qui en 1851-1852 s'était infiltré dans le groupe Schapper-Willich avant de s'en faire exclure.

28.02.60 Freiligrath répond à la récente lettre de Marx du 22 février. S'il se réjouit de la persistance de leur amitié personnelle, il persiste à décliner catégoriquement toute intervention dans l'affaire Vogt. « Cette affaire me répugne », lui écrit-il « quoi que tu puisses me dire de sa portée⁶. »

Il commente par ailleurs la rupture de ses relations avec le parti : « Quand, à la fin de 1852, à la suite du procès de Cologne, la Ligue des Communistes a été dissoute, je me suis libéré de tous les liens que m'imposait le parti en tant que tel, et je n'ai plus entretenu de relations personnelles qu'avec toi, l'ami et le camarade dont je partageais les convictions. (...) Ainsi, mes rapports avec le parti ont, en fait, depuis longtemps cessé d'exister, nous ne nous sommes jamais là-dessus induits mutuellement en erreur, c'était là une sorte de convention tacite entre nous. (...) Le parti ressemble à une cage, et les chants même pour le parti, il vaut mieux les chanter hors de la cage qu'à l'intérieur. ».

¹ Pour rappel, c'est W. Liebknecht qui, en juin 59, avait envoyé à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg le tract « Zur Warnung » de Karl Blind qui dénonçait Karl Vogt comme agent bonapartiste et qu'il avait découvert dans les locaux de l'imprimerie de *Das Volk*. En septembre 59, il avait assuré à l'*Allgemeine Zeitung* qu'en cas de procès de la part de Vogt, Marx et Freiligrath étaient prêts à lui apporter leur témoignage, ce qui avait irrité ce dernier.

² C6, pp. 69-73.

³ C6, p. 73.

⁴ C6, pp. 74-94. Un dossier très important, on le constate.

⁵ Karl Schapper fera cette déclaration sous serment dès le 01.03.1860 devant le tribunal de police de Bow Street à Londres.

⁶ La lettre de Freiligrath se trouve (en allemand) aux pages 319-321 de la section Dritte Abteilung, Band 11, de la MEGA. Un large extrait se trouve traduit aux pages 376-377 du volume « Karl Marx Friedrich Engels, *Sur la littérature et l'art* », publié en 1954 aux Editions sociales. Nous citons à partir de cette édition.

29.02.60 Marx répond à Freiligrath¹, à propos du parti : « Je te fais remarquer d'abord que, depuis que la Ligue a été dissoute *sur ma proposition* en novembre 1852, je n'ai plus *jamais* appartenu et n'appartiens toujours pas à une quelconque association *secrète ou publique*; que, par conséquent, le *parti*, en ce sens tout éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. Les cours d'économie politique que j'ai donnés depuis la parution de mon livre² (depuis l'automne 1859) à quelques membres de l'élite ouvrière, parmi lesquels se trouvaient aussi d'anciens adhérents de la Ligue, n'avaient rien de commun avec les réunions d'une société fermée (...). ».

Marx rappelle qu'il a répondu aux communistes de New-York³ que « j'étais fermement convaincu que mes travaux théoriques seraient plus utiles à la classe ouvrière que l'adhésion à des associations dont le temps sur le continent était révolu ». Après avoir évoqué l'épisode de Gustav Levy en 1853 et 1856⁴, il conclut : « Donc, d'un « *parti* », au sens où tu l'entends dans ta lettre, je ne sais plus rien depuis 1852. Si toi tu fais de la *poésie*, moi je fais de la *critique*, et les expériences faites de 1849 à 1852 m'ont suffi amplement. La « Ligue », de même que la *Société des Saisons*⁵ de Paris, que cent autres sociétés, ne fut qu'un épisode dans l'histoire du parti qui surgit de toutes parts et tout naturellement du sol de la société moderne⁶. ».

Fin février Ferdinand Lassalle écrit longuement⁷ à Marx et à Engels. A l'adresse d'Engels, il précise ses positions sur la question italienne dans la perspective de l'annexion du duché de Savoie et du comté de Nice à la France⁸.

A l'adresse de Marx, il réagit vivement au courrier (anonyme⁹) que ce dernier lui a récemment transmis pour information¹⁰ et dans lequel il se trouvait méchamment discrédité. Le lui avoir communiqué est, en convient-il, un signe de confiance envers lui, même s'il prend note amèrement de l'existence de ce courrier insultant à son égard dans la correspondance de Marx.

Il enchaîne tout aussi amèrement sur la question des plaintes prétendument émises contre lui par les ouvriers de Düsseldorf¹¹ en rappelant tous les services politiques et personnels qu'il a rendus dans le cadre de son activité militante.

03.03.60 Marx à F. Lassalle à propos de son procès contre la *National-Zeitung* : « Impossible pour toi de juger de l'issue du procès, car, d'une part, tu ne sais pas quels documents j'ai en main; d'autre part, tu ne sais pas à quel point les calomnies de Vogt sont inventées de *toutes pièces*. Mais tu ne pouvais pas, dès le départ, ne pas être d'accord avec mon *attaque*. ».

¹ Un début de lettre très amical. Marx lui déclare : « Ta lettre m'a fait bien plaisir, d'autant que je ne me lie d'amitié qu'avec un petit nombre de gens, amitié à laquelle, en revanche, je reste fidèle par la suite. ».

² Marx évoque la récente parution de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.

³ Lesquels lui avaient demandé, en 1857, de réorganiser l'ancienne Ligue.

⁴ Pour rappel : Gustav Levy avait tenté de convaincre Marx que la Rhénanie présentait à l'époque une situation insurrectionnelle, une appréciation que Marx ne partageait pas.

⁵ La société secrète dirigée par Blanqui et Barbès entre 1837 et 1839.

⁶ C6, pp. 98-100.

⁷ La lettre occupe 14 pages de l'édition PUF de la *Correspondance Marx Lassalle* (op.cit., pp. 291-306).

⁸ Le traité de Turin sera bientôt signé le 24 mars 1860. Il actualise l'accord secret signé en juillet 1858 à Plombières entre Cavour et Napoléon III.

⁹ Un courrier venu de Baltimore dont Marx a soigneusement effacé le nom de l'émetteur, probablement le médecin et journaliste C. Wiss qui avait émigré aux Etats-Unis.

¹⁰ Marx lui montrait ainsi qu'il n'était le seul, lui Marx, à faire l'objet de calomnies... Une manière de rallier Lassalle à sa cause contre Vogt. Le 3 mars prochain, il commentera ainsi cet envoi : « Je t'ai envoyé le torchon, etc., pour te démontrer *ad oculos* comment toi tu bondirais en voyant une saleté qui, elle, n'est même pas imprimée et n'arrive pas à la cheville des infamies de Vogt. (...) Il était donc tout à fait indiqué de ma part en t'envoyant ce torchon de te mettre dans *ma* propre situation ou plutôt de t'en donner une idée plus juste, c'est-à-dire plus passionnelle et moins abstraite. » (C6, pp. 107-108).

¹¹ En février 1856, Gustav Levy s'était rendu à Londres pour y dénoncer F. Lassalle au nom des ouvriers de Düsseldorf dont il se disait le porte-parole.

- Il ajoute qu'Engels, Wolff et sa propre femme, tous trois, sont unanimes pour estimer « qu'il existe chez toi une *prévention* en faveur du factum ignominieux de Vogt¹. ».
- 03.03.60 Marx adresse à son Conseiller de Justice Weber une nouvelle et (très) longue note² sur l'affaire Vogt. Elle contient surtout une précise évocation de sa propre activité intellectuelle et politique depuis 1842.
- 08.03.60 Charles Dana adresse à Marx une lettre de soutien, soulignant la qualité de ses contributions au *New-York Daily Tribune*³.
- 11.03.60 Ferdinand Lassalle à Marx. Il réagit bien sûr à l'idée qu'il y ait chez lui, comme l'affirme Marx, un préjugé favorable en faveur des écrits diffamatoires de Vogt : « Je m'élève, écrit-il, de toutes les forces de mon corps contre cette assertion. (...) Aucune injure telle que le qualificatif de « misérable » ou « d'ignoble » ne me frapperait autant que cette conviction que tu exprimes aussi tranquillement et avec une objectivité aussi inébranlable⁴. ».
- 15.03.60 Engels informe F. Lassalle qu'il a trouvé à Londres un éditeur pour sa brochure *La Savoie, Nice et le Rhin*.
Il lui annonce à l'occasion qu'il a entrepris d'écrire « de petites choses sur la nouvelle organisation militaire de la Prusse⁵. »
- 20.03.60 **Mort du père d'Engels**, emporté par le typhus. Engels obtient du gouvernement prussien l'autorisation de se rendre à Barmen : il y séjournera du 23 mars au 6 avril 1860⁷.
- Il argumente par ailleurs longuement sur l'opportunité, problématique à ses yeux, du procès intenté contre la *National-Zeitung*.
- Il lui adresse à l'occasion un appel à l'aide en faveur de Peter Nothjung qui, après ses années d'emprisonnement⁶, se trouve en détresse à Breslau.
- Engels acceptera la proposition de ses frères de renoncer à ses droits sur l'entreprise familiale d'Engelskirchen contre un dédommagement de 10.000 £ destiné à renforcer sa participation à l'entreprise de Manchester.

- avril Parution de la brochure d'Engels : « La Savoie, Nice et le Rhin » sur le thème de l'unité nationale italienne et allemande.
- 09.04.60 Marx invite Ferdinand Lassalle à insister auprès du Conseiller de Justice Weber qui n'a pas répondu à ses récents envois. Il l'invite par ailleurs à collaborer au quotidien *La Voix du peuple* que Joseph Weydemeyer vient de fonder à Chicago : « Je t'invite à te charger de la correspondance allemande (si possible deux fois par semaine). Pas question d'être rétribué. Par contre pour le parti, travail très important⁸. ».
- 11.04.60 Engels informe son frère Emil de ses négociations difficiles avec Gottfried Ermen, le co-propriétaire de l'entreprise de Manches-

¹ C6, pp. 106-107.

² C6, pp. 111-125.

³ Un bref courrier qui sera publié parmi les annexes de *Herr Vogt*, op.cit., tome 3, pp. 127-128.

⁴ *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., p. 317.

⁵ Ce manuscrit ne paraîtra en fait que cinq ans plus tard sous le titre *La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand*.

⁶ Il avait été condamné à six années de forteresse au terme du procès de Cologne.

⁷ A Marx, dès son retour à Manchester : « La police prussienne ne s'est pas du tout manifestée. On ne m'a demandé ni mon passeport, ni quoi que ce soit; les rares policiers que j'ai rencontrés à Barmen m'ont fait le salut militaire, ce fut tout. » (C6, p.134).

⁸ C6, p. 135. Une invitation qu'il adressera le même jour à Georg Lommel, à Genève (C6, pp. 136-138) et à Johann Philipp Becker, à Paris (C6, pp. 138-140). G. Lommel et J.P. Becker aideront Carl Siebel à réunir maints dossiers pour aider Marx à rédiger son *Herr Vogt*.

ter : « Il croit, cet homme, que nous allons lui abandonner l'héritage de la maison Ermen & Engels à si bon compte et qu'en plus je vais accepter en le remerciant le déclassement, par rapport à lui, qu'il me propose¹. ».

- 12.04.60 Marx remercie Engels pour l'envoi d'un billet de 100 Livres Sterling, une somme considérable² : « Ce fut une fameuse surprise ce matin. Grande allégresse dans toute la maison », écrit-il³.
- 13.04.60 Marx s'inquiète auprès de son Conseiller de Justice Weber de ne recevoir aucune réponse de lui. Sa plainte sera, en effet, prescrite le 22 avril prochain.
- 16.04.60 F. Lassalle donne de ses nouvelles. Il rédige son « Système des droits acquis⁵ » : « Mon œuvre actuelle est de taille, écrit-il. Puis viennent mon projet d'économie politique, et encore trois ouvrages dont j'ai les grandes lignes présentes à l'esprit⁶. ».
- 24.04.60 Marx à Engels : il a enfin reçu une réponse de Weber qui l'informe sur les difficultés de la procédure. Les autorités judiciaires estiment que la cause ne représente aucun « intérêt public ».
- Il manifestera à nouveau son inquiétude dans sa lettre du 21 avril : leur correspondance a-t-elle été interceptée ?, s'interroge-t-il⁴.
- L'essentiel de son propos concerne la ligne rédactionnelle de la *National-Zeitung*. Avec beaucoup de réserve : « Je devrais commencer par me gaver, pendant au moins huit semaines, des numéros de la *National-Zeitung* des années passées, ce qui me semblerait encore plus mauvais à avaler que mes pilules d'iode. ».
- Il presse son ami de lui donner des nouvelles de Manchester : « J'espère du reste, lui écrit-il, que tu vas m'écrire pour me dire une bonne fois en détail où en sont tes affaires. Ce n'est pas très gentil de ta part d'observer vis-à-vis de moi la réserve qui peut être de mise vis-à-vis d'autres. ».
- Il ajoute : Qu'en est-il de ton état physique ? Je me suis beaucoup inquiété à ce sujet⁷. ».

- Mai-juin Marx va souffrir tout au long de ces semaines d'une douloureuse crise de foie.
- 07.05.60 Marx à Engels : « Rencontré Freiligrath. Ce petit bourgeois cherche manifestement à rester en bons termes avec nous. Pour le reste, à prendre ses distances avec le « scandale ». Ses opinions sont devenues d'une extraordinaire vulgarité⁸. ».
- Engels à Marx, ce même jour : « Les journaux ne soufflent mot de ma brochure⁹. C'est de nouveau la *conspiration du silence* totale. ».
- S'agissant de sa situation à Manchester, il ajoute : « Mon frère Emil est ici et négocie avec Ermen. En attendant, je resterai probablement comme commis chez Gottfried, avec un pourcentage sur les bénéfices et avec la garantie de devenir d'ici quelques années son associé. Je tâche de rendre le contrat aussi onéreux que possible, afin que le moment venu, il ne soit que trop aise de se débarrasser de moi. Tout sera réglé sans doute d'ici la fin de la semaine ou dans le courant de la pro-

¹ C6, p. 141.

² Une somme importante pour le coup, oui, mais qui sera suivie par de multiples autres envois, à la demande, le plus souvent, de Marx.

³ C6, p. 142.

⁴ C6, pp. 148-149. En vérité, l'action a bien été engagée dès le 18 avril 1860 devant le tribunal civil.

⁵ Qui sera son œuvre principale en théorie politique et en philosophie du droit. Le texte traduit sous le titre *Théorie systématique des droits acquis. Conciliation du droit positif et de la philosophie du droit* est disponible sur le site de Gallica.

⁶ Correspondance Marx Lassalle, op.cit., p. 327.

⁷ C6, p. 150.

⁸ C6, p. 154.

⁹ Engels parle de *La Savoie, Nice et le Rhin*. Marx lui fera bientôt remarquer, dans sa lettre du 8 mai 60, que « si tu avais tout bonnement fait figurer ton nom sur la brochure, le public se l'arracherait ne serait-ce que par curiosité. » (C6, p. 155). Il reviendra sur le sujet dans sa prochaine lettre du 28 juin : « Au reste, il faut maintenant que tu te manifestes partout sous ton nom. C'était, dès le départ, un inconvénient que la chose paraisse sans nom d'auteur. » (C6, p. 188).

chaîne. Il va falloir d'ailleurs que je turbine à plein dans les jours qui viennent. Monsieur Gottfried envisage une réorganisation et des transformations importantes dès qu'il sera le seul maître de l'affaire¹. ».

Le 10 mai, il précise : « L'affaire avec Ermen est à peu près en règle. Ma famille laisse dans l'entreprise un capital de 10.000 £, qu'elle sera bien forcée de me laisser si je deviens associé. Ma situation matérielle s'améliore ainsi d'un coup, du moins ma participation aux bénéfices. ».

Ma mère est très malade, ajoute-t-il : « Je crains qu'elle ait été contaminée par mon père. J'ai comme le sentiment que le typhus est en train de gagner toute ma famille². ».

12.05.60 Engels se rend à Barmen auprès de sa mère qui est au plus mal. Il y restera jusqu'au 25 mai. A son retour, il séjournera quelque temps chez Marx à Londres.

15.05.60 Marx informe Carl Siebel que sa plainte contre la *National-Zeitung* devant la juridiction pénale de Berlin été rejetée au motif que l'intérêt général n'est pas en cause. La plainte civile demeure à l'instruction.

24.05.60 Ferdinand Lassalle invite Marx à se déplacer à Berlin pour venir témoigner dans le cadre du procès intenté au journaliste Wilhelm Eichhoff poursuivi pour avoir dénoncé les manœuvres du policier Stieber.

Sur ces deux questions, Marx sollicitera l'avis d'Engels qui lui déconseillera fermement de faire le déplacement à Berlin : « Tu ne saurais fournir le moindre témoignage au sujet de ce qui s'est passé à Cologne⁴. ».

Il dénonce par ailleurs l'activité d'un certain Eduard Fischel, un personnage foncièrement réactionnaire, à ses yeux, mais qui, dit-il, sur la question de la politique française vis-à-vis de l'Italie, se vante partout de recevoir l'approbation de Marx et d'Engels. Il sollicite Marx pour recevoir de lui sans délai une lettre qui démente expressément ces relations, une lettre qu'il puisse diffuser parmi leurs partisans³.

Et s'agissant de Fischel : « Les démêlés personnels entre Lassalle et Fischel à Berlin ne sauraient nous concerner et Fischel s'est trop bien conduit⁵ pour mériter d'être sacrifié pour le bon plaisir de Lassalle. », écrit-il⁶.

Marx a souffert durant trois semaines d'une crise de foie.

01.06.60 Avant même de répondre à F. Lassalle, Marx s'adresse à Eduard Fischel pour décliner l'invitation que ce dernier lui avait faite de collaborer à un journal qu'il avait l'intention de fonder.

02.06.60 Marx répond longuement à Ferdinand Lassalle. Non, lui dit-il, je n'irai pas à Berlin. L'essentiel du propos porte sur des affaires anciennes, dont le procès de Cologne.

S'agissant de Fischel, il fait observer à Lassalle que ce dernier se trouve à Berlin le représentant des partisans de David Urquhart avec lesquels il n'envisage pas de rompre en raison de leur position commune à l'égard de la Russie : « Dans la guerre que nous menons en commun avec les urquhartistes contre la Russie, Palmerston et Bonaparte, et à laquelle participent des gens de tous

¹ C6, p. 155.

² C6, p. 157.

³ « Pour mettre fin à ces faux-fuyants, je te prie de m'écrire une lettre, c'est-à-dire de mentionner dans ta réponse l'affaire d'une manière telle que je puisse en faire lecture à mes relations, et m'en servir pour tordre le cou à ces vantardises. ». *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., pp. 334-335.

⁴ Lors du procès de 1850 contre la *Ligue des Communistes*.

⁵ En s'occupant de la publication de la brochure d'Engels « La Savoie Nice et le Rhin ».

⁶ C6, p. 161.

les partis et de toutes les conditions, dans toutes les capitales d'Europe jusqu'à Constantinople, Fischel est aussi des nôtres. ». Il conclut en soulignant « l'utilité » des urquhartistes pour « nous autres, révolutionnaires » dans la lutte contre la politique russe en alliance avec les Anglais¹.

Un désaccord de plus entre les deux hommes.

Une lettre qu'il annonce à Engels le même jour : « Je viens d'écrire à Isaac une lettre d'environ 10 pages, dont 8 consacrées au procès de Cologne et 2 à Fischel. Ça n'a pas été sans mal, car je ne suis toujours pas d'attaque et me bourre constamment de médicaments². ».

- 02.06.60 Marx exprime à l'adresse de Bertalan Szemere son désaccord sur l'appréciation favorable de ce dernier à l'égard de Palmerston, lequel, lui écrit-il « est toujours, ce qu'il n'a cessé d'être depuis 1829, un agent russe attaché au cabinet de Saint Petersburg par des liens qu'il n'est pas en son pouvoir de rompre. ».
- 22.06.60 Le conseiller Weber annonce à Marx que sa plainte contre la *National-Zeitung* n'est pas reçue.
- 27.06.60 Engels informe Marx que F. Lassalle, en pleine affaire Vogt, collabore avec ce dernier dans le cadre d'un almanach intitulé *Demokratische Studien*. « Itzig⁴, écrit-il, marche donc avec Vogt aux yeux du public, et est en secret notre allié. *Cela n'est pas mal*⁵. ».
- 28.06.60 Engels presse Marx de sortir la brochure *Herr Vogt* : « Sois donc un peu superficiel pour une fois, afin d'arriver au bon moment⁶. ».
-
- 17.07.60 Marx vient en aide à Eccarius qui, très souffrant, ne peut poursuivre son emploi de tailleur. A Engels : « Je lui ai loué à mes frais un logement tout près de chez moi; il prend aussi ses repas chez nous (...) ». Il ajoute toutefois : « Mais je ne peux pas continuer, parce que les dépenses supplémentaires que sa présence entraîne déjà sont très gênantes en ce moment, alors que notre caisse est en période de basses eaux⁷. ».
- 29.07.60 Marx annonce à Engels que son *Herr Vogt* sera prêt, « dans 8-10 jours à être recopié par ma femme (et elle va vite⁹). »
- Il note au passage, « pour la curiosité du fait », « qu'un professeur de l'université de Moscou a donné un cours, l'hiver dernier, sur la 1^{er} partie de la *Critique de l'économie politique* que j'ai publiée³. ».
- La Cour d'appel confirmera ce jugement le 11 juillet 1860. Marx ira en cassation, mais en vain.
- Un discret appel à l'aide... Engels ne tardera pas à réagir, lui adressant, dès le 23 juillet, un billet de cinq Livres : « avec ça tu pourras aider encore un peu ce pauvre Eccarius⁸. ».
- Il ajoute : « Eccarius va mieux : voilà maintenant plus de 15 jours qu'il est logé à quelques maisons de chez nous. ».

¹ C6, pp. 164-176. Lassalle ne répondra que très tardivement à cette lettre. Sa prochaine correspondance date, en effet, du 3 septembre 1860.

² C6, p. 164.

³ C6, p. 177.

⁴ L'un des nombreux sobriquets (à consonance juive) de F. Lassalle dans la correspondance privée entre Marx et Engels.

⁵ C6, p. 188.

⁶ C6, p. 189.

⁷ C6, p. 191.

⁸ C6, p. 193.

⁹ C6, p. 194.

- 02.08.60 Marx insiste auprès du Conseiller de Justice Weber pour qu'il poursuive l'action en cour de cassation. Sans grand espoir de succès, il est vrai. Il lui demande surtout de lui communiquer une copie des principaux points de sa plainte¹.
- 04.08.60 Jenny Marx à Engels : « J'espère commencer dès cette semaine à recopier la brochure. La chose traîne tellement en longueur et il me semble que Karl fait les choses trop à *fond*. ». Elle précise : « J'en ai fichtrement plein le dos de l'« analyse de la lettre à Techow² » ; c'est là, me semble-t-il, que ça accroche. Tout le reste passe beaucoup mieux. ».
- Elle ajoute : » Malheureusement on n'a fait encore aucune démarche pour trouver un libraire³. ».
- 15.08.60 En réponse à Jenny, Engels se plaint à son tour du retard pris par Marx dans la rédaction de la brochure contre Vogt et dans la recherche d'un éditeur : « Nous réalisons toujours les trucs les plus formidables, mais nous nous arrangeons pour qu'ils n'arrivent jamais en temps voulu, et comme ça, ils tombent toujours à l'eau. ». Il ajoute : « Une réponse immédiate à Vogt en trois cahiers aurait finalement beaucoup mieux valu que tout ce qui a été fait depuis. Faites ce que vous pouvez pour qu'on entreprenne quelque chose, mais *tout de suite*, en ce qui concerne l'éditeur et pour que la brochure soit enfin terminée. Sinon, nous ruinerons toutes nos chances et finirons par ne pas trouver d'éditeur *du tout*⁴. ».
- 29.08.60 Marx annonce à Engels le départ pour Manchester de leur ami Eccarius et de sa famille. Il est nécessaire, lui écrit-il « qu'il ne prenne pas dès le début de mauvaises habitudes. Il a besoin que quelqu'un d'extérieur lui serre un peu la vis, pour qu'il ne se fasse pas d'illusions⁵. ».
-
- 03.09.60 F. Lassalle reprend contact avec Marx. Il se trouve souffrant de la goutte à Aix-la-Chapelle où il subit une cure thermique⁶.
- Un message de circonstance dans lequel il presse toutefois à son tour Marx de publier son pamphlet contre Vogt. Il y a rencontré un ouvrier de Düsseldorf qui, lui écrit-il, « m'a dit que là-bas on attendait avec beaucoup d'impatience ta réponse à la brochure de Vogt, ce que je te rapporte fidèlement, en ajoutant que je me demande pourquoi elle n'est toujours pas parue. Vraisemblablement quelque chose d'autre t'est arrivé entre-temps. Cependant, de toute manière, il serait bon qu'elle parût au plus tôt⁷. ».
- 07.09.60 Marx répond à Ferdinand Lassalle. Il lui détaille les raisons son retard à publier son *Herr Vogt*. Ce sont, d'une part, les vicissitudes de son procès contre la *National-Zeitung*, auquel il a maintenant renoncé et, d'autre part, la difficulté qu'il éprouve à trouver un éditeur : « Je ne dispose pas, comme Vogt, de subsides bonapartistes
- Il lui fait au passage la confidence de ses mauvaises relations désormais avec Ferdinand Freiligrath : « Les lâches ménagements qu'il a manifestés à un moment décisif à cause de ses liens professionnels avec James Fazy, son patron, n'étaient pas de mon goût. ».
- Un signe de confiance, assurément.

¹ Une demande que Marx réitérera dans sa lettre à Weber du 20 août (C6, pp. 198-199). Les documents lui parviendront le 27 août.

² Il s'agit du (long) quatrième chapitre de *Herr Vogt*.

³ C6, p. 197.

⁴ C6, p. 198.

⁵ C6, p. 203.

⁶ C'est lors de ce séjour qu'il a rencontré une jeune fille russe, Sophie Adrianowna Sontzew, dont il est tombé amoureux et qu'il demandera, en vain, en mariage. En 1878 paraîtra en français à Leipzig, chez l'éditeur F.A. Brockhaus, le recueil *Une page d'amour de Ferdinand Lassalle. Récit - Correspondance - Confession* qui évoque cette idylle. (L'ouvrage est disponible sur le site de archiv.org.)

⁷ *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., p. 350.

pour faire imprimer ici cette brochure de 12 à 15 cahiers (...) Tu comprends bien que je ne traite pas Vogt avec la douceur que les éditeurs allemands souhaiteraient me voir adopter envers Monsieur le Professeur. Je le traite *en canaille* et en personnage ridicule, c'est-à-dire conformément à ce qu'il est vraiment¹. ».

11.09.60 La soudaine reprise de ces échanges va fournir à Ferdinand Lassalle l'occasion d'une longue réponse. A vrai dire, son expérience des affaires de justice lui donne l'autorité d'en parler. Pour l'essentiel, son propos toutefois vise l'actualité politique, italienne et prussienne, à propos de laquelle il redit fermement ses divergences avec les analyses de Marx. L'interpellation est directe : « Admets-tu maintenant que c'est moi qui avais raison alors, conclut-il. (...) Je respecte tellement ton intelligence que je ne pourrais la respecter que plus encore si tu me disais que tu t'étais alors trompé². ».

Rien de moins.

Il ajoute surtout de longs commentaires à la fois sur la situation italienne (« le développement des événements t'a-t-il en partie prouvé, écrit-il, que dans notre dispute italienne de l'an dernier, c'est moi qui avait raison ? ».) et sur la politique de la Prusse à l'égard de la Russie.

Il termine en s'interrogeant sur la suite des travaux théoriques de Marx dans la perspectives de ses propres études. Même si, écrit-il, « j'ai été vraiment transporté d'admiration » devant les pages qui ont paru, leur difficulté même (« il s'agit d'une lecture presque incompréhensible, même pour le grand public cultivé ») exige que la suite paraisse sans tarder avant qu'il puisse exprimer son opinion à son sujet.

Retenons ce jugement :

« Pour comprendre ton ouvrage, il faut, au plus haut degré, remplir deux conditions : 1. dominer pleinement la pensée philosophique dans ce qu'elle a de plus élevé; 2. être extrêmement familiarisé avec le système et l'histoire de l'économie politique. Même celui qui satisfait à la première condition ne comprendra cependant rien s'il n'a pas une familiarité complète avec la matière économique, car toi-même tu la présupposes de manière tellement immédiate, comme substrat de ton exposé, que très souvent, si l'on ne possède pas assez cette connaissance, on ne peut même pas savoir de quoi il est question. Ces deux conditions constituent pour le public une exigence presque trop grande. Cela nuira à l'effet immédiat, et ton œuvre ne recevra sa popularité que de seconde main. ».

15.09.60 Marx à F. Lassalle. Une brève réponse, comparée aux précédents développements de son interlocuteur.

S'agissant du livre sur Vogt, il paraîtra à Londres, à compte d'auteur³.

Remerciant Lassalle pour ses éloges, il lui annonce la suite de son *Economie*⁴ « d'ici Pâques » : « La forme en sera un peu différente, plus populaire jusqu'à une certaine mesure. Ceci aucunement par nécessité interne de ma part, mais parce que cette 2^e partie a une mission révolutionnaire directe; en outre, ce que j'expose est plus concret. ».

La référence vise ici le « Chapitre du capital » des *Grundrisse*, lequel, on le sait, ne paraîtra pas.

15.09.60 Engels à Marx : « Il faut éviter à tout prix que la brochure soit imprimée à Londres. (...) D'abord, le truc serait tout de suite

¹ C6, p. 206.

² *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., p. 361.

³ Avec cette précision : « Engels se charge d'en payer une partie, moi l'autre. Mais ça coûte cher, car ici le prix d'un cahier est de 4 ½ livres sterling. Il faut que tu fournisses une partie si tu peux. » (C6.p. 208). Ce même 15 septembre, Marx signale à Engels qu'il espère bien recevoir de Lassalle au moins la somme de 30 £ « pour payer l'indulgence » (C6, p. 211).

⁴ Un avis qu'il nuancera dans sa lettre à Engels du 15 septembre, écrivant : « Regarde dans la lettre interminable de Lassalle les dernières pages de sa conclusion, où il me fait beaucoup d'éloges sur l'Economie. Il semble qu'il n'ait pas compris beaucoup de passages économiques – je vois ça clairement à la lecture des formules qu'il emploie. » (C6, p. 211).

confisqué, peut-être dès la frontière ou à Leipzig, et ensuite, même si tel n'est pas le cas, la diffusion serait une fois de plus si mal organisée que personne n'arriverait à le voir. Nous avons à présent déjà fait cent fois cette expérience avec les écrits des émigrés, c'est toujours la même inefficacité, toujours de l'argent et du travail foutus en l'air et les ennuis par dessus le marché. En plus où trouver cet argent ? (...) à quoi peut nous servir une réponse à Vogt que personne ne verra¹. ».

17.09.60 F. Lassalle s'excuse auprès de Marx de ne pouvoir contribuer aux frais d'édition de sa brochure qu'à hauteur de 50 thalers². L'essentiel de son propos concerne la situation italienne et la politique de la Russie qu'il commente longuement³, non sans divergences avec Marx⁴.

25.09.60 Marx insiste auprès d'Engels : « Le truc sera imprimé ici. ». Il a pris un accord avec l'éditeur allemand de Londres Albert Petsch pour une somme de 25 £. « Le truc sera donc diffusé en Allemagne par la voie normales libraires (...). Je tiens, *affirme-t-il*, une confiscation pour impossible. ».

Il ajoute : « Si ça marche bien, ce que j'ai toute raison de croire, Petsch publiera des pamphlets, en allemand ou en anglais, soit de toi ou de moi, et on mettra un terme à l'ostracisme des éditeurs allemands », précisant, comme pour se donner raison : « Je crois que *Le Pô et le Rhin* ainsi que *La Savoie, etc.* auraient fait beaucoup plus de bruit s'ils avaient paru à Londres⁵. »

01.10.60 Engels, à propos du titre envisagé par Marx : « Je dois te dire que ton titre ne me plaît pas du tout. Si tu veux lui donner un sobriquet, il faut le choisir de telle façon qu'on le comprenne sans avoir lu le livre (...) Je crois que plus le titre sera simple et peu recherché, mieux ça vaudra, mais il faut seulement qu'outre Vogt, y figure si possible Bonaparte, ou du moins Plon-Plon. Si « Carl Vogt » te gêne, appelle-le Monsieur Vogt, bien que je ne voie pas pourquoi le « Carl » ne pourrait pas figurer avant le « Karl »; personne ne fera d'astuce sur ce point⁷. ».

Marx lui répond dès le lendemain : « Pour le titre, je vais encore y réfléchir (...) J'en délibérerai longuement avec ma conscience critique⁸. ».

02.10.60 A Ferdinand Lassalle à propos de la brochure : « Lorsque je t'ai écrit que tu devais chercher à « fournir une quote-part », je me

¹ C6, p. 212. Une interrogation qui relative la certitude que Engels pourvoirait aux frais, ce qu'il ne manquera pas de faire, évidemment.

² L'équivalent de 8 £. Non compté la contribution, du même ordre, de son amie, la comtesse de Hatzfeld.

³ Des analyses qui contrastent avec la brièveté des réponses de Marx débordé, à cette époque, par la correction des épreuves de son *Herr Vogt*.

⁴ *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., pp. 366-371.

⁵ C6, p. 216.

⁶ C6, pp. 215-216. Le souci de Marx était, en vérité, que son propre prénom fût associé à celui de Carl Vogt. Le surnom composera le titre du chapitre VIII (« Dada Vogt et ses études ») de *Herr Vogt*.

⁷ C6, pp. 216-217. Il reviendra sur le sujet dans sa lettre du 5 octobre : « le pire des titres est celui où il faut attendre la moitié du livre pour le comprendre. (...) Avec ton système de raillerie et de mépris, tu parviendras difficilement, en ce qui concerne le titre, à trouver autre chose qu'une formule affectée ou recherchée. Plus le titre sera simple, meilleur il sera, c'est sûr. » (C6, p. 223).

⁸ C6, p. 220. Marx évoque ici son épouse Jenny. Il ajoute : « Je suis complètement fauché. Si tu peux m'envoyer encore quelques £ cette semaine, elles seront vraiment *welcome*. ».

suis exprimé de façon ambiguë. Surtout ne fais appel à personne qui ne soit *personnellement* mon ami. ». Il ajoute : « Cela m'arrangerait d'ailleurs de recevoir bientôt la somme¹. ».

05.10.60 Marx est définitivement débouté par la Cour de cassation de Berlin dans son procès en diffamation du 11 juillet contre Friedrich Zabel, rédacteur en chef de la *National-Zeitung*. Il nourrit l'intention de rédiger un pamphlet « Sur la justice prussienne² ».

05.11.60 Marx accuse réception à F. Lassalle de l'envoi par ce dernier d'une somme de 12 £.

08.11.60 Marx est arrivé au terme de la rédaction de son *Herr Vogt*.

13.11.60 A Engels : « Je t'ai cédé sur le titre et (hier) j'ai mis *Herr Vogt*. Ma femme y était absolument opposée et ne voulait pas démordre de *Dâ Dâ Vogt*, faisant très savamment remarquer que, même dans les tragédies grecques, à première vue, titre et contenu n'ont souvent pas de rapport³. ».

21.11.60 A Engels : « Ma femme est alitée depuis lundi matin du fait d'une fièvre nerveuse très maligne⁴. ».

Son état s'améliorera heureusement assez vite. Le 28 novembre, Marx annoncera à Engels qu'elle est désormais hors de danger, même si convalescente pour encore plus d'un mois. Marx et Lenchen ont été vaccinés⁵ et maintenus à l'isolement.

Jenny est en vérité atteinte de la petite vérole. Sur ordre du médecin, les trois filles ont dû être aussitôt écartées du foyer familial et ont été envoyées chez Wilhelm Liebknecht. Elles y resteront jusque la fin décembre.

Marx lui-même et Hélène Demuth resteront au chevet de la malade.

Jenny fera le récit de cette douloureuse période dans sa lettre du 11 mars 1861 à Louise Weydemeyer : « Mon état empirait d'heure en heure, *écrit-elle*. Les horribles symptômes de la variole étaient apparus. Je souffrais beaucoup. Des douleurs aiguës au visage, un insomnie totale, une appréhension mortelle pour Karl qui me soignait avec la plus grande tendresse, enfin la perte de tous les sens extérieurs, alors que le sens interne, la conscience, restait tout le temps lucide. J'étais couchée devant la fenêtre ouverte, exposé à l'air froid de novembre. Ajoutez à cela un feu d'enfer dans le poêle, de la glace sur mes lèvres brûlantes, et de temps à autre quelques gouttes de bordeaux⁶. Je n'avalais plus qu'à grand peine, l'ouïe s'affaiblissait, et enfin mes yeux se fermèrent : je me demandais si je n'allais pas rester plongée dans une nuit éternelle ! Pourtant ma nature a triomphé ; des soins tendres et dévoués m'ont tirée d'affaire⁷. ».

¹ C6, p. 221. Marx se souvient sans doute de l'indiscrétion avec laquelle Lassalle avait lancé en juillet 1849 une souscription en sa faveur. A cette date, Marx et sa famille se trouvaient à Paris sans le sou en raison de leurs engagements financiers dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* et Marx avait discrètement sollicité un emprunt personnel auprès de Lassalle qui avait pris l'initiative d'une véritable collecte de soutien. (Cf. sur le point le chapitre 2.8 « Les relations entre Marx et Lassalle en 1848-1849 » de notre **fascicule 18**)

² Un projet qui n'aboutira pas.

³ C5, p. 229.

⁴ C6, p. 231.

⁵ C6, p. 236.

⁶ Oui, le vin rouge et le porto étaient tenus pour des médicaments, le plus souvent fournis par Engels.

⁷ *Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du Progrès, Moscou 1982, pp. 265-266.

Telles sont les circonstances que Marx n'a pas envoyé à Charles Dana les articles de presse correspondant à la traite de 50 £ qu'il a toutefois tirée par avance sur ses futurs revenus de journaliste. Il sollicite donc Engels dans l'urgence pour qu'il fournisse de la copie.

26.11.60 A Engels : « L'état de ma femme s'est amélioré, autant que cela est possible dans sa situation ce sera une affaire de longue haleine. Ce qu'on peut appeler le paroxysme de la maladie est passé¹. ».

28.11.60 A Engels : « Ma femme est maintenant *hors de danger*. (...) C'est une affaire qui durera *longtemps*, et aux dires d'Allen², il faut qu'aussitôt après sa guérison, elle *parte* pour au moins 4 semaines. En ce qui me concerne – étant donné que les risques de contagions sont *maxima* pendant 10 jours à compter d'*hier* - j'ai été *vacciné* hier une nouvelle fois³. ».

Il sollicite son ami pour qu'il fournisse sans tarder de la copie pour le *New-York Daily Tribune*.

01.12.60 **L'impression du *Herr Vogt* est enfin terminée.** L'ouvrage a paru à Londres, chez le libraire allemand Albert Petsch.

03.12.60 Engels accuse réception des exemplaires du *Herr Vogt* : « Le bouquin est sensationnel. Surtout les chapitres sur les « Etudes » et « L'Agence » ; *cela est écrasant*⁴. ».

05.12.60 Marx à Engels à propos de Freiligrath : ce dernier a reçu le *Herr Vogt* sans en accuser réception... « Je crois, *écrit-il*, que diverses parties du livre ont dû le mettre dans une colère noire⁵. ».

Lequel Freiligrath ne manquera toutefois pas de donner bientôt son avis, un avis mitigé : « Pour ce que j'en ai lu jusqu'à présent, *écrit-il*, je le trouve, comme je m'y attendais, plein d'*esprit* et de *malice*. Il est si riche de détails qu'on a presque quelque peine à se faire une idée d'ensemble. Tu me dispenseras d'aborder le fond de la question. Aujourd'hui encore, je déplore toute cette querelle et je ne m'en mêle pas, après comme avant⁶. ».

Ferdinand Lassalle prend des nouvelles de la santé de Jenny : « La nouvelle m'a beaucoup ému en raison du grand attachement que j'éprouve pour ta femme. ». Il donne à l'occasion des nouvelles de sa propre santé, qui est mauvaise : « Cela va mal pour nous deux⁷. ».

06.12.60 Marx commente durement à l'adresse d'Engels la froide réception par Freiligrath de son *Herr Vogt*. « Tu me dispenseras

¹ C6, p. 234.

² Qui était le médecin traitant de Marx et de sa famille.

³ C6, p. 236.

⁴ C6, p. 239. Il ne note pas moins dans sa lettre du 5 décembre : « Mais il y a des fautes d'impression et d'orthographe scandaleuses. Par exemple empereur *russe* au lieu d'*autrichien*. En plus, cela fait mauvais effet que tous les mots étrangers, que ta femme a écrits en caractères latins, soient imprimés comme ça. Cela se produit dans toutes les imprimeries non allemandes, et il faut prendre des précautions toutes particulières pour l'éviter. ». Il ajoute : « Une chose que tu as omise, ce sont les résumés (...) Cela aurait été d'un bel effet dans un livre où la documentation ainsi que la masse des noms plus ou moins inconnus du petit-bourgeois sont un peu écrasantes; en même temps, cela aurait mieux fait ressortir l'art de la composition qui est très réussi. ».

⁵ C6, p. 241.

⁶ C6, p. 242.

⁷ *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., p. 377.

d'aborder le fond de la question », lui est-il en effet répondu par son correspondant qui ajoute : « Aujourd'hui encore, je déplore toute cette querelle et je ne m'en mêle pas, après comme avant ».

Une indifférence qui a le don de mettre Marx en colère à l'égard, écrit-il, « de cet espèce de salaud¹ ».

12.12.60 Marx adresse à Engels la (longue) liste des journaux anglais, allemands et américains qui ont annoncé la parution de *Herr Vogt*.

19.12.60 Engels, à propos de *Herr Vogt* : « c'est à coup sûr le meilleur ouvrage polémique que tu aies écrit jusqu'ici, son style est plus simple que celui du Bonaparte², tout en étant, quand il le faut, tout aussi percutant³. ».

Marx a lu « L'Origine des espèces » de Darwin⁴.

A Engels : « Pendant mon temps de purgatoire, ces 4 dernières semaines, j'ai lu toutes sortes de choses. Entre autres, le livre de Darwin sur *La Sélection naturelle*. Malgré le manque de finesse bien anglais du développement, c'est là le livre qui contient, sur le plan de l'histoire naturelle, le fondement de notre conception⁵. ».

20.12.60 Aux Etats-unis, la Caroline du Sud fait sécession avec l'Union. Elle sera bientôt suivie par la Géorgie, la Floride, le Mississipi, l'Alabama, la Louisiane et le Texas. C'est la guerre de sécession qui se profile.

26.12.60 Marx à Engels : il décrit par le menu les circonstances qui ont noué les relations entre Freiligrath et Karl Blind⁶. Freiligrath avait obtenu de K. Blind qu'il compense l'insuccès éditorial du poème qu'il avait prononcé lors de l'hommage à Schiller en novembre 1859. Il se trouvait donc lié par une obligation de reconnaissance.

1861

Financièrement, cette année 1861 sera l'une des plus pénibles.

Parmi les événements importants, il faut noter les débuts de la guerre de sécession aux Etats-Unis.

Pour rappel : la guerre de sécession va singulièrement affecter les revenus de Marx dans ses activités de journaliste ; aucun article ne paraîtra de février à octobre et seulement 10 articles sur l'année. En octobre, le quotidien viennois *Die Presse* commencera à publier les contributions de Marx qui seront principalement consacrées aux événements américains. Engels continue ses articles militaires dans le *Volunteer journal*.

02.01.61 Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV est décédé. Son frère Guillaume, qui assurait la régence depuis le 7 octobre 1858, lui succède. Marx dénoncera l'amnistie à courte portée qui est promulguée le 12 janvier à cette occasion : elle excluait de fait tous les combattants de la révolu-

¹ C6, p. 242.

² Entendons : du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

³ C6, p. 247.

⁴ L'ouvrage a paru en novembre 59 sous le titre *On the Origin of Species by Means of Natural Selection, or the Preservation of Favoured Races in the Struggle for Life*.

⁵ C6, p. 248.

⁶ C6, pp. 251-252.

de sous le nom de Guillaume 1^{er}.

tion de 48/49¹.

03.01.61 Marx remercie Carl Siebel² de lui avoir fait parvenir à Londres sa bibliothèque qu'il avait dû entreposer chez Roland Daniels en 1849.

Tiens-moi au courant, lui demande-t-il, des échos de *Herr Vogt* dans la presse allemande. Le livre se vend bien.

La collection ne lui parviendra évidemment pas entière. A Engels, le 27 février : « Les gens de Cologne ont fait du beau travail avec ma bibliothèque. Ils m'ont volé tout Fourier, idem pour Goethe, idem pour Herder, idem pour Voltaire et, le plus épouvantable pour moi, les *Economistes du 18^e siècle* (tout neufs ils m'avaient coûté dans les 500 F), de nombreux volumes des classiques grecs (...) Idem pour la *Phénoménologie* et la *Logique* de Hegel³. ».

Marx reçoit la visite de sa sœur Louise et de son époux Johan Carel Juta. Ils sont sur le départ vers le cap de Bonne Espérance.

07.01.61 Engels commente les événements qui se succèdent aux Etats-Unis depuis l'élection d'Abraham Lincoln en novembre 1860 et les premières manifestations de sécession, celle de la Caroline du Sud dès le 20 décembre 1860 : « En Amérique du Nord (...), ça devient rigolo. Il faut qu'on en soit à une situation très grave avec les esclaves pour que les gens du sud jouent un jeu aussi risqué. Le moindre putsch de corps francs venant du Nord pourrait mettre le feu aux poudres. De toutes façons, il semble que, d'une manière ou d'une autre, c'en sera rapidement fini de l'esclavage, et alors, du même coup, de la *Cottonproduction* aussi. Mais l'on verra bientôt quelles répercussions cela aura sur l'Angleterre⁴. ».

16.01.61 Marx écrit à Ferdinand Lassalle. Il commente sa lecture du livre de Darwin : « L'ouvrage de Darwin est extrêmement important et me convient comme soubassement scientifique de la lutte des classes historique. Naturellement, il faut prendre son parti du manque de finesse typiquement anglais du développement. Mais, malgré toutes ses insuffisances, c'est dans cet ouvrage que, pour la première fois, non seulement un coup mortel est porté à la « téléologie » dans les sciences de la nature, mais, qu'en outre, le sens rationnel de celle-ci est exposé empiriquement⁵. ».

18.01.61 Marx, qui est souffrant⁶, sollicite Engels pour qu'il fournisse à destination du *Times* une sévère critique de l'amnistie promulguée à l'occasion de l'avènement de Guillaume 1^{er}. Une amnistie à courte portée⁷, à vrai dire,

¹ Cf. sa lettre à Engels du 18 janvier : « Cette amnistie est la plus minable qui ait été décrétée dans quelque pays que ce soit (sans excepter l'Autriche) depuis 1849 (*mesquin*, typiquement prussien) (...) En fait, tous les réfugiés - c'est-à-dire toute la révolution de 1848-1849 sont exclus de l'amnistie. ». (C6, p. 267).

² Poète rhénan, Carl Siebel était un parent éloigné d'Engels qui évoque sa visite à Manchester dans sa lettre à Marx du 27 janvier 1859 : « Une fois de plus, *écrit-il*, je viens de voir débarquer chez moi un poète de Wuppertal, parent éloigné, qui, une fois à Londres, naturellement, n'a eu qu'une hâte, celle d'aller voir Freiligrath. ». (C5, p. 254).

³ C6, p. 285.

⁴ C6, p. 260. Il ajoute cette note : « Et devant des mouvements aussi puissants, cet âne de Bonaparte qui croit pouvoir encore longtemps pêcher en eau trouble ». (Une allusion à l'expédition française au Mexique).

⁵ C6, pp. 265-266.

⁶ Il demeure handicapé par de persistantes douleurs au foie.

⁷ Promulguée par le décret du 12 janvier 1861, cette loi imposait aux candidats au retour qui ont été condamnés par un tribunal militaire de subir une longue peine de prison préventive avant que leur cas personnel ne soit délibéré dans l'attente d'une éventuelle grâce royale. Cf. sur ce point la lettre de Lassalle à Marx du 19

qui excluait de fait tous les combattants de la révolution de 1848-49.

- 19.01.61 F. Lassalle remercie Marx pour l'envoi de son *Herr Vogt* : « C'est, à tous les points de vue, un chef d'œuvre (...) En le lisant, la comtesse et moi avons ri comme des fous. (...) J'ai également souvent lu à haute voix des extraits de ton livre à ceux qui me rendaient visite, et j'ai toujours provoqué la même jubilation. ».
- Il lui confie surtout sa conviction désormais sur la corruption de Vogt par Bonaparte, ce dont il avait douté : « *Concedo*¹, écrit-il, et je m'y tiens pour obligé, car jadis je t'ai blâmé prématurément². ».
- Il termine en évoquant l'idée d'une éventuelle réédition à Berlin de la *Neue Rheinische Zeitung*³.
- 22.01.61 Marx est toujours souffrant, « incapable de travailler », écrit-il à Engels. Et les soins médicaux le placent dans une situation financière devenue de plus en plus délicate.
- « Cela me ferait plaisir que tu m'envoies un article chaque fois que tu en as le temps et l'envie. Je suis toujours *incapable*⁴. ».
- 28.01.61 Charles Dana annonce à Marx qu'en raison de la guerre civile américaine, il suspend sa collaboration au *New-York Daily Tribune* pour au moins six semaines et qu'à l'avenir, il n'acceptera plus qu'un article par semaine : cette situation nouvelle accroît la détresse financière de la famille. Pendant les huit premiers mois de l'année, Marx ne gagnera pas un sou.

L'aide financière d'Engels devient pour lui vitale.

- 06.02.61 Engels s'est arrangé avec ses propres finances d'entreprise pour envoyer dans l'urgence à Marx une traite de 35 £ que Ferdinand Freiligrath honorerait.
- « Il faut que je puisse compter sur la plus grande discrétion; cela pourrait me coûter ma place », annonce-t-il. L'affaire sera finalement résolue par un prêt de son médecin et ami Eduard Gumper⁵.
- 07.02.61 Marx annonce à Freiligrath qu'il sera bientôt contraint de se rendre en Hollande « sinon je ne pourrai pas surmonter, cet hiver, la crise actuelle ». (...) « La saloperie » du *Tribune* qui tombe en même temps que d'autres poisses est venue d'autant plus mal à propos qu'elle m'a empêché de prendre d'autres dispositions pour la convalescence de ma femme, prescrite par le docteur⁶. ».
- 13.02.61 Engels à sa mère, dans le contexte de son conflit d'héritage avec ses frères : « Chère mère, par amour pour toi, j'ai écarté toutes ces considérations et passé sur bien d'autres choses. Pour rien au monde, je ne veux contribuer, ne serait-ce que d'un iota, à empoisonner le soir de ta vie par des zizanies familiales à propos de l'héritage. Je crois que toute ma conduite, lorsque j'étais à la maison, ainsi que mes lettres ont suffisamment prouvé que j'étais très loin de vouloir contrecarrer quelque accord que ce soit, et, qu'au contraire, j'étais tout disposé à consentir des sacrifices pour tout arranger selon ton désir. C'est pourquoi j'ai signé sans difficulté; à aucun prix je ne veux que tu sois importunée plus longtemps par de telles affaires et que tu te fasses du souci pour cela. (...) Je sais (...) que tu n'as cessé de penser à moi aussi tout au long de cette transaction et que tu

janvier (*Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., p. 382). De surcroît, les autorités prussiennes décideront que tout citoyen absent du pays depuis plus de 10 ans a perdu sa nationalité et se trouve donc contraint d'engager une nouvelle procédure de reconnaissance.

¹ Autrement dit : « j'en conviens ».

² *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., pp. 380-383.

³ Marx évoquera cette proposition dans sa lettre à Engels du 29 janvier : « En ce qui concerne la réparation de la *Neue Rheinische Zeitung* (...) - la Hatzfeldt (...) peut disposer de 300.000 thalers - je me raccrocherais, étant donné les circonstances actuelles, même à ce fétu de paille, mais les vagues en Allemagne ne sont pas encore assez hautes pour porter notre vaisseau. Ce serait un four dès le départ. » (C6, p. 272). Un avis qu'Engels confortera. Du reste, le projet n'aboutira pas.

⁴ C6, p. 269.

⁵ C6, p. 275.

⁶ C6, p. 277.

as fait tout ton possible pour moi¹. ».

- 14.02.61 Marx annonce à Engels son projet de se rendre bientôt en Hollande pour obtenir de son oncle Lion Philips une avance sur son héritage maternel. « Sans quoi, je vais être complètement noyé » : la perte de ses revenus en provenance du *New-York Daily Tribune* l'a placé, en effet, dans une situation d'extrême détresse financière.
- Il lui fait part de son embarras devant le projet de Ferdinand Lassalle de fonder un nouveau journal qui soit l'organe du parti : « Un hebdomadaire serait sans doute le meilleur truc, mais, d'un autre côté, qu'est-ce qu'on risque étant donné le manque de tact de notre ami si c'est lui qui est sur place, qui dirige la rédaction et est ainsi à même de nous fiche tous dedans ! Lui présenterait évidemment, tout de suite, le journal comme un organe du parti et, du coup, on serait coresponsables de toutes ses idioties et on gênerait notre position en Allemagne avant même de l'avoir reconquise. Cela mérite une sérieuse réflexion². ».
- Sinon, pour se distraire de ses embarras, il a lu le soir, et « dans le texte grec original », *Les guerres civiles à Rome* » d'Appien³ : « Spartacus y apparaîtrait comme le type le plus épatant de toute l'Antiquité ! Un grand général (pas un Garibaldi), un caractère noble, *représentant authentique* du prolétariat antique⁴ ».
- 27.02.61 Engels à sa mère : « Chère mère, ne te fais surtout aucun souci en craignant que j'en veuille en quelque façon à mes frères au sujet de l'affaire de l'héritage, je n'y songe nullement. (...) Nous aurons encore assez besoin les uns des autres et, de plus, tu sais que je n'ai pas la manie de jouer les belles âmes méconnues. (...) Donc ne te tracasse surtout pas pour cela, chère mère; pour moi l'affaire est (...) complètement réglée. (...) Je suis heureux de pouvoir mettre fin à tous tes désagréments d'un trait de plume. Je peux encore avoir cent autres affaires, mais je n'aurai jamais d'autre mère que toi⁵. ».
- 28.02.61 **Marx quitte Londres pour la Hollande**, à Zalt-Bommel (près de Nimègue) où il sollicite et obtient de son oncle maternel⁶, Lion Philips, lequel gère la fortune de sa mère, une avance de 160 Livres sur l'héritage maternel.
- Il y fera la connaissance de sa cousine Nanette (Antoinette), avec laquelle il va entretenir une relation affective intense.
- Il a obtenu un passeport établi au nom d'un certain K.J. Bühring⁷. Pour payer les frais de son voyage, il a pris la liberté de tirer une traite sur le compte de Ferdinand Lassalle⁸.
- Marx séjournera chez son oncle du 28 février au 16 mars.

- 07.03.61 Marx annonce à Ferdinand Lassalle qu'il a l'intention de se rendre bientôt à Berlin : « pour discuter avec toi de vive voix d'éventuelles entreprises politico-journalistiques communes, mais surtout aussi pour te revoir. ». Il s'inquiète de la manière d'obtenir un passeport compte tenu de son statut d'apatride.
- Il lui réclame au passage une lettre élogieuse à son égard qu'il puisse montrer à son oncle Lion Phillips, afin, dit-il, de l'impressionner.

¹ C6, pp. 278-279.

² C6, p. 280.

³ L'historien grec Appien d'Alexandrie.

⁴ C6, p. 285.

⁵ C6, p. 283.

⁶ Lion Benjamin Philips avait épousé en novembre 1820 la sœur de la mère de Marx, Sophie Isaak Presburg. Il était devenu le gérant des biens de la mère de Marx.

⁷ Le nommé Karl Johann Bühring, menuisier de profession à Londres, avait été membre de la Ligue des Communistes.

⁸ Qu'il avertit dans sa lettre du 15.02.61 : « Comme j'ai besoin d'argent pour ce voyage, j'ai tiré une traite de 20 £ à 6 semaines. Je t'enverrai la couverture avant le jour de l'échéance de Hollande ou te l'apporterai moi-même à Berlin, car il est possible que j'aie jusque-là. » (C6, p. 282).

- 16.03.61 Jenny Marx remercie chaleureusement Engels pour ses envois d'argent. Lenchen, lui annonce-t-elle, est souffrante. Elle est sans nouvelles de son époux. « Je suis inquiète, *lui confie-t-elle*, ne sachant pas vraiment comment va Karl, s'il est à Berlin ou ailleurs. Aujourd'hui encore, je n'ai toujours pas de lettre¹. »
- Il est remarquable que Marx soit resté deux semaines à Bommel sans adresser une seule correspondance à sa famille²... Un effet de l'attirance toute romantique qu'il éprouve pour sa jeune cousine Antoinette, dite Nanette³ ?
- 19.03.61 **Marx s'est rendu « clandestinement » à Berlin où il est arrivé le 17 mars.**
- Il s'adresse au préfet de police de la ville, le baron von Zedlitz-Neukirch : « J'ai l'honneur de vous faire savoir, *lui écrit-il*, qu'en raison de l'amnistie royale j'ai quitté Londres où j'ai résidé depuis 1849 en qualité de réfugié politique et que je suis rentré en Prusse, afin d'établir dans un premier temps mon domicile ici, à Berlin. ».
- Et de solliciter sa « réintégration dans l'allégeance de la Prusse⁴ ».
- Marx sera l'hôte de Ferdinand Lassalle pendant près de 4 semaines.** Un séjour des plus agréables, agrémenté par diverses soirées mondaines⁵.
- 24.03.61 Marx écrit à sa cousine Antoinette pour lui relater les circonstances son voyage et lui décrire l'accueil chaleureux que lui ont réservé Ferdinand Lassalle et la comtesse de Hatzfeldt. Il signe « Ton sincère admirateur⁶ ».
- 25.03.61 Marx réitère sa demande auprès du préfet de police de Berlin qui lui a opposé sa réticence à l'honorer. Il argumente longuement sur la base du décret d'amnistie royale qui, insiste-t-il, garantit aux réfugiés « le retour sans entraves dans les Etats prussiens. ». Dans le cas contraire, observe-t-il, « cette amnistie ne serait qu'un leurre ». La question primordiale est liée au fait qu'il a perdu sa nationalité prussienne et qu'il est devenu un apatride. Aussi Marx insiste-il pour obtenir sans tarder une réponse définitive, *franche ouverte et loyale*⁷.
- 30.03.61 Le verdict est tombé : Marx est définitivement débouté de sa demande de retrouver la nationalité prussienne, le pouvoir estimant qu'en 1845, il y a renoncé *de son plein gré*.
- Fin mars Jenny donne de ses nouvelles à Engels. elle a enfin reçu des nouvelles de son mari⁸.

¹ C6, p. 288.

² Il est vrai que la correspondance intime entre Marx et sa femme Jenny a été détruite par leurs filles, mais tout indique qu'en l'occurrence, Jenny est restée sans nouvelles, comme en témoigne sa lettre à Engels du 16 mars.

³ Antoinette Philips, fille de Lion Philips, était née en 1837. Elle était donc âgée de quelque 24 ans.

⁴ C6, p. 289. Marx sollicite en même temps Lassalle pour que ce dernier intervienne en sa qualité de juriste.

⁵ Qu'il relate en détail dans sa lettre du 24 mars à sa cousine Antoinette.

⁶ C6, pp. 291-292.

⁷ C6, pp. 295-296.

⁸ On notera que la cousine Antoinette a été la première à recevoir ces nouvelles...

- Début
avril Jenny à Engels. Elle le tient au courant des affaires familiales¹, « les lettres que m'adresse mon cher seigneur et maître souffrant cette fois particulièrement d'un « style lapidaire » » : « j'ai dû me contenter jusqu'ici des aperçus les plus grossiers et de faits très secs. ».
- « Je ne comprends pas (...), note-t-elle, et ne sais pas pourquoi Karl a tant de hâte à redevenir « sujet » du roi de Prusse ». Moi, j'aurais préféré rester longtemps encore une « pièce détachée » ».
- Ferdinand Lassalle (« le petit Isaac »), ajoute-t-elle, « a témoigné vraiment une amitié extrême à Karl, dont il a été l'inséparable compagnon. ».
- Quant à ses trois filles, « la pensée de quitter le pays de leur Shakespeare est effroyable pour elles. Elles sont devenues des Anglaises à part entière et sont attachées comme des ventouses au sol anglais². ».
- 06.04.61 Marx s'adresse à nouveau, et longuement, au préfet de police de Berlin, le baron von Zedlitz, qui lui a signifié, le 30 mars dernier, son refus de lui restituer sa nationalité prussienne.
- Il lui rappelle les circonstances de sa vie depuis 1844 lorsqu'à la suite de la publication, à Paris, des *Annales franco-allemandes*, il s'était retrouvé dans la situation d'un réfugié politique et que, pour éviter d'être expulsé de Bruxelles (il l'avait été de Paris), il s'était vu contraint de renoncer à sa nationalité prussienne sans, précise-t-il, et c'est important, en adopter une autre. Cette décision, n'était qu'un « subterfuge qui m'avait été extorqué par une persécution très dure ».
- Il poursuit en insistant sur les conditions de l'amnistie royale de janvier 1861 : « C'est à tous les réfugiés politiques, de quelque époque que datent leurs conflits politiques et conséquemment la perte de leur nationalité par droit de naissance, qu'est assuré « un retour sans entraves » ».
- Il rappelle enfin la décision du Bundestag du 30 mars 48 de rendre à tous les réfugiés politiques leurs droits de citoyens. Dès lors, rentrant en toute légalité à Cologne, « j'avais recouvré la nationalité prussienne par droit de naissance. ».
- Quatre jours après réception de cette lettre, le 10 avril 1861, le préfet de police lui signifiera une fin de non-recevoir, lui signifiant que l'acte d'amnistie ne concernait que les personnes ayant fait l'objet d'un acte d'accusation³.
- 12.04.61 Marx quitte Berlin.
- Il fournit à Ferdinand Lassalle une procuration, en charge pour lui de poursuivre son procès en vue d'être rétabli dans sa qualité de citoyen prussien⁴.
- 13.04.61 Marx se trouve à Elberfeld.
- Il écrit à sa « gentille petite cousine », Antoinette Philips, regrettant qu'elle « ait été assez cruelle pour laisser (s)on admirateur sans un mot de confirmation » de sa dernière lettre. « Alors, ma cruelle petite ensorceleuse, comment vas-tu justifier pareil comportement ? ».
- « Très franchement, j'éprouve une grande joie à l'idée de te revoir bientôt ainsi que tout le cercle de famille de Bommel ». Il termine ce mot à sa « petite enchanteresse » en signant « Ton chevalier errant⁵. ».

¹ S'étonnant au passage que Marx n'ait pas encore écrit à son ami.

² C6, pp. 298-301.

³ C6, pp. 302-309. La réponse officielle se trouve reproduite à la page 634 du tome 15 des MEW : « En réponse à votre requête du 6 avril de cette année, je vous informe que les déclarations qu'elle contient ne réfutent en rien la conviction que vous devez être considéré comme un étranger. ».

⁴ C6, p. 312.

⁵ C6, pp. 313-314.

Après une rencontre avec Carl Siebel, Marx se rend à Cologne où il rend visite à Karl Schneider II, l'avocat des communistes de Cologne lors du procès de 1852, ainsi qu'à la veuve de Roland Daniels.

- mi-avril Jenny Marx prend l'initiative d'une correspondance très amicale avec Ferdinand Lassalle. Amicale et sincère, notamment dans la manière dont elle lui avoue le ressentiment qu'elle a éprouvé à son égard en raison de sa passivité au cours de l'affaire Vogt : « C'est plus tard, écrit-elle, que j'ai commencé à comprendre (...) que vous n'aviez aucune entrée dans la presse lâche, infâme, vé-nale, et que vous ne pouviez que rester coi, parce que vous ne trouviez pas d'arène. Maintenant, tous ces sentiments ont quitté mon cœur et je vous ai révélé ce petit ressentiment passé pour pouvoir à nouveau vous offrir librement et ouvertement mon amitié¹. ».
- 19.04.61 Marx revoit sa mère à Trèves pour la première fois depuis son exil. Il ne reste que deux jours en sa compagnie. Sa mère refuse toujours de lui fournir une aide financière, mais elle consent à déchirer d'anciennes reconnaissances de dettes. Ce sera leur dernière rencontre. Henriette Marx décèdera le 30 novembre 1863 sans avoir revu son fils.
- 29.04.61 **Marx est de retour à Londres après 8 semaines d'absence.**
- Le résultat financier de son déplacement se mesure à la somme de 160 £ qu'il a obtenue de son oncle Lion Philips, un prêt sans intérêt en gage de son futur héritage maternel.

- 06.05.61 Marx remercie son oncle Lion Philips pour l'accueil chaleureux qu'il lui a réservé. Il commente au passage le cours des événements de la guerre de Sécession aux Etats-Unis : « Ici, à Londres, règne une grande consternation quant au cours des choses en Amérique. Les actes de violence auxquels non seulement les Etats sécessionnistes ont eu recours mais aussi quelques-uns des Etats du Centre ou Etats limitrophes (...) ces actes de violence ont rendu *tout compromis* impossible. Il ne fait aucun doute qu'au début de la lutte, la balance penchera à l'avantage du Sud où la classe des aventuriers blancs qui ne possèdent rien constitue un fonds de réserve inépuisable pour une milice guerrière. A la longue, c'est le Nord qui naturellement vaincra, puisqu'il peut jouer la dernière carte d'une révolution des esclaves². ».
- 07.05.61 Marx écrit (enfin) à Engels : « tu as devant toi, *avoue-t-il*, un criminel repentant », lui expliquant qu'il « m'était impossible de t'écrire, à toi, sans faire voir la lettre à Lassalle ».
- Il interroge son ami sur l'opportunité de créer un journal à Berlin avec la collaboration financière et éditoriale de Lassalle, dont il dit : « Aveuglé par la considération dont il jouit dans certains cercles savants du fait de son *Héraclite* et dans un autre cercle, de parasites celui-là, grâce à ses vins et à sa table, Lassalle ne sait évidemment pas qu'il est discrédité auprès du grand public. A quoi il faut ajouter son besoin de toujours vouloir avoir raison; sa manie des « concepts spéculatifs » (le bougre rêve même d'une nouvelle philosophie hégélienne à la puissance 2, qu'il écrirait), sa contamination par le vieux libéralisme français, son style prétentieux, son manque de discrétion, de tact, etc. Bien tenu en main, il pourrait rendre des services comme rédacteur. Sinon ce sera gaffe sur gaffe. ».
- J'ai réservé ma réponse, précise-t-il, afin de t'en parler d'abord. Lassalle « attend maintenant une réponse de moi que je ne peux différer plus longtemps. *Qu'en dis-tu ?*³ »
- Engels le dissuadera de poursuivre ce projet.
- 08.05.61 Marx reprend contact avec Ferdinand Lassalle pour le remercier de son accueil à Berlin. « Je te remercie de tout cœur pour l'amabilité charmante avec laquelle tu m'as accueilli et hébergé, et, surtout, avec laquelle tu as supporté

¹ *Correspondance Marx Lassalle*, PUF, Op.cit., p. 389. La suite de leurs échanges témoignera de la même courtoisie. Ainsi Lassalle dans sa réponse du 2 mai. Ainsi Jenny dans sa lettre du 5 mai pour le remercier des cadeaux de sa part que lui a rapportés son mari de Berlin.

² C6, p. 319.

³ C6, pp. 320-324.

mes mauvaises manières. Tu sais que j'avais la tête pleine de soucis et que je souffre en outre du foie. Mais l'essentiel est que nous avons beaucoup ri ensemble¹. ».

Quant à la question du journal, elle reste en débat avec Engels.

10.05.61 A Engels : « Je partage tout à fait ton point de vue sur le projet de journal à Berlin et j'avais déjà indiqué à Lazare², *mutatis mutandis*, les principaux points de ton argumentation. A Berlin, je lui avais déjà positivement déclaré que je ne me lancerais pas dans une entreprise de ce genre sans toi et Lupus, mais je m'étais positivement engagé à vous exposer l'affaire « avec sérieux et objectivité », et ainsi j'ai sauvé mon âme³. ».

20.05.61 Engels est en visite chez les Marx pour quelques jours, du 20 au 23 mai.

29.05.01 Marx écrit à F. Lassalle pour mettre un terme à leur projet de publication.

Il s'autorise de l'avis d'Engels, lequel « ne pense pas que la situation, soit encore mûre pour la fondation d'un journal⁴. ».

A propos des événements américains : « Toute la presse anglaise officielle est naturellement pour les esclavagistes. Ce sont les mêmes individus qui ont fatigué le monde avec leur philanthropisme contre le commerce des esclaves. Mais *Cotton !* ».

10.06.61 **Marx reprend son travail scientifique interrompu par l'affaire Vogt.**

A Engels : « Je me suis mis sérieusement à mon livre, il y a une semaine⁵. »

D'août 1861 à juillet 1863, il en sortira un ensemble de 23 cahiers (près de 1.500 pages) sous le même titre que l'ouvrage de 1859 : *Contribution à la critique de l'économie politique*.

La majeure partie de ces manuscrits traite des *théories sur la plus-value* qui paraîtront sous le titre de Livre IV du *Capital* entre 1905 et 1910 à l'initiative de Karl Kautsky.

Marx Friedländer, un cousin de Lassalle, propose à Marx de collaborer au journal *Die Presse* de Vienne.

« Je suis bien obligé d'accepter, *confie-t-il à Engels*, car il faut vivre⁶. » Marx publiera quelque 52 articles dans ce journal, ne cessant d'y collaborer que vers la fin de 1862.

11.06.61 Marx accuse réception à Ferdinand Lassalle de son livre sur *Le Système des droits acquis*⁷.

Fait significatif : il commente le passage sur le droit d'héritage. Une préoccupation qui est assurément la sienne à cette époque⁸.

12.06.61 Engels commente longuement à l'adresse de Marx les événements militaires aux Etats-Unis après l'assaut contre le Fort Sumter, le

Les événements de la guerre de sécession qui débute vont mobiliser toute leur attention tout au long de ces quatre prochaines an-

¹ C6, p. 328. Une courtoisie de circonstance, à vrai dire, si l'on compare avec la dureté de ses commentaires dans sa correspondance vers Engels.

² Marx parle de Lassalle...

³ C6, p. 329.

⁴ C6, p. 335.

⁵ C6, p. 336.

⁶ C6, p. 335.

⁷ Ferdinand Lassalle, *Le système des droits acquis. Une conciliation du droit positif et de la philosophie du droit. En 2 parties*. Paru à Leipzig chez l'éditeur Brockhaus.

⁸ Une préoccupation sélective qui désolera Lassalle, marri que Marx n'ait pas entrepris une lecture méthodique, attentive, et de page en page dès le début de son étude. Cf. sa lettre du 01.07.61, *Correspondance Marx Lassalle*, PUF, op.cit., pp. 403-404.

12 avril 1861¹.

nées.

- 19.06.61 A Engels, parlant de sa situation financière : « Tu ne seras pas étonné d'apprendre que ce que j'avais rapporté est déjà dépensé². ». Il l'informe qu'il a reçu de Louis Watteau une lettre sur le procès de Blanqui³ : « Je trouve très bon que nous ayons de nouveau des relations directes avec le parti français qui est résolument révolutionnaire. ».
- La perte de ses revenus liés à sa collaboration au *New-York Daily Tribune* a mis Marx dans une situation matérielle très difficile. Le 01.07.61, il lui confiera : « Je me trouve pour le moment absolument dépourvu de revenus. ».
-
- 01.07.61 Ferdinand Lassalle informe longuement Marx des démarches qu'il a entreprises en sa faveur et tout particulièrement de ses entretiens, parfois orageux, avec le préfet de police de Berlin von Zedlitz. Mais sans résultat⁴. Il lui annonce surtout qu'il a pris contact avec l'éditeur de Leipzig Heinrich Brockhaus en vue de l'édition de la suite de sa *Critique de l'économie politique*. Et il l'invite à lui adresser sans tarder son manuscrit⁵.
- De son côté, Marx adresse à Engels ses commentaires sur les événements militaires en Virginie⁶. Engels lui répondra sans tarder sur le sujet dès le 3 juillet⁷.
- 05.07.61 Marx est à l'étude des événements américains et partage longuement avec Engels les informations qu'il a collectées sur l'évolution politique et militaire du conflit. Il prépare la rédaction des articles qui paraîtront en octobre et en novembre dans *Die Presse*⁸.
- 17.07.61 Marx reprend contact avec sa « gracieuse petite cousine », s'excusant de « son long silence » : « tu me ferais grand tort en croyant que, de tout ce temps là, il s'est passé un seul jour sans que je pense à ma chère petite amie. ». Il lui explique les raisons qui ont conduit les autorités berlinoises à lui refuser sa nationalité prussienne : « leur soi-disant amnistie n'était qu'une duperie » et malgré son insistance, F. Lassalle n'est pas parvenu à modifier le verdict : « Quant à moi, je suis au moins parvenu à une des mes fins : forcer le gouvernement de Berlin à jeter son masque libéral. ». Il espère recevoir bientôt une lettre de sa « petite enjôleuse ». Signé : « Ton plus sincère admirateur⁹ ».
- 20.07.61 Marx est en négociation avec l'éditeur de Leipzig Heinrich Brockhaus pour la suite de son *Economie*. A Engels : « Brockhaus ne

¹ C6, pp. 338-340.

² C6, p. 343.

³ Auguste Blanqui avait été arrêté à Paris le 10 mars 61. Son procès, le 14 juin 61, devant la 7^e Chambre correctionnelle de Paris aboutira à une condamnation à 4 ans de prison pour constitution de société secrète. Il sera enfermé à Sainte Pélagie.

⁴ Pour mémoire, F. Lassalle avait reçu mandat de Marx afin de poursuivre les démarches en vue de retrouver sa nationalité.

⁵ *Correspondance Marx Lassalle*, PUF, op.cit., p. 403. Il répond ainsi à la demande que lui avait adressée Marx dans sa lettre du 8 mai 1861 : « N'oublie pas de frapper à la porte de Brockhaus, lui écrivait-il, entre 10 à 20 placards car je ne peux pas calculer d'avance l'ampleur de l'ouvrage. » (C6, p. 328). Quelque temps auparavant, Marx annonçait à Carl Siebel son intention de se tourner vers Brockhaus : « Pour la deuxième partie de mon *Economie*, j'ai abandonné Duncker pour Brockhaus (Ce dernier ne le sait pas encore, mais y sera contraint par une voie sûre). » (C6, p. 302). Une voie sûre : celle de Lassalle ?

⁶ C6, pp. 344-345

⁷ Une réponse technique, certes, sous l'angle de la stratégie militaire. (C6, pp. 347-349)

⁸ « La Guerre civile en Amérique du Nord » et « La Guerre civile aux Etats-Unis » parus les 25 octobre et 7 novembre 1861. Cf. MECW vol. 19, « The North American Civil War » pp. 34-42 et « The Civil War in the United States », pp. 43-52.

⁹ C6, pp. 357-359.

veut prendre de décision définitive qu'après avoir reçu le manuscrit. Condition rien moins qu'agréable, étant donné qu'il va soumettre le manuscrit à l'appréciation de ses ânes de lecteurs. je n'avance du reste pas aussi rapidement que je le souhaiterais, car j'ai beaucoup d'ennuis domestiques¹. ».

- 22.07.61 Marx à F. Lassalle : il commente sa lecture de la deuxième partie de l'ouvrage de ce dernier *Le système des droits acquis*. Un propos très technique². A propos de ses propres travaux : « Pour Brockhaus, je vais y réfléchir dès que j'aurai terminé. Je ne me suis encore jamais dessaisi d'un manuscrit en me remettant à la *chance*. ».

Fin août : Marx se rend chez Engels à Manchester. Il y restera jusque la première moitié de septembre.

- 03.10.61 Engels séjourne en Allemagne chez des parents. Il y restera jusqu'à la fin de ce mois d'octobre.

- 30.10.61 Marx débute sa collaboration à *Die Presse*, le quotidien autrichien édité par Max Friedländer, un cousin de Ferdinand Lassalle. Il y publiera 52 articles. Sa contribution cessera en décembre 1862, la rédaction bourgeoise du journal ayant décidé, vers la fin de 1861, de limiter le nombre de ses articles et d'opérer un tri parmi eux.

Par ailleurs le *New-York Daily Tribune* a recommencé à accepter ses articles. Une éclaircie pour la famille Marx.

A Engels : « En comptant la semaine dernière, je leur ai envoyé 6 articles. (...) Ce double engagement me garantit la perspective de mettre un terme à l'existence aux abois que mène ma famille depuis un an, et aussi de terminer maintenant le livre³. Même si, grâce à toi, j'ai été en mesure de satisfaire les chiens les plus pressants au début septembre, la pression de la meute ne demeurerait pas moins assez insupportable et, en octobre, elle est allée crescendo. Par le même courrier, j'envoie une lettre à ma vieille, pour voir s'il n'y a pas moyen de lui soutirer quelque chose. De la même façon, je vais essayer de voir si je peux arriver à dénicher quelque argent auprès d'une société de crédit. Tout cela, bien sûr, pour mettre un peu d'ordre dans mes affaires en attendant que les sommes de New-York et de Vienne soient tirables, mais, surtout, pour avoir la paix nécessaire à mon travail pour le temps qui reste encore à courir. Pendant toute cette période, nous avons mis en gage tout ce qui n'était pas cloué aux murs et, ce qui pour moi est encore plus catastrophique, ma femme est sérieusement mal en point. Si elle a vaillamment supporté le poids des ennuis quotidiens, l'absence totale de perspectives l'a complètement flanquée par terre. Depuis, les nouvelles favorables de Vienne et de New-York ont déjà suscité une réaction encourageante⁴. ».

Cette éclaircie sera malheureusement de courte durée. Marx restera dépendant de l'aide financière d'Engels.

- 10.11.61 Marx verse à Louis Watteau l'argent d'une collecte parmi les ouvriers allemands de Londres en vue de l'édition d'une brochure sur le procès de Blanqui : « Soyez sûr, *lui écrit-il*, que personne ne puisse être plus intéressé que moi-même dans le sort d'un homme que j'ai toujours considéré comme la tête et le cœur du parti prolétaire de France⁵. ».

- 20.11.61 Les tracasseries financières de Marx et de sa fem-

¹ C6, p. 361.

² C6, pp. 361-364.

³ Il parle des manuscrits qui constitueront *Le Capital*.

⁴ C6, pp. 368-369.

⁵ C6, p. 371.

me perdurent. Nouvel appel à l'aide à Engels : « Ma femme est très affaiblie et je crains que la chose ne se termine mal si le combat dure encore longtemps¹ ».

27.11.61 Engels commente l'évasion de Bakounine² : « La façon dont Bakounine s'est évadé m'a fort réjoui. Le pauvre diable a dû être diablement malmené. Faire un tour du monde comme ça !³ ».

09.12.61 Marx remercie Engels pour les derniers envois d'argent qu'il a reçus de son ami : « avec tous les efforts que tu fais pour moi – en allant même au-delà de tes forces – je répugne à t'ennuyer continuellement avec mes mauvaises nouvelles ». Et de décrire ses dettes non payées : « C'est curieux comme le manque de toute rentrée, joint à des dettes jamais totalement épongées, en dépit de tous les secours partiels, fait toujours remonter la vieille merde. ».

Jenny est toujours souffrante.

Heureusement « mon livre avance, mais lentement. En réalité, il était impossible de terminer rapidement des choses théoriques comme celles-ci dans de pareilles conditions. Mais il sera, en revanche, beaucoup plus accessible et la méthode bien moins apparente que dans la 1^{ère} partie⁴. ».

27.12.61 À Engels : « Meilleurs vœux pour la nouvelle année. Si elle doit ressembler à celle qui se termine, je souhaite, en ce qui me concerne, qu'elle aille au diable⁵. ».

¹ C6, p. 373.

² Arrêté le 10 mai 1849 après l'échec de l'insurrection de Dresde et condamné à mort par le tribunal de Saxe en janvier 1850, une condamnation commuée en détention à perpétuité, Bakounine avait été livré à Prague aux autorités autrichiennes, puis au pouvoir russe en mai 1851. C'est au cours de sa détention dans les geôles de la forteresse Pierre et Paul de Saint-Petersbourg que s'est déroulé l'étonnant épisode de sa *Confession*. Après la mort, en 1855, du tsar Nicolas Ier, il avait obtenu du nouveau tsar, Alexandre II, d'être exilé en avril 1857 en Sibérie d'où il s'évade en juin 1861 à bord d'un bateau américain en partance vers le Japon. Après un long périple par San Francisco, il était arrivé à Londres en décembre 1861.

³ C6, p. 374.

⁴ C6, p. 378.

⁵ C6, p. 383.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communaux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (2)	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (3)	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie</i> (<i>Der Volksstaat</i> , des 16, 18 et 21.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11

F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le Pô et le Rhin	Vol. 32
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La Savoie, Nice et le Rhin	Vol. 34
F. Engels, La Savoie et Nice (<i>New-York Daily Tribune</i> du 21 février 1860)	Vol. 34
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune (<i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le rôle de la violence dans l'histoire (« Aspirations à l'unité jusque vers 1860 »)	Vol. 34
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (<i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) (<i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'Orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18

Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Préfaces au Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Trinune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, <i>Herr Vogt</i>	Vol. 33
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29

K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (1)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
L' <i>obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8

P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
Tranches de vie : les années 1860-1861	Vol. 34
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19